



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file / Votre référence

Our file / Notre référence

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

Canada

L'INTÉGRATION DE LA RUSSIE DANS L'ÉCONOMIE MONDE

par:
Boris Moskalev
(num. d'ét. 059688)

Thèse déposée à l'Ecole des études supérieures et de la recherche
de l'Université d'Ottawa en vue de l'obtention de la maîtrise ès
arts en science politique.

Directrice:
Professeur Jeanne Kirk Laux

Département de science politique de l'Université d'Ottawa
novembre 1994



Boris Moskalev, Ottawa, Canada 1994



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file *Votre référence*

Our file *Notre référence*

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-612-07889-2

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

Remerciements: à
Jeanne Kirk Laux, directrice de thèse

RÉSUMÉ

Cette recherche traite de l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale. Elle est placée dans le contexte de l'universalisation des valeurs idéologiques libérales et de la globalisation mais se limite aux années 1991 jusqu'à l'été 1994. Cette période représente une phase primaire de l'intégration: la nouvelle élite politique se proclame libérale et pro-occidentale. Selon notre argumentation théorique, le capital international est la force motrice de la globalisation de l'intégration d'un pays dans l'économie monde. Nonobstant, l'acceptation des normes libérales par les pays post-socialistes tel la Russie n'assure pas les pratiques favorables à l'implantation des investissements étrangers qui ont besoin d'une stabilisation politique. Face à la situation instable en Russie, l'état a dû recourir à l'assistance extérieure. Notre analyse critique de l'aide occidentale - et celle mobilisé par les pays du G7 et l'engagement du Fond monétaire international (FMI) nous amènent à la conclusion que le FMI s'avère la plus efficace pour l'intégration de la Russie dans l'économie monde. Ses programmes dits macro-économiques sont de nature politique -- la mise en place d'un régime économique et politique libéral et l'appui à l'élite politique libérale. Ainsi le FMI a contribué à créer un climat politique approprié aux investissements. Toujours est-il que le coût - le mécontentement social et l'opposition politique qu'elle provoque - pourraient mettre en cause la survie politique du régime réformiste et la continuité même des réformes.



From the World Press Review

Table des matières

Introduction	1
1. L'objet de recherche	3
2. La période de recherche	4
3. Le contexte historique	5
A. La globalisation	6
B. L'assistance des pays industriels à la Russie	9
4. L'Hypothèse et la méthode de la recherche	12
5. L'intérêt théorique et pratique	18
Chapitre 1	
L'intégration de la Russie dans l'économie monde dans le contexte de la globalisation	20
I L'économie mondiale	20
1. Le cadre conceptuel de l'économie internationale	21
A. La théorie néo-classique de l'économie internationale	21
B. La théorie marxiste et l'économie internationale	25
C. Changements qualitatifs dans les années 1960-70s	28
D. Rupture théorique	29
1) L'inadéquation de la théorie néo-classique	30
2) L'inadéquation de l'analyse marxiste	31
2. Le cadre conceptuel de l'économie mondiale	33
II Les firmes multinationales	34
1. La définition	35
2. Les buts des FMN	37
3. Les FMN et l'Etat	40
4. Les FMN et les avantages comparatifs de la Russie	43
III L'intégration de la Russie dans l'économie mondiale	45
1. Le caractère non-capitaliste de la société russe	45
2. Les particularités de l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale	50
IV Conclusion	51

Chapitre 2	
L'incapacité de l'Etat russe d'assurer l'implication sérieuse du capital international	53
1. Les avantages comparatifs de la Russie	55
2. La dynamique des investissements étrangers	62
3. Les obstacles pour l'implication du capital international dans l'économie russe	65
4. Le régime d'investissements pour les investisseurs étrangers	77
5. Conclusion	90
Chapitre 3	
Les faiblesses de l'assistance économique des pays du G7 à la Russie	92
1. Les origines de l'assistance	93
2. Le paquet d'assistance de 1992	100
3. Le paquet d'assistance de 1993	108
4. Conclusion	116
Chapitre 4	
L'impact des programmes du FMI sur la stabilisation politique en Russie	118
1. Préface à l'implication du Fonds	119
2. Les premiers engagements du Fonds	122
3. La réévaluation des approches	138
4. La stabilisation?	145
5. Conclusion	153
Conclusion	156
Bibliographie	160
Livres et chapitres	160
Articles et revues académiques	162
Rapports	167
Documents légaux	168
Articles des journaux	170
Tableau	178

Introduction

L'effondrement du communisme en tant que système politique et idéologique, ainsi que la fin de la guerre froide qui l'a suivi, ont changé dramatiquement l'ordre mondial. L'état de chose actuelle à peine peut être considérée comme "le nouvel ordre mondial" mais plutôt comme une période transitoire. Le partage du monde en deux blocs rivaux dans le sens géostratégique est remplacé par les nouvelles réalités du monde multipolaire où les rivalités entre trois ou quatre pôles prennent forme de la concurrence économique et technologique¹.

La déidéologisation lancée par Mikhaïl Gorbatchev a initié le processus qui a abouti finalement à l'abandon complet de l'idéologie communiste en faveur du libéralisme avec ses principes de base: la démocratie représentative et l'économie de marché. Le libéralisme ne trouve plus de l'opposition dans le monde comme la présentait auparavant le communisme². Les débats aigus entre les représentants des Etats Unis et de l'URSS quand ils s'accusaient de tous les péchés imaginables sont classés dans les archives. Les débats actuels se portent sur les tarifs

¹Voir Ankie HOOVELT, "New International Division of Labor", dans Robert BUSH, éd., The World Orders - Socialist Perspectives, Oxford: Policy Press, 1987, pp. 64-84.

²Les mouvements contestataires en provenance du Tiers Monde présentent le défi plutôt régional que global. Voir Robert COX, "La dialectique de l'économie monde en fin du siècle", Etudes Internationales, décembre 1990, pp. 701-703. Voir aussi Francis FUKUYAMA, "La fin de l'histoire?", Commentaire, nr 47, automne 1989, pp. 457-469

douaniers et les taux d'intérêt. C'est ce que Francis Fukuyama a appelé "la fin de l'histoire"³.

Selon Francis Fukuyama l'universalisation du libéralisme a amené pour la première fois dans l'histoire les peuples à parler la même langue et à se comprendre ce qui stimule la homogénéisation des façons de vivre des cultures différentes⁴. Dans le contexte historique actuel le libéralisme devient l'idéologie de la globalisation, l'idéologie dominante dans le monde.

L'économie globale a vu jour grâce au niveau qualitativement plus haut de la coopération entre les peuples. Robert Cox a souligné:

L'idéologie constitue les structures de pensée avec lesquelles les peuples et leurs chefs s'expliquent ce qui se passe. L'idéologie de la globalisation enseigne qu'il n'y a pas d'alternative, qu'il y a une logique économique inexorable à laquelle les forces sociales résistent à leurs risques et périls. La globalisation a dépassé le socialisme et le conservatisme...le soi-disant néo-conservatisme exalte concurrence, déréglementation et égoïsme. Le socialisme... a sombré dans le cynisme et la désillusion...⁵

Naturellement, le fait que le libéralisme, l'idéologie de globalisation, est dominante ne signifie pas qu'il est l'idéologie exclusive dans le monde. La logique de

³Francis FUKUYAMA, "La fin de l'histoire?", Commentaire, nr. 47, automne 1989, p. 458.

⁴ibid., pp. 457-458.

⁵Robert COX, "La dialectique de l'économie monde en fin de siècle", Etudes Internationales, vol. XXI, nr. 4, décembre 1990, pp. 694-695.

l'universalisation crée sa contre-tendance. Selon Robert Cox de différentes forces sociales et culturelles contestent le libéralisme, "elles nient, en effet, l'affirmation de la nécessité historique, de l'inévitable globalisation⁶".

Ainsi, notre recherche sur la Russie est placée dans le contexte historique de l'universalisation des valeurs idéologiques libérales, de la globalisation et de l'émergence de l'économie mondiale, considérée comme "the wave of the future⁷".

1. L'objet de recherche

Cette recherche aborde le problème de l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale et le rôle du capital international, de l'assistance des pays industrialisés et du Fonds Monétaire International (le FMI) dans ce processus. Toutefois, l'Etat russe est le facteur clé de cette analyse. L'Etat, acteur souverain, est responsable pour la formation du régime (politique et économique) qui se veut stable et approprié pour l'implication du capital international.

La recherche perçoit le capital international en forme des investissements directs et de portfolio des firmes multinationales comme une force qui, à l'époque de la

⁶Robert COX, "La dialectique de l'économie monde en fin de siècle", Etudes Internationales, vol. XXI, nr. 4, décembre 1990, p. 695.

⁷Robert COX, "Structural Issues of Global Governance: Implications for Europe", dans Steven Gill, éd., Gramsci, Historical Materialism and International Relations, Cambridge: Cambridge University Press, 1993, P. 259.

globalisation, engage la Russie dans le réseau multidimensionnel et complexe de l'activité économique organisée à l'échelle globale qui constitue l'économie monde. L'assistance des pays industrialisés, surtout celle du G7, est de grande importance pour que l'Etat russe soit capable d'assurer la stabilité politique qui est une préalable à l'investissement étranger adéquat correspondant au potentiel du pays. La complexité du sujet nous a exigé de se borner à une seule organisation multilatérale - le FMI - parmi plusieurs engagées dans une mesure ou l'autre dans l'assistance à la Russie. Le Fonds monétaire international est choisi parce que son assistance a un impact direct sur la stabilité politique dans le pays.

2. Période de recherche

La recherche se limite à un cadre historique assez étroit: de la dissolution de l'Union Soviétique et l'émergence de la Fédération de Russie en tant qu'état indépendant en décembre 1991 jusqu'à l'été 1994. Cette période présente une phase primaire et distincte de l'intégration: une nouvelle élite politique russe d'orientation ouvertement libérale et pro-occidentale, a proclamé le but de transformer la Russie en "Etat normal comme tous les autres⁸". Dans ses réformes le nouveau régime comptait beaucoup sur l'assistance extérieure, qui devrait être organisée par les pays du G7. L'ampleur, la structure, les mécanismes et la

⁸La déclaration du président russe Boris Eltsin faite le 28 octobre 1991, Izvestia, le 29 octobre 1991, p. 1.

conditionalité de cette assistance étaient telles qu'elle a faiblement contribué à la stabilisation politique. Ainsi, l'assistance du FMI s'est trouvée mieux orientée aux besoins de cette stabilisation. Après des efforts en 1992-93 vers l'été 1994 les programmes rédigés par le FMI ont commencé à donner ses premiers résultats positifs en forme de la stabilisation macroéconomique, accompagnée par celle politique bien que les résultats soient toujours très volatiles et non-consolidés. Le capital international a réagi à cette stabilisation relative par la croissance des investissements dès l'été 1994. Richard Layard, économiste de London School of Economics, a noté:

Thus (en dépit de tous les problèmes), beneath the ripples of conflict and contradictory action, there is a steady tide running towards a regular market economy. Most westerners who visit Moscow for the first time say: "Is this the country I have been hearing about in the media?"⁹.

Ainsi, nous croyons que la période 1992-94 est une période bien distincte - une période de transition marquée par la mise en place des conditions nécessaires à l'intégration de la Russie dans l'économie monde.

3 Contexte historique

Le contexte historique de cette transition inclut trois facteurs dont une brève élaboration semble importante pour situer notre recherche: la globalisation, l'assistance des pays

⁹Richard LAYARD, "Russia - Not the Country You Expect" Financial Times, le 3 juin 1994, p. 15.

industrialisés à la transition et le rôle accru des organisations multilatérales.

A. La globalisation.

La définition de la globalisation varie mais normalement elle inclut quatre éléments dont les rapports de causalité varient aussi: la mondialisation de l'activité économique, l'internationalisation de l'Etat-Nation et des structures sociales, l'universalisation des valeurs libérales.

Gilles Breton, politicologue canadien, avance sur le premier plan le facteur social. Il place la dynamique de la modernité, qui, selon lui est la compression du temps et de l'espace, au coeur de la globalisation¹⁰. Immanuel Wallerstein, sociologue américain, identifie la globalisation avec l'expansion de l'économie monde capitaliste, débutée en XVI-ième siècle¹¹. Politicologue canadien Robert Cox, qui prend l'approche de l'économie politique critique, l'approche que nous allons adopter dans cette recherche, voit la globalisation comme une partie organique des processus universels qui changent radicalement tous les aspects de la vie de la société humaine. Selon Cox la globalisation est, premièrement, l'internationalisation profonde de la vie économique:

¹⁰Gilles BRETON, "Mondialisation et science politique: la fin d'un imaginaire théorique?", Etudes Internationales, vol. XXIV, nr. 3, septembre 1993, p. 536.

¹¹Immanuel WALLERSTEIN, Système du monde, vol. 1, Capitalisme et économie monde; Paris: Flammarion, 1980, p. 19.

The two principal aspects of globalisation are (1) global organisation of production (complex transnational networks of production which source the various components of product in places offering the most advantage on costs, markets, taxes, and access to suitable labour, and also the advantage of political security and predictability); and (2) global finance (a very largely unregulated system of transaction in money, credit; and equities)¹²

Une des conséquences de la globalisation, soulignée par Cox, est l'internationalisation de l'état. Dans le système international de Westphalie l'état était le protecteur de la société nationale des perturbations extérieures, soit de l'intégrité territoriale des interventions armées; soit de l'économie nationale de la concurrence internationale. Cox voit dans le système de Bretton Woods le compromis entre l'intégrité du bien-être national et les intérêts des autres Etats. Ce compromis visait à l'harmonisation des intérêts des différents Etats qui étaient auparavant antagonistes¹³. Depuis les années 70s le rôle de l'Etat a subi des changements. Selon Cox:

...states must become the instruments for adjusting national economic activities to the exigencies of the global economy - states are becoming transmission belts from the global into the national economic spheres. Adjustment to global competitiveness is the new categorical imperative¹⁴.

La globalisation économique restructure les sociétés

¹²Robert COX, "Structural Issues of Global Governance: Implications for Europe", dans Stephen GILL Gramsci, Historical Materialism and International Relations, Cambridge: Cambridge University Press, 1993, p. 259.

¹³ibid., p. 260.

¹⁴ibid.

nationales en "global social structure"¹⁵. La différenciation géographique de centre/périphérie est remplacée par la différenciation causée par la nouvelle organisation de production à l'échelle mondiale qui obscurcit l'importance du facteur national¹⁶. Selon Cox la nouvelle structure sociale globalisée va déterminer le futur ordre mondial: "The social forces generated by changing production process are the starting point for thinking about possible futures"¹⁷. Cox identifie trois variants possibles parmi lesquels le premier est l'émergence de la nouvelle hégémonie fondée sur la structure de gouvernance globale générée par l'internationalisation de production et la domination du capital international sur celui national¹⁸. La nouvelle structure sociale, d'après Cox, est dominée par une élite globalisée:

At the apex of an emerging global class structure is the transnational managerial class. Having its own ideology, strategy and institutions of collective action, it is a class both in itself and for itself. Its focal points of organisation, the Trilateral Commission, World Bank, IMF and OECD develop both a framework of thought and guidelines for policies¹⁹.

¹⁵Robert COX, "Structural Issues of Global Governance: Implications for Europe", dans Stephen GILL, éd., Gramsci, Historical Materialism and International Relations, Cambridge: Cambridge University Press, 1993, p. 260.

¹⁶ibid.

¹⁷Robert COX, "Social Forces, States and World Orders", dans Robert KEOHANE; éd., Neorealism and Its Critics, New York: Columbia University Press, 1986, pp. 236-237.

¹⁸ibid., p. 237.

¹⁹ibid., p. 234.

Ainsi, nous voyons que le concept de Cox de la globalisation est plus large qu'une simple réorganisation de la production des biens matériels, il inclut aussi des éléments de vocation sociale et politique.

L'élaboration conceptuelle de la globalisation nous permet de comprendre la particularité du moment historique de l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale: il ne s'agit plus de la participation dans les échanges des produits, mais dans un large réseau des rapports économiques, politiques et sociaux.

B. L'assistance des pays industrialisés à la Russie.

L'Etat russe affaibli n'est pas capable seul d'assurer sa sortie de la crise politique et économique²⁰. Pour assurer sa réussite l'assistance internationale de la part des pays industrialisés, notamment de la part des pays de G7, devient de l'importance vitale.

L'assistance à la transition est nécessaire non seulement pour les pays de l'Est mais aussi pour ceux de l'Ouest. Dans le sens plus général, selon Jeanne Laux, politologue canadienne :

For Western governments and more particular for their transnationalised elites, it was a historic moment of great promise, the promise of realizing the original vision of Bretton Woods. Now it should be possible to truly globalize the world political economy by extending market economics to the formerly planned economies, by extending the reach of the postwar

²⁰Voir Jeffrey SACHS, Russia's Struggle with Stabilisation: Conceptual Issues and Evidence, Washington D.C.: Banque Mondiale, présenté à la conférence annuelle le 28-29 avril 1994, pp. 1-12.

institutions to encompass the excluded, and by universalizing liberal norms which justified both economic competitiveness and political cooperation²¹.

Cependant, notre analyse démontrera que cette aide s'avère insuffisante pour assurer la tâche de la réintégration de la Russie dans l'économie mondiale.

La convergence idéologique entre l'Est et l'Ouest a facilité la participation active dans l'assistance à l'Est des organisations multilatérales. Les buts politiques de l'assistance - la mise en place de l'économie de marché et la démocratie, les notions qui sont au coeur de la philosophie des organisations multilatérales économiques, surtout celles de Bretton Woods - se sont transformés en "a priori shared objectives and not standards used to blackmail recipients on a project by project basis²²". Les organisations multilatérales, jusqu'à un certain degré à la différence des pays donateurs, possèdent des avantages importants qui les rendent capables d'organiser l'assistance efficace: des ressources financières considérables, la capacité de catalyser le support financier des autres sources, la gestion de la

²¹Jeanne Kirk LAUX, Post Cold War Political Economy: Back to Bretton Woods, présenté à la rencontre annuelle de l'association canadienne de la science politique à l'Université de Calgary, Calgary, Alberta, le 11-14 juin 1994.

²²Jeanne Kirk LAUX, Reform, Reintegration and Regional Security. The Role of Western Assistance in Overcoming Insecurity in Central and Eastern Europe, Ottawa: Canadian Institute for International Peace and Security, working paper 37, octobre 1991, p. 23.

conditionalité, l'expertise²³ et le respect de la part de la communauté mondiale.

Entre les organisations multilatérales économiques, participant dans l'assistance à l'Est, le FMI a émergé comme une institution majeure. Selon Salvatore Zecchini, responsable du Secrétariat Général de OCDE:

The IMF emerged as the leading institution that has assisted these reforming countries in defining the framework strategy which has to permeate the entire economy and to set the general conditions for sectorial measures or projects for which the assistance of other IFIs [international financial institutions] is called for. Such a leading role of the IMF has resulted from the strong backing of the group of 7 major industrial countries and from the enforcement of cross conditionality, whereby financing by other IFIs has been made conditional upon agreement with the IMF on the overall economics strategy of the country concerned. This aimed at ensuring coherence among different measures which address various parts of the economy and whose success ultimately depends on the presence of a sound macroeconomic environment²⁴.

Dans l'analyse des engagements du fonds monétaire dans la Russie nous allons utiliser souvent le terme "stabilisation". Le FMI, institution financière, vise par ses engagements les objectifs économiques. Parmi eux celui majeur est la stabilisation macroéconomique qui est mesurée par tels critères comme l'émission de crédits, les taux d'inflation et le déficit du budget. Notre vision de la stabilisation est de nature

²³Salvatore ZECCHINI, The Assistance of International Financial Institutions to the Transition Process, Secrétariat Général de OCDE, Paris, avril 1994, pp. 2-3.

²⁴ibid., p. 4.

politique²⁵. La stabilisation macroéconomique, prévue par le FMI, n'assure pas automatiquement la stabilisation politique mais la facilite et encourage.

En même temps, nous allons l'accepter, les organisations multilatérales sont souvent trop centrées sur la conditionnalité économique et semblent ne pas se rendre compte que les variables qu'elles considèrent comme purement économiques sont dans les pays en transition et surtout en Russie de nature politique²⁶. Responsable du FMI en Pologne Markus Rodlauer ne trouve rien de spécial dans l'activité du FMI dans les pays de l'Europe de l'Est:

...here is little difference from that which its (le FMI) Articles of Agreement intend it to fulfil for all 178 member countries: to support policies that promote macroeconomic stabilisation and unrestricted trade and payments²⁷.

Par contre, politologue canadien Malcolm Grieve a noté que "to focus too heavily upon economic conditions would be a dangerous myopia for those intending to assist the transition to a stable

²⁵Voir l'analyse détaillée dans le chapitre 2.

²⁶Par exemple, la privatisation en Russie a des buts premièrement politiques - passer l'économie dans les mains privées, créer une classe nombreuse des propriétaires, base sociale du capitalisme en Russie et, donc, rendre les transformations irréversibles. Voir "La Russie entre transition et désorganisation", Ramses 94, p. 223.

²⁷Markus RODLAUER, The Experience With IMF - Supported Reform Programs in Central and Eastern Europe, Varsovie: bureau du FMI en Pologne, mars 1994, p. 15.

new order²⁸". Dans ce sens la supervision de l'activité du FMI dans la Russie de la part de G7 s'avère positive. L'argumentation ci-dessus nous permet de passer à l'hypothèse principale de la recherche afin de comprendre l'agencement des quatre agents - Etat, capital international, G7, FMI - dans cette transition qui a pour but l'intégration de la Russie dans l'économie monde.

4. L'Hypothèse et la méthode de la recherche

L'hypothèse de la recherche est formulée de la façon suivante: A l'ère de la globalisation où l'intégration dans l'économie monde passe par le capital international, vue la situation instable en Russie, une stabilisation, encouragée par des programmes du Fonds Monétaire International, est une préalable d'une implication sérieuse du capital international compte tenu de l'incapacité de l'Etat russe de gérer la crise et les faiblesses de l'assistance des pays du G7.

Afin de conceptualiser la globalisation et le rôle du capital nous allons utiliser les modalités de la théorie critique de Robert Cox. La théorie critique de Cox donne une bonne fondation conceptuelle à la recherche et permet d'éviter les reproches soit du point de vue des théories macroéconomiques soit des méthodologies en science politique qu'il n'existe pas des rapports directs entre les facteurs d'analyse. La méthodologie de

²⁸Malcolm GRIEVE, "International Assistance and Democracy: Assessing Efforts to Assist Post-Communist Development", Studies in Comparative International Development, hiver 1992-93, vol. 27, nr. 4, p. 96.

Cox utilise le concept du bloc historique, introduite par Antonio Gramsci. Selon Cox:

Fundamental changes have to be grasped as a whole. This whole is the configuration of social forces, its economic basis, its ideological expression, and its form of political authority as an interactive whole. Antonio Gramsci called this *blocco storico* or historical bloc (Gramsci, 1971)²⁹

Toute action se passe dans le cadre spécifique nommé la structure historique. Cette structure est une configuration de trois catégories de forces qui varie d'un pays et d'une époque aux autres: les capacités matérielles, les institutions et les idées. D'après la définition de Cox:

At its most abstract, the notion of a framework for action or historical structure is a picture of a particular configuration of forces. This combination does not determine actions in any direct mechanical way but imposes pressures and constraints. Individuals and groups may move with the pressures or resist and oppose them, but they cannot ignore them³⁰.

Les rapports entre eux sont réciproques, il n'y a aucun déterminisme³¹. La recherche utilise activement l'argumentation de Charles Albert Michalet, économiste français, que la

²⁹Robert COX, "Structural Issues of Global Governance: Implications for Europe", dans Stephen GILL, Gramsci, Historical Materialism and International Relations, Cambridge: Cambridge University Press, 1993, p. 259.

³⁰Robert COX, "Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory", dans Robert KEOHANE, Neorealism and its Critics, New York: Columbia University Press, 1986, p. 218.

³¹Robert COX, "Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory", dans Robert KEOHANE, éd., Neorealism and Its Critics, New York: Columbia University Press, 1986, pp. 217-21.

multinationalisation est la dynamique déterminante de l'économie monde.

Pour confirmer l'hypothèse nous allons procéder de façon suivante. Dans l'élaboration théorique nous suivons le principe du général vers le particulier. Au début nous allons aborder la question de la multinationalisation, analyser les causes économiques de l'expansion du capital et les formes que cette expansion prend. En concluant que le capital multinational est la force globalisante et que son expansion présente la dynamique de l'intégration des économies nationales dans une économie mondialisée, nous allons ensuite aborder la question de l'intégration de la Russie dans cette économie-monde.

La Russie présente des spécificités remarquables vu son système economo-politique relativement autonome de l'économie mondiale pendant 70 ans ainsi que son idéologie de l'exclusion du capital étranger. Ainsi, nous nous sommes portés à s'interroger sur l'impact des spécificités pour son intégration éventuelle. Nous arrivions à la conclusion que, vue la tradition historique russe non-capitaliste, l'intégration dans l'économie mondiale est nécessaire pour la transformation du pays en démocratie et économie stable; les traditions historiques non-capitalistes avec une tendance vers l'autarcie dressent des obstacles à l'intégration.

La confirmation de l'hypothèse principale de la recherche comprend l'élaboration de trois sous-hypothèses.

1) La première sous-hypothèse postule que vue l'absence du

consensus dans la société et l'élite gouvernante et, par conséquence, la crise politique en 1992-93 les actions de l'Etat russe se sont avérées insuffisantes pour rassurer le capital international d'une éventuelle stabilisation. Pour examiner cette sous-hypothèse nous allons étudier le comportement du capital international et de l'Etat russe. Cette analyse va commencer par souligner les avantages comparatifs de la Russie afin de montrer que le pays dispose du potentiel économique qui - toutes choses égales - aurait attiré le capital international à l'ère de la globalisation.

Ensuite nous allons faire une analyse à caractère empirique afin d'apprécier l'implantation réelle du capital en Russie. Les critères de l'évaluation seront les flux des investissements, le nombre des entreprises étrangères, le volume de leur activité, la distribution sectorielle et le comportement des firmes étrangères. La politique du gouvernement russe sera analysée sous l'angle de la formation dans le pays du climat adéquat pour rassurer les investisseurs étrangers. Nous allons voir que le gouvernement russe seul n'a pas réussi à rassurer les investisseurs potentiels. La Russie reste le pays avec le niveau des risques, surtout ceux politiques, trop élevé pour stimuler une activité d'investissement à moyen ou à long terme. L'absence d'une implication sérieuse des investissements nous amène à analyser le problème de l'instabilité politique qui aggrave les conditions de l'activité des FMN en Russie. Ainsi, la conclusion du chapitre sera que sans l'assistance extérieure de la part de

l'Ouest la Russie ne réussira pas de s'intégrer dans l'économie mondiale par le biais du capital international.

2) Selon la deuxième sous-hypothèse les engagements des pays industrialisés se sont avérés insuffisants pour permettre à l'Etat russe de poursuivre une stabilisation politique. Cette insuffisance s'explique par la focalisation des pays donateurs de cette aide sur leurs propres considérations politiques.

La recherche se focalisera sur les initiatives lancées par les pays du G7. L'analyse de cette multitude d'initiatives et des promesses avancées en 1992-93 sera confrontée à ses résultats concrets où le montant, le type et la structure de l'aide seront les critères de l'évaluation. Notre analyse exposera l'absence d'une volonté d'assister de façon efficace aux réformes russes et nous amènera à la conclusion que l'assistance du FMI est plus compréhensive et mieux orientée vers les besoins des réformes et de la stabilisation politique.

3) La troisième sous-hypothèse postule que le FMI, institution privilégiée de la globalisation, une fois appelée par le capital international et le G7 à s'impliquer à la transition à l'Est, cherche par les programmes de stabilisation macroéconomique, à stabiliser la situation politique dans le pays et à créer des conditions propices à l'investissement étranger. La recherche va étudier de manière détaillée les rapports entre le Fonds et le gouvernement russe depuis la fin de 1991; le moment de l'émergence de la Fédération de Russie et jusqu'à printemps 1994 quand l'accord sur le déboursement de la seconde

tranche de la Facilité de transformation systémique (FTS) a été signé³². L'analyse va montrer que les programmes du Fonds, étant de nature compréhensive, contribuent beaucoup à la stabilisation en Russie, à la réduction des risques politiques et, donc, à la formation du climat favorable aux investisseurs étrangers³³. La recherche exposera aussi l'ambiguïté des résultats de la mise en place des recettes du FMI notamment le prix social et politique élevé et la négligence des spécificités du pays.

La conclusion proposera qu'à l'ère de la globalisation, propulsée par le processus de la multinationalisation, l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale compte tenu des spécificités historiques russes, passe par des médiations des agents extérieurs parmi lesquels le FMI s'avère la plus efficace.

5. Intérêt théorique et pratique

Les objectifs de cette recherche sont assez ambitieux mais réalisables. La recherche essaie de prendre un certain bloc historique avec ses éléments et d'étudier la nature des rapports

³²Force est de noter qu'une bonne partie des matérielles n'est pas disponible aux recherches car elle est confidentielle. Par exemple, les protocoles ajoutés aux accords signés entre le Fonds et l'Etat à l'issue des consultations sous l'article IV, qui stipulent les mesures que le gouvernement s'engage à effectuer dans la politique fiscale, sociale, commerciale, monétaire et autres, sont confidentielles parce que les pays membres le désirent et le Fonds est obligé de respecter leur volonté. Voir "Camdessus Describes IMF's Support for Russia", IMF Survey, le 7 février 1994, p. 43.

³³La recherche se porte sur les investissements étrangers, mais cela ne signifie pas que la politique de stabilisation imposée par le FMI favorise seulement le capital étranger, le capital national a aussi besoin du climat propice.

entre eux. Cela pourra avoir un intérêt théorique vu les spécificités russes - transition pro-capitaliste à l'ère de la globalisation. La recherche pourra aussi faire une certaine contribution à l'élaboration des sujets plus précis: les institutions multilatérales, notamment le FMI et ses rapports avec gouvernements souverains, ainsi que l'impact des institutions multilatérales sur la formation de l'économie mondiale. Vu le moment historique de la recherche, celui de la transition des pays de l'Est, elle est aussi une tentative d'évaluer un aspect des relations Ouest - Est pour mieux éclairer le nouveau ordre mondial, celui de transition post-communiste, post-guerre froide et post-hégémonie américaine.

Le travail touche aussi des questions plus concrètes: l'investissement, la situation économique et politique en Russie - ce sont, nous l'espérons, des discussions qui peuvent présenter un intérêt pour les gens d'affaires aussi bien que pour les responsables des programmes d'aide à la transition des pays donateurs.

Chapitre 1

L'intégration de la Russie dans l'économie mondiale dans le contexte de la globalisation

Le but du premier chapitre est d'élaborer un cadre théorique pour l'analyse de la question de l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale à l'ère de la globalisation. Ainsi, à la lumière de la littérature en économie politique critique nous allons élaborer le paradigme de l'économie mondiale et de la multinationalisation en tant que sa dynamique dominante; démontrer que le contenu de la multinationalisation est la délocalisation de la création de la valeur, ce qui se traduit comme l'émergence et l'expansion des firmes multinationales. Dans le contexte de la globalisation nous allons analyser ensuite la spécificité de l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale.

I. L'économie mondiale.

Etudier l'intégration des pays post-communistes, telle la Russie, aux années 1990s, c'est étudier leur agencement au processus en cours de la globalisation et de la formation de l'économie mondiale. Robert Cox définit l'économie mondiale, à la différence de l'économie internationale, comme "economic space transcending all country borders, which coexists still with an international economy based on transactions across country borders and which is regulated by interstate agreements and

practices¹". Avant de procéder directement à l'analyse de l'économie mondiale il semble important de décrire de façon plus détaillée l'économie internationale.

1. Cadre conceptuel de l'économie internationale

L'économie internationale, comme Cox a formulé, se base sur l'échange des marchandises, tandis que la production, ou, autrement dit, la valorisation du capital reste nationale. La base théorique du paradigme de l'économie internationale peut reposer sur une de deux théories que nous allons reprendre: la théorie néo-classique et la théorie marxiste.

A. *La théorie néo-classique de l'économie internationale.*
La théorie néo-classique de l'échange international, qui prend ses origines dans la théorie de Ricardo de l'avantage comparatif, donne la meilleure explication théorique des principes de base de l'économie internationale. L'échange international des produits au sein de la division internationale du travail est mis au coeur de la théorie économique néo-classique.

Selon Bertil Ohlin², un des fondateurs de la théorie néo-

¹Robert COX, "Structural Issues of Global Governance: Implications for Europe", dans Stephen GILL, Gramsci, Historical Materialism and International Relations, Cambridge: Cambridge University Press, 1993, p. 259.

²Bertil OHLIN, La Politique du commerce extérieur, Paris: Dunod, 1955.

classique, la société moderne se fonde sur la division du travail entre les individus. De la même manière que la division de travail existe entre les individus elle existe entre les pays. La division internationale du travail entraîne la spécialisation du pays dans la production d'un nombre de produits en grande échelle. Selon Ohlin l'avantage de la production de masse provient du manque de divisibilité de production³. Ohlin écrit: "...pour une très large part, la division internationale du travail provient uniquement, ou pour le moins principalement, des avantages de production de masse⁴". En même temps la production de masse peut être lancée dans un pays par hasard, à cause d'une invention technique. Ohlin note: "La division du travail, effectivement, provient donc moins des avantages de la production de masse que de l'inégalité, de pays à pays, qu'offre la dotation en facteurs de production⁵". Ainsi, Ohlin, économiste néo-classique, reste dans le cadre de la théorie classique de Ricardo, où l'élément central est la dotation en facteurs de production:

...c'est bien l'évidence, que chaque pays doit s'adonner à la production des biens qui font grande consommation précisément des facteurs de production qu'il possède lui-même en abondance, par rapport aux autres pays...Nous en arrivons donc à la conclusion que c'est la répartition géographique des facteurs de

³Bertil OHLIN, La Politique du commerce extérieur, Paris: Dunod, 1955, p. 13.

⁴ibid., p. 6.

⁵ibid., p. 7.

production, qui détermine quelle est la production pour laquelle chaque pays a la plus aptitude...Ce sont surtout, en fait, les richesses naturelles qui sont réparties de façon inégale et qui diffèrent si fortement, d'un pays à l'autre, dans la dotation en facteurs de production. Il est naturel que cette dissemblance des dotations porte, entre les pays, à une division du travail⁶.

La spécialisation amène à l'allocation rationnelle des ressources parce que les pays échangent les facteurs qu'ils possèdent en abondance contre les facteurs rares⁷. Ohlin postule que la différence en dotation des facteurs de production peut être diminuée par l'échange des produits, si l'échange international est facile, ou par l'échange des facteurs de production, si l'échange devient difficile⁸. Ainsi, il accepte une certaine mobilité des facteurs de production et les partage en deux groupes: mobiles - le capital et la main d'oeuvre; et immobiles - les ressources naturelles, la terre, le climat⁹.

L'échange international, causé par l'existence des différences dans les prix relatifs tend à l'égalisation de ces prix relatifs et, donc, à l'égalisation dans la dotation factorielle¹⁰. L'égalisation de la dotation des facteurs de

⁶Bertil OHLIN, La Politique du commerce extérieur, Paris: Dunod, 1955, p. 9.

⁷ibid., p. 10

⁸ibid., p. 23.

⁹ibid., pp. 17-23.

¹⁰Bertil OHLIN, "The Theory of Trade", dans Paul SAMUELSON, Heckscher - Ohlin Trade Theory, Londres, Cambridge (USA): The MIT Press, 1991, p. 91

production signifie la disparition de l'échange international mais certains facteurs préviennent sa disparition: 1)

L'immobilité des facteurs tels comme la terre et le climat prévient de l'égalisation complète même si le transfert des facteurs mobiles a lieu¹¹. 2) Selon Ohlin:

limited divisibility prevents the most effective combination of productive factors, even at large-scale production...Even in the absence of transport costs trade is, probably,...incapable of achieving complete equalisation of the prices of productive factors¹².

Pour les économistes néo-classiques l'environnement du libre échange est le plus favorable pour l'échange international. De différents obstacles empêchent l'échange international, distordent les prix relatifs et, par conséquence, amènent l'allocation inefficace des ressources¹³.

Ainsi, nous concluons que selon la vision néo-classique l'économie internationale est un ensemble des économies nationales qui s'échangent des produits d'après leur spécialisation, qui à son tour se fonde sur la dotation des facteurs de production différente d'un pays à l'autre. La théorie marxiste présente l'approche un peu différente mais

¹¹Bertil OHLIN, "The Theory of Trade", dans Paul SAMUELSON, Heckscher - Ohlin Trade Theory, Londres, Cambridge (USA): The MIT Press, 1991, p. 92.

¹²ibid.

¹³Bertil OHLIN, La politique du commerce extérieur, Paris: Dunod, p. 243; Bertil OHLIN, "The Theory of Trade", dans Paul SAMUELSON, éd., Heckscher - Ohlin Trade Theory, Londres, Cambridge (USA): The MIT Press, 1991, pp. 179-187.

sans sortir, néanmoins, du paradigme de l'économie internationale.

B. La théorie marxiste et l'économie internationale.

Le point de départ dans l'argumentation marxiste est la loi tendancielle de la baisse du taux de profit à cause du changement de la composition organique du capital en faveur du capital constant. Selon la loi le capital additionnel accumulé ne produit pas une masse de profit supplémentaire (suraccumulation absolue) ou produit un accroissement de celle-ci plus petit que celui qui serait obtenu au taux de profit moyen (suraccumulation relative). En conséquence, le capital ne peut plus se mettre en valeur et cesse d'exister en tant que capital parce que sa finalité exclusive en tant que rapport social est de créer du profit. Le capitalisme individuel ne peut pas continuer à accumuler si la rémunération est faible. Dans la situation pareille le capitalisme, pour assurer sa continuité, trouve des débouchés à l'extérieur pour contrecarrer la tendance vers la baisse du taux de profit. A l'époque de Marx l'exportation du capital productif n'existait pas, celle du capital argent était très faible, donc, le champ d'analyse de Marx est borné par l'échange international des marchandises .

Marx croyait que l'échange international était capable d'allévier l'impact négatif de la suraccumulation du capital. Premièrement, l'importation des produits de consommation à bon marché dans les conditions du libre échange fait baisser le prix

de la main d'oeuvre. Deuxièmement, l'importation des matières de base fait baisser ainsi les prix du capital constant. En totalité, les deux facteurs réduisent les coûts de production, et, en conséquence, augmentent la plus value. Troisièmement, l'exportation des produits manufacturés joue un rôle important dans la réalisation de la plus value.

Ici Marx introduit l'hypothèse de l'échange inégal. Le pays le plus avancé vend ses marchandises au-dessus de la valeur parce que les coûts de production dans ce pays sont inférieurs aux coûts dans les pays moins avancés. Marx fait ici une rupture avec la théorie classique de l'échange international. En acceptant que les pays sont dotés des facteurs de production de façon inégale, il affirmait que l'échange international ne compense pas cette inégalité mais au contraire la renforce. En somme, Marx voyait deux causes de l'échange international: la différence dans la dotation factorielle et la loi tendancielle de la baisse du taux de profit. L'échange international est capable de ralentir la baisse du taux de profit et paralyser partiellement cette tendance mais jamais complètement¹⁴.

Lénine qui vivait dans une autre époque observait un nouveau phénomène - l'exportation des capitaux, qui était inexistant à l'époque de Marx. Ce phénomène a été identifié comme "l'impérialisme". Lénine a défini les caractéristiques suivantes

¹⁴La loi de la baisse du taux de profit est tendancielle. Cette tendance est causée par les contradictions inhérentes du capitalisme, ce qui la fait irréversible est universelle dans le cadre du mode de production capitaliste.

de l'impérialisme: la substitution de la concurrence parfaite par la domination des monopoles, l'exportation des capitaux domine l'exportation des marchandises, et le développement inégal des pays amène au partage colonial du monde entre les pays forts¹⁵. Le capitalisme monopoliste était pour Lénine le capital financier, qui provenait de la fusion du capital industriel avec celui bancaire où le dernier occupait les positions dominantes¹⁶.

L'élément central de l'impérialisme est l'exportation des capitaux en forme de l'argent. L'argumentation de Lénine est plus politisée que celle de Marx. La suraccumulation du capital, qui se traduit par Lénine dans la concentration massive de l'argent dans les banques, pose le capitalisme devant le dilemme: stimuler la consommation de la population pour créer la demande ou aller ailleurs. Lénine, se référant à "la nature prédatrice" du capitalisme, considérait la première solution absolument impossible¹⁷.

Ainsi, on voit que les deux théories, celle néo-classique et celle marxiste, reflétaient de manière assez adéquate les réalités de l'économie qui s'est formée à l'issue de la révolution industrielle du XIX-ième siècle. Cette adéquation est confirmée par la base commune conceptuelle: les avantages

¹⁵Vladimir LENINE, Imperialism, the Highest Stage of Capitalism, Peking: Foreign Language Press, 1973, p. 104.

¹⁶ibid., p. 52.

¹⁷ ibid., p. 73.

comparatifs, la spécialisation et l'échange international. Cependant, les réalités économiques ont bien changé dans les années 1960-70s.

C. Changements qualitatifs dans les années 1960-70s.

Les années 60-70s ont vu les développements qui ont changé qualitativement l'économie internationale ainsi que les politiques étatiques. Ces changements ont fait apparaître la nouvelle structure économique formée à l'échelle globale nommée l'économie monde¹⁸. La manifestation de ce nouveau système économique est l'internationalisation du capital et la croissance rapide des firmes multinationales. Trois facteurs peuvent être formulés: 1) la croissance plus rapide des investissements directs étrangers par rapport à la croissance de la production; 2) la croissance plus rapide de la production dans les filiales outre-mer des firmes multinationales [FMN] par rapport à la croissance du commerce international; 3) l'expansion géographique des FMN mesurée par le nombre des filiales outre-mer¹⁹. Parmi les causes de la croissance rapide

¹⁸Jeanne Kirk LAUX, "The Changing World Economy: States in Competition", dans Robert Matthews et autres, International Conflict and Conflict Management, Scarborough, Ont.: Prentice Hall, 1989, p. 355.

¹⁹Annkie HOOGVELT, "The International Division of Labour", dans Robert BUSH, éd., The World Order - Socialist Perspectives, Oxford: Polity Press, 1987, p. 74.

des FMN on peut énumérer les suivantes²⁰:

1) La multiplication du prix de transaction à cause de l'adaptation par des nouveaux Etats ex-colonies des politiques néo-mercantilistes avait provoqué les FMN à transférer la production à l'étranger.

2) Le progrès technologique surtout dans le transport et la communication a facilité le transfert de production et en même temps a permis de fragmenter la production entre les filiales situées dans plusieurs pays en profitant des différences dans les avantages comparatifs. Le commerce véritablement international est réduit de plus en plus vers celui intra-firme.

3) L'émergence du marché mondial financier causée par la nécessité de financer les activités outre-mer accrues des FMN. Force est de noter que l'apparition des firmes multinationales ne coïncide pas avec l'émergence de l'économie mondiale. Les FMN existaient dès le début du XX-ième siècle dans une forme de grandes firmes exportatrices. Ce qu'il y a de nouveau est la substitution de l'exportation des marchandises par l'exportation du capital productif ce qui se traduit dans la délocalisation de la création de la valeur²¹.

Ces changements ont posé des défis aux théories existantes de l'économie politique, telles que néo-classique et marxiste. Sont elles toujours capables de donner une explication adéquate

²⁰ibid., p. 74-77.

²¹Charles Albert MICHALET Le capitalisme mondial, Paris: PUF, 1985, deuxième édition, pp. 11-12.

aux nouveaux phénomènes économiques?

D. Rupture théorique.

Les changements qualitatifs dans la vie économique ont mis en cause la validité des théories de l'époque précédente. Selon Michalet cette rupture touche et la théorie néo-classique et celle marxiste²². Dans la critique de ces théories nous allons nous référer à l'argumentation de Michalet élaborée dans son ouvrage Le capitalisme mondial.

1) *L'inadéquation de la théorie néo-classique.*

Les hypothèses de base de la théorie néo-classique tels que résumées ci-dessus sont: l'immobilité des facteurs de production, la spécialisation internationale dans la production des marchandises et la concurrence parfaite²³. Michalet ne trouve pas ici une place pour la multinationalisation, dynamique dominante de l'économie mondiale, et pour lui cela constitue une faiblesse majeure de la théorie néo-classique²⁴. Le point de départ pour la critique de Michalet est la reconnaissance par le paradigme néo-classique du mouvement du capital comme un substitut partiel de l'échange des marchandises dans le cadre de l'échange des facteurs de production: facteurs abondants contre facteurs rares

²²Charles Albert MICHALET, Le capitalisme mondial, Paris: PUF, 1985, deuxième édition, p. 229.

²³ibid., p. 230

²⁴ibid., p. 234

ce qui exige, selon Michalet de renoncer à la théorie néo-classique²⁵.

Michalet argumente que le mouvement du capital met en cause le principe de l'immobilité des facteurs de production. Au lieu de l'avantage comparatif immobile, lié au sol national, une FMN avance l'avantage absolu totalement mobile et qui perd de plus en plus son origine nationale²⁶. Ce mouvement du capital obscurcit la spécialisation dans la division internationale du travail qui se transforme de celle ex ante en celle ex poste²⁷.

Ainsi, Michalet argumente:

La reconnaissance des flux de capitaux exige aussi de rompre avec le principe de libre échange, parce que, "l'établissement d'un tarif douanier est nécessaire pour que le mouvement du facteur capital puisse avoir lieu²⁸.

Il conclut: "La prise en compte de la mobilité des capitaux conduit donc à la régression: l'abandon du libre échange²⁹".

Ainsi, selon Michalet, la théorie néo-classique n'est pas capable d'expliquer le phénomène de la multinationalisation qui va au-delà de la substitution partielle de l'échange des marchandises.

2) L'inadéquation de l'analyse marxiste.

²⁵ibid., p. 236.

²⁶Charles Albert MICHALET, Le capitalisme mondial, Paris: PUF, 1985, deuxième édition, p. 238.

²⁷ibid., p. 241.

²⁸ ibid., p. 237.

²⁹ibid.

Michalet constate une rupture entre la théorie marxiste et la multinationalisation mais il trouve que la pensée marxiste et léniniste est plus capable que celle néo-classique d'expliquer de manière adéquate le phénomène moderne de la multinationalisation³⁰. Dès le début Michalet refuse d'accepter la loi de Marx de la baisse du taux de profit comme la loi déterminant la dynamique du capitalisme. Il croit que "la dynamique du MPC ne doit être conçue comme un jeu d'équilibre entre tensions opposées³¹".

L'analyse de Lénine de l'exportation des capitaux est vieillie et Michalet y trouve certaines ambiguïtés. Lénine, évidemment, ne pouvait pas analyser des phénomènes qui allaient se manifester un demi-siècle plus tard et un nombre de ses idées ne correspond plus à la réalité.

Les mouvements opposés des capitaux entre les pays industrialisés vers les secteurs de la haute technologie au lieu des secteurs d'extraction dans les pays de Tiers Monde sont devenus le phénomène répandu. La politique de la stimulation de la demande pour augmenter la rentabilité de l'investissement, rejetée par Lénine, a été adoptée 40 ans plus tard dans tous les

³⁰ Charles Albert MICHALET, Le capitalisme mondial, Paris: PUF, deuxième édition, p. 242.

³¹ ibid., p. 320. En même temps, il est difficile de trouver ce que Michalet a opposé à cette loi. Dans son analyse de la multinationalisation Michalet se réfère régulièrement à "la contrainte interne" que le capital cherche à éviter en s'implantant à l'extérieur: une formule très proche de celle de Marx.

pays industrialisés. Le point le plus faible de la théorie de l'impérialisme est sa perception de l'exportation des capitaux comme capitaux argent³² ce qui "donne une version très appauvrissant de la théorie du capital de K. Marx³³".

Au niveau des rapports économiques internationaux Marx et Lénine sont restés dans la sphère de la circulation: pour Marx c'était l'échange des marchandises; pour Lénine - l'exportation du capital argent. Pour bien saisir le contenu de l'économie mondiale, Michalet argumente, il faut nécessairement sortir de la sphère de la circulation et aller dans la sphère de la production, celle qui correspond à la phase de la création de la valeur³⁴.

2. Cadre conceptuel de l'économie mondiale

Pour élaborer le cadre conceptuel de l'économie mondiale Michalet analyse la sphère de la production. Il fonde son analyse sur la description de Marx du fonctionnement du cycle du capital. La formule $A - M - A'$ ³⁵, présente en général le cycle du capital dans l'économie capitaliste. Entre A et A' la différence est exclusivement quantitative. L'essentiel ici est le mécanisme de la transformation de A en A', autrement dit, le

³² Charles Albert MICHALET, Le capitalisme mondial, Paris: PUF, deuxième édition, 1985, pp. 256-57

³³ibid., p. 302.

³⁴ibid., p. 310.

³⁵A - argent; M - marchandise; A' - plus grande quantité de l'argent.

mécanisme de la croissance de la valeur. Il est la combinaison d'une marchandise spécifique - la main d'oeuvre - avec les outils de production et matières de base ce qui dans le processus de production crée une valeur supérieure à celle de la main d'oeuvre et les moyens de production. La formule complète du cycle du capital productif, qui est désormais organisé à l'échelle mondiale³⁶ est la suivante: P - M' - A' - M - P'³⁷. Il est noté ci-dessus, que l'émergence dans les années 60-70s des firmes multinationales avec la production organisée à l'échelle mondiale constitue la nouveauté qualitative par rapport à l'époque précédente. Maintenant, l'argumentation de Michalet nous permet de constater que les FMN constituent l'essentielle de l'économie mondiale. Une fois entrés dans la phase de la production nous sommes induits à aborder la question des FMN - les agents de l'économie monde.

II. Les firmes multinationales

L'internationalisation du capital productif signifie que la création de la valeur n'est plus le phénomène national. La sphère de la production est aussi engagée dans le processus de la mondialisation de même façon que la sphère de la circulation. En analysant la question des FMN nous allons utiliser selon la

³⁶Charles Albert MICHALET, Le capitalisme mondial, Paris: PUF, deuxième édition, p. 310.

³⁷p - production.

classification de Cox³⁸ deux approches théoriques: celle de la théorie critique, dont les adeptes sont Cox lui même et Michalet; et l'approche de *problem solving*, présentée par Raymond Vernon, économiste américain.

Différentes écoles de la pensée économique ont des visions différentes des FMN. La perspective libérale voit dans la FMN une force qui promouvoit le progrès économique à l'échelle mondiale en surmontant les tendances nationalistes des Etats³⁹. Donc, les FMN doivent être soutenues et encouragées. Les nationalistes les considèrent comme le danger pour l'Etat, parce que les FMN mettent en cause ses souveraineté et pouvoir. Elles doivent être contrôlées aux niveaux national et international. Souvent les gouvernements voient "ses" FMN comme les agents de l'influence dans un autre pays⁴⁰. Les critiques marxistes ont une vision négative des FMN, surtout leur rôle dans les pays de Tiers Monde en tant que la force de la reproduction du sous-développement⁴¹. La vision des FMN adoptée dans notre recherche se fonde sur la théorie critique, qui voit les FMN comme les agents de la globalisation et de l'économie mondiale.

³⁸Robert COX, "Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory", dans Robert KEOHANE, éd., Neorealism and Its Critics, New York: Columbia University Press, 1986, pp. 205-249.

³⁹Lorraine EDEN, "Bringing the Firm Back In", dans Lorraine EDEN, Evan POTTER, éd., Multinationals in the Global Political Economy, New York: St. Martin Press, 1993, p. 27.

⁴⁰Raymond VERNON, Sovereignty at Bay, New York: Basic Books, 1971, p. 5.

⁴¹Lorraine EDEN, op. cit., p. 27.

1. La définition

Michalet identifie une FMN comme une compagnie qui correspond aux trois critères:

Par une firme multinationale (FMN) nous entendons une entreprise (ou un groupe), [1]-le plus souvent de grande taille qui, à partir d'une base nationale, a implanté [2] à l'étranger plusieurs filiales dans plusieurs pays, avec [3] une stratégie et une organisation conçues à l'échelle mondiale⁴².

Pour élaborer ces trois critères:

1) Une bonne partie des FMN ont débuté comme des compagnies nationales avec une haute concentration de production. Souvent les compagnies avaient déjà de fortes positions d'exportation⁴³.

2) Les modalités de l'implantation correspondent normalement aux investissements directs. Souvent l'investissement s'effectue dans les formes qui n'impliquent pas le transfert du capital productif:⁴⁴ le savoir-faire, des brevets et des licences⁴⁵.

3) Une FMN présente le réseau complexe des filiales dispersées à travers le monde. La structure varie dépendant des buts poursuivis par une FMN mais, d'une manière ou l'autre, les

⁴²Charles Albert MICHALET, Le capitalisme mondial, Paris: PUF, deuxième édition, 1985, p. 11.

⁴³ibid., pp. 11-12.

⁴⁴Cox ajoute à cette définition que "The essential feature of direct investment is possession not of money, but of knowledge - in the form of technology and especially in the capacity to continue to develop new technology". Robert COX, "Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory", dans Robert KEOHANE, éd., Neorealism and Its Critics, New York: Columbia University Press, 1986, p. 233.

⁴⁵Charles Albert MICHALET, op. cit., p. 13.

filiales sont intégrées dans le cycle général de la production organisée par une FMN à l'échelle mondiale⁴⁶.

La définition de Raymond Vernon accentue sur les modalités pratiques du fonctionnement d'une FMN:

Such entreprises are characteristically made up of a parent firm located in one country and a cluster of affiliated firms located in a number of other countries. Entreprises of this sort commonly operate in such a way that the affiliated firms, although in different countries, nevertheless share the following characteristics:

1. They are linked by ties of common ownership.
2. They draw on a common pool of resources, such as money and credit, information and systems, and trade names and patents.
3. They respond to some common strategy⁴⁷.

2. Les buts des FMN

Selon Michalet, la force qui pousse les firmes à l'étranger est la contrainte interne qui se traduit comme la baisse de la rentabilité des investissements à l'intérieur du pays⁴⁸. Pour éviter la suraccumulation absolue ou relative, ou tous les deux, les FMN vont à l'étranger en recherche de la plus grande plus value ou du taux de plus value plus élevé⁴⁹. Dans le contexte de la stratégie concrète d'une FMN cela se traduit en stratégie de marché, qui vise au contrôle du marché outre-mer; ou celle de la rationalisation de production qui cherche à diminuer les coûts

⁴⁶ Charles Albert MICHALET, Le capitalisme mondial, Paris: PUF, deuxième édition, 1985, pp. 16-17.

⁴⁷ Raymond VERNON, Louis WELLS, Manager in the International Economy, Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall, 1986, p. 2.

⁴⁸ Charles Albert MICHALET, op. cit., p. 320.

⁴⁹ ibid., p. 320.

de production⁵⁰.

Vernon est plus spécifique dans l'identification des buts des FMN: 1) la création du marché interne. Les différentes filiales créent le marché interne de la firme ou elles s'échangent des produits, technologies, savoir etc. pour mieux utiliser ses acquis; 2) l'exploitation des avantages d'échelle; 3) la réduction des risques liés avec la concurrence et la nécessité de diversifier les marchés et les sources d'approvisionnement; 4) le développement de la perspective globale ce qui signifie la possession de l'information comréhensive⁵¹.

Ainsi, pour Vernon l'expansion à l'étranger est causée par la nécessité d'assurer les positions avantageuses dans la lutte concurrentielle.

Cependant, l'approche d'affaire de Vernon se fonde sur une certaine base théorique, notamment, sur la théorie du cycle de vie du produit⁵². La théorie se base sur les différences sectorielles entre les E.U., pays avec une capacité unique de produire les technologies et de les utiliser dans la production, pays avec le marché interne unique qui permet la production de masse du produit nouveau; les pays de l'Europe de l'Ouest, moins

⁵⁰Charles Albert MICHALET, Le capitalisme mondial, Paris: PUF, deuxième édition, 1985, pp. 320-323.

⁵¹Raymond VERNON, Louis WELLS, Manager in the International Economy, Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall, 1986, p. 3.

⁵²Raymond VERNON, The Economic Environment of International Business, Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall, 1972.

avancés, et le reste du monde. Vernon identifie trois phases de la vie du produit: produit nouveau, produit mûr et produit standardisé⁵³. Le nouveau produit est lancé normalement aux E.U., la production demeure nationale, la concurrence est absente, le produit se réalise pour la plupart sur le marché américain interne et une partie s'exporte à l'étranger. Lorsque le produit devient mûr, les autres producteurs, notamment ceux européens, commencent à le produire, la concurrence apparaît et impose des contraintes sur les producteurs américains, qui cherchent à réduire les coûts de production pour assurer le contrôle des marchés étrangers. La production commence à se déplacer à l'étranger. Dans cette phase on voit l'imposition des restrictions d'importation pour appuyer les producteurs nationaux dans la concurrence globale⁵⁴. Avec la diffusion technologique le produit devient standardisé, sa production ne pose plus des problèmes pour les pays moins avancés du Tiers Monde. La production se concentre de plus en plus dans ces pays parce qu'ils offrent de gros avantages de coûts de production⁵⁵. Par cette théorie Vernon essayait d'expliquer l'expansion des FMN. Cependant, la faussée technologique rétrécie entre les E.U. et les pays de l'Europe de l'Ouest et du Japon obscurcissent sa validité surtout dans les deux premières phases.

⁵³ Raymond VERNON, The Economic Environment of International Business, Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall, 1972, p. 99.

⁵⁴ ibid., pp. 100-101.

⁵⁵ ibid., pp. 102-103.

Nous avons déjà mentionné que l'expansion mondiale des FMN met en cause la souveraineté des Etats. S'internationalisant les FMN deviennent des acteurs des relations internationales et, donc, question des rapports entre les FMN et l'Etat semble incontournable pour notre recherche.

3. Les FMN et l'Etat

Susan Strange, politologue britannique, est convaincue qu'il faut absolument inclure les FMN en tant des participants actifs dans le système des relations internationales⁵⁶. Lorraine Eden souligne que la FMN est "the key non state actor dominating both domestic and international market⁵⁷".

Nous avons déjà fait un bref survol des écoles qui diffèrent dans leurs attitudes envers les FMN. Dans la question des rapports des FMN et les Etats on peut tracer la même différence des attitudes.

Déjà en 1971 Vernon a publié son ouvrage Sovereignty at Bay où il a constaté l'émergence de la nouvelle force qui mettait en cause la souveraineté des Etats-Nation. Le modèle du capitalisme keynesien dominant à cette époque-là a chargé l'Etat de plusieurs fonctions: le bien-être social, éducation, santé, distribution des revenus etc. ce qui exigeait plus de contrôle de

⁵⁶Susan STRANGE, "Big Business and the State", dans Lorraine EDEN, Evan POTTER, éd., Multinationals in the Global Political Economy, New York: St. Martin Press, 1993, p. 101.

⁵⁷Lorraine EDEN, "Bring the Firm Back In", dans Lorraine EDEN, Evan POTTER, éd., Multinationals in the Global Political Economy, New York: St. Martin Press, 1993, p. 26.

l'économie de la part de l'Etat. L'expansion des FMN a diminué la capacité de l'Etat d'assurer ce contrôle et, donc, la capacité d'exécuter les fonctions dont il s'est chargé⁵⁸.

La question des rapports entre l'Etat et les FMN s'inscrit dans la coexistence dialectique de deux dynamiques de la modernité: celle nationale et celle globalisante qui se mettent en cause mais en même temps se renforcent. Aujourd'hui une dynamique globalisante, au coeur de laquelle sont les FMN, est dominante, elle modifie radicalement les structures économiques, politiques et sociales des sociétés encadrées auparavant sur le sol national. En même temps, la dynamique nationale, centrée sur l'Etat-Nation, n'est pas dépassée complètement⁵⁹. Selon Michalet le paradigme de l'Etat-Nation vis-à-vis de celui de FMN est capable de renforcer ces positions de contrôle:

From the view point of the arch-rivalry between MNC's [FMN] and the State, there is no doubt that globalisation has changed the equilibrium in favour of the firms. There are many reasons why such "revolution" took place at this time...it is important to stress that the internationalization process has played an important role in weakening the state's ability to manage macroeconomic variables. Nevertheless, and in paradoxal way, it is not possible to imagine that the consequences of the globalisation process will in turn trigger a reappraisal of the role of the state and of

⁵⁸Raymond VERNON, Sovereignty at Bay, New York: Basic Books, p. 231.

⁵⁹Voir Robert COX, Production, Power and World Order - Social Forces in Making History, "Structural Issues of Global Governance, Implications for Europe", dans Stephen GILL, éd., Gramsci, Historical Materialism and International Relations, Cambridge: Cambridge University Press, 1993, pp. 259-286; "Dialectique de l'économie monde en fin de siècle", Etudes Internationales, vol XXI, nr. 4, décembre 1990, pp. 693-703.

multilateral organisations⁶⁰.

Michalet argumente que la dérégulation que les économies ont subi dans les années 80s a démontré avec toute évidence l'incapacité des forces de marché de se réguler et d'assurer son fonctionnement stable⁶¹. Ainsi, la reregulation publique, surtout dans les sphères des finances et l'investissement direct étranger est de plus en plus favorisée par les Etats⁶². Toutefois, cette reregulation, d'après Michalet, ne porte pas seulement le caractère national, ce qui signifierait le retour vers le concept classique de l'Etat-Nation, mais global ou régional⁶³.

Ce concept s'inscrit dans le contexte de notre recherche: l'intégration de la Russie dans l'économie monde. Le terme "régulation" semble plus convenant que celui "marchandage", utilisé par Susan Strange⁶⁴. Sur le niveau national la régulation de l'activité des FMN prévoit la formation du régime spécial dans le cadre duquel elles fonctionnent. La pratique des négociations infinies entre les pétroliers étrangers et les

⁶⁰Charles-Albert MICHALET, "Strategic Partnerships and the Changing Internationalization Process", dans Lynn Krieger MYTELKA, éd, Strategic Partnerships. States, Firms and International Competition, Rutherford, Madisson, Teaneck, Fairleigh Dickinson University Press, 1991, p. 44.

⁶¹ibid.

⁶²ibid., pp. 44-45

⁶³ibid., p. 45.

⁶⁴John STOPFORD, Susan STRANGE, John HENLEY, Rival States. Rival Firms. Competition for World Market Share, Cambridge: Cambridge University Press, 1991.

autorités en Russie sur tous les niveaux est causée, premièrement, par l'absence du mécanisme légal et institutionnel adéquat⁶⁵. Au niveau régional et global la Russie cherche à être intégrée dans le régime international qui, selon Cox:

channels the activities of states in developed capitalist countries into conformity with global economy processes, tending towards a stabilisation of the world capitalist economy⁶⁶.

L'accord de l'association avec la CEE, la participation dans les rencontres des pays de G7, la demande de l'admission dans le Club de Paris en sont des exemples⁶⁷

4. Les FMN et les avantages comparatifs de la Russie

Ci-dessus nous avons constaté que le paradigme de l'économie mondiale introduit les avantages absolus qui dépassent ceux comparatifs liés au paradigme classique de l'économie internationale. Cependant, la question des avantages comparatifs

⁶⁵La loi sur le pétrole et le gaz serait adoptée vers la fin de 1994. Elle établira la procédure de l'accès des pétroliers étrangers vers le pétrole russe qui remplacera la pratique vicieuse de longues négociations pour chaque projet. Voir Robert Corzine, John LLOYD, "When Oil and Politics Don't Mix", Financial Times, le 19 août 1994, p. 15; John LLOYD, "Yeltsin Dismisses Draft Law to Build Up Oil Investment", Financial Times, le 5 août 1994, p. 2.

⁶⁶Robert COX, "Structural Issues of Global Governance: Implications for Europe", dans Stephen GILL, éd., Gramsci, Historical Materialism and International Relations, Cambridge: Cambridge University Press, 1993, p. 262.

⁶⁷Le niveau régional et global restera hors du cadre de cette recherche. La régulation de l'activité des FMN au niveau régional et global (l'accord avec la CEE en juin 1994, par exemple) est un nouveau phénomène, tandis que la recherche se focalise sur la période précédente.

de la Russie occupe une place importante dans notre recherche, parce qu'elle est liée directement à la question de l'implantation du capital international, notamment, des FMN. Les rapports entre deux types d'avantages sont complexes. Selon Michalet la multinationalisation produit un double effet sur les économies nationales: elle élimine les disparités dans la dotation nationale des facteurs de production, mais en même temps elle les reproduit et renforce:

...the very basis of foreign direct investment lies in the existence of international disparities...But the real secret of multinational management is to be in a position simultaneously to exploit and to erase the existing differences across the countries⁶⁸.

Les FMN, porteurs des avantages absolus, prenant les décisions de s'investir à l'étranger, tiennent compte des disparités nationales ex ante qu'elles exploitent comme avantages de location. Une fois entrées au pays, dans une activité spécifique, les FMN déterminent la spécialisation de ce pays d'implantation en transformant, ainsi, la spécialisation ex ante en spécialisation ex post⁶⁹. Ainsi, on peut conclure que les avantages ex ante de la Russie sont très importants en ce qui concerne son intégration dans l'économie mondiale par la voie de l'implantation du capital multinational. Ce sont précisément ces facteurs qui vont influencer les décisions des gérants des FMN

⁶⁸Charles Albert MICHALET, "Strategic Partnerships and the Changing Internationalisation Process", dans Lynn Krieger MYTELKA, éd, Strategic Partnerships. States, Firms and International Competition, Fairleigh Dickinson University Press, 1992, p. 40.

⁶⁹ibid., p. 38.

sur les investissements dans la Russie, pays jusqu'à date peu ouvert à la production des FMN.

Cette brève élaboration de la question des firmes multinationales nous permet de passer à la question de l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale. Le fait que l'analyse des FMN précède, celle de l'intégration reflète notre point de vue que les FMN, agents de la multinationalisation, sont aussi les agents de l'intégration dans l'économie mondiale. Cette intégration est vue dans notre étude comme la participation dans le réseau économique globalisé du mode de production capitaliste (MPC), formé principalement par les FMN.

III L'intégration de la Russie dans l'économie mondiale

Bien que la globalisation soit une tendance par définition universelle, l'agencement des pays particuliers reste unique, compte tenu de leur histoire. Ainsi la question des spécificités de l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale semble bien pertinente.

1. Le caractère non-capitaliste de la société russe.

Les traditions historiques de la Russie présentent le plus grand obstacle pour son intégration dans l'économie mondiale. Selon l'historien russe Evgueny Anisimov, "Russia's future is more tightly bound up with its past than may appear at first

glance⁷⁰". Le système politique en Russie se caractérisait par l'absence de la société civile (à l'exception de la période de 1861-1917), l'absence de la liberté de la personne, l'étatisme avec le culte de leader fort (tsar, empereur, secrétaire général...), la bureaucratie centralisée tout-puissante, le militarisme, la supervision policière totale et la coercition non-économique. Le système impérial étatique a pris forme sous Piotr le Grand au début du XVIII-ième siècle mais ses éléments étaient présents bien avant⁷¹. La modernisation de la Russie entreprise par Piotr n'a pas changé les principes fondamentaux de l'organisation traditionnelle de la société russe, mais au contraire, les a renforcé⁷². L'autre historien russe Victor Khronos a noté:

The character of modernisation in Russia was in large measure determined by the imperial model of society that has affirmed in the country already under Peter I. The selective borrowing of the technical and organisational attainments of the more developed countries in exchange for raw materials...- chiefly in

⁷⁰Yevgueny ANISIMOV, The Reforms of the Peter the Great: Progress Through Coercion in Russia, New York: M.E. Sharpe, 1993, p. 298.

⁷¹Voir Immanuel WALLERSTEIN, The Modern World-System. Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteen Century, New York: Academic Press, 1976, pp. 200-201, 207-214.

⁷²Selon Anisimov: "...all of Peter's revolution possessed, however paradoxical it may sound, a distinctively conservative character. Modernization of the institutions and structures of authority for the conservation of the fundamental principles of the traditional regime appeared to be the ultimate aim". Evgueny ANISIMOV, The Reforms of Peter the Great: Progress Through Coercion in Russia, New York: M.E. Sharpe, 1993, p. 298.

the interest of strengthening autocratic-bureaucratic structures and the military sector - has combined with the intensification of prebourgeois methods of exploitation⁷³.

Le système impérial a connu son développement hypertrophié en URSS après 1917. La modernisation du pays entreprise par les bolcheviks s'inscrivait dans la formule élaborée par Khronos - l'utilisation des technologies modernes occidentales pour le renforcement du système bureaucratique-totalitaire. La modernisation de Gorbatchev - péréstroïka - portait au début le caractère technocratique⁷⁴ sans toucher les piliers politiques, économiques et idéologiques de la société. L'expérience d'introduire des éléments de la société civile - la glastnost⁷⁵, l'activation du facteur humain⁷⁶ - pour moderniser le système et, donc, améliorer son fonctionnement s'est achevée par

⁷³Victor KHRONOS, "Russia Confronts a Choice", Problems of Economic Transition, mai 1993, p. 33.

⁷⁴Dans tous les documents de parti de cette époque il y avait des appels de "mieux et plus activement introduire dans la production socialiste l'expérience progressive accumulée dans les pays capitalistes".

⁷⁵"Glastnost'" est traduit en anglais comme "transparency" parce que la racine "glas" est très proche du mot "glass" - vitre, verre, ce qui donne à ce terme la signification de l'ouverture de l'information, mais en russe elle signifie "la voix". Ainsi, glastnost' signifie littéralement qu'une personne retrouve sa voix, peut parler. C'est, donc, la version gorbatchevienne de la liberté de parole.

⁷⁶Cet euphémisme prévoyait une certaine libéralisation du régime et, dans les conditions du contrôle rigide des revenus de la population, permettait une plus grande motivation financière des travailleurs sur les entreprises d'Etat et donnait un espace pour la réalisation de l'initiative individuelle mais toujours exclusivement dans le cadre de l'entreprise.

l'écroulement du système.

L'arrivée au pouvoir de la nouvelle élite pro-occidentale en automne 1991 et la politique de transformation libérale de la société crée qualitativement une nouvelle situation dans l'histoire du pays. On préside non à la modernisation technocratique typique du pays mais au changement de ses fondamentaux. Il est possible de supposer que cela signifie l'engagement de la Russie dans le processus de la globalisation accompagnée de l'universalisation des valeurs et des modèles économiques et politiques libéraux. Le langage officiel du nouveau régime s'inscrit parfaitement dans l'idéologie de la globalisation "qui enseigne qu'il n'y pas d'alternative, qu'il y a une logique économique inexorable"⁷⁷. La formule de Eltsin-Gaïdar "l'entrée de la Russie dans la famille des peuples civilisés"⁷⁸ expose les aspirations globalisantes de la nouvelle élite. Elle constitue une rupture radicale avec la rhétorique de Gorbatchev sur "la fidélité du peuple soviétique aux valeurs socialistes" et de "l'utilisation mesurée de l'expérience progressive des pays capitalistes"⁷⁹. Le langage officiel

⁷⁷Robert COX, "Dialectique de l'économie monde en fin de siècle", Etudes internationales, vol. XXI, nr. 4, décembre 1990, p. 694.

⁷⁸La déclaration de Eltsin du 28 octobre 1991. Izvestia, le 29 octobre 1991, p. 1.

⁷⁹Discours de Gorbatchev à la réunion du Comité central du PCUS tenue à l'occasion de 70 anniversaire de la révolution d'octobre le 6 novembre 1987. Pravda, le 7 novembre 1987, p. 1 et 3.

récent, vue la consolidation de l'opposition pro-nationaliste et "non-monétariste", est devenu moins universaliste et se porte plus sur "les particularités de la voie russe".

La transformation ne se passe, évidemment, sans l'opposition des forces contestataires puissantes et qui s'appuient sur des profondes traditions socio-culturelles russes. Selon Cox:

Les mouvements contestataires expriment une diversité d'identité. Quelques-uns cherchent leur fondement dans l'exclusivité. D'autres seraient plus ouverts à la recherche d'un terrain commun dans une reconnaissance mutuelle de la diversité⁸⁰.

Les forces contestataires russes appellent à l'exclusivité de la voie russe. La théorie de l'"euro-asianisme"⁸¹ se transforme peu à peu en leur plate-forme idéologique. Les libéraux russes sont de plus en plus obligés de tenir compte du mouvement contestataire. Ainsi, la voie historique de la Russie, les perspectives de son intégration dans l'économie mondiale à travers de la soumission aux impératives de la globalisation dépendent largement de l'issue de la confrontation de deux mouvements: celui globalisant et celui contestataire⁸².

⁸⁰Robert COX, "Dialectique de l'économie monde en fin de siècle", Etudes internationales, vol. XXI, nr. 4, décembre 1990, p. 702.

⁸¹La théorie élaborée par Serguey Soloviev, philosophe russe de XIX-ième siècle, qui souligne la nature dédoublée de la civilisation russe, serrée entre l'Asie et l'Europe et, donc, son exclusivité (à noter que cette exclusivité ne signifiait aucunement la supériorité!)

⁸²Cox, par exemple, prévoit pour les pays post-socialistes deux voies: "The first scenario is economic liberalisation leading towards market capitalism and the integration of the national economy into the global capitalist economy. In its "pure" form, this project is favoured by some segments of the

2. Les particularités de l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale.

L'intégration de la Russie dans l'économie mondiale diffère considérablement de celle des pays de Tiers Monde. Les pays du Tiers Monde en tant qu'anciennes colonies des pays européens sont engagés plus ou moins directement dans le MPC il y a déjà plusieurs siècles. Samir Amin a raison en insistant que toutes les sociétés contemporaines sont déjà intégrées dans le système mondial lorsqu'il parle des pays du Nord industrialisé et du Sud dit sous-développé⁸³. Le problème pour le Sud est de dépasser les rapports de centre-périphérie avec les pays du Nord dans lesquels il est défavorisé.

Les pays de l'Est étaient dehors du MPC, ils se bornaient par la participation dans l'échange international des marchandises. L'économie étatique planifiée était désignée de manière pour éviter toute forme de l'interdépendance économique. Une fois créée, elle est devenue une barrière insurmontable sur la voie de l'intégration. Ainsi, au moment du démantèlement de ses

intelligentsia [l'équipe de Gaïdar par exemple] who think that a "shock therapy" in the Polish mode will be necessary to carry through privatisation and the freeing of market forces...The second scenario is political authoritarianism together with a command-administrative economic centre incorporating some subordinate market features and some bureaucratic reforms. Robert COX, "Structural Issues of Global Governance" dans Steven GILL, éd., Gramsci, Historical Materialism and International Relations, Cambridge: Cambridge University Press, 1993, pp. 280-281.

⁸³AMIN, Samir, L'accumulation à l'échelle mondiale, Paris: Anthropos, 1969, p. 11.

structures socio-économiques, le dilemme pour la Russie est d'entrer dans le MPC globalisé ou de se trouver marginalisée. La troisième voie quelconque est à peine concevable.

Le fait que l'intégration se passe dans la conjoncture historique de la globalisation, signifie qu'elle va beaucoup plus loin que la participation de la Russie dans l'échange international des marchandises avec une éventuelle réorientation de sa spécialisation en tant que fournisseur des matières de base vers celui des produits manufacturés mûrs ou standardisés. La globalisation implique l'intégration multidimensionnelle, compte tenu des flux des marchandises et des capitaux, de la délocalisation de la production, et du système financier mondial⁸⁴.

IV Conclusion

Dans ce chapitre nous avons élaboré une théorisation de l'économie mondiale. Nous avons voulu soutenir la prémisse de notre recherche que dans le contexte général de la globalisation, la multinationalisation qui se manifeste par expansion rapide des firmes multinationales est devenue la tendance dominante de l'économie mondiale. En organisant la production à l'échelle mondiale, les FMN accélèrent énormément l'intégration des économies auparavant nationales dans le réseau mondial de la production.

⁸⁴ Charles Albert MICHALET, Le capitalisme mondial, Paris: PUF, deuxième édition, 1985, p. 324.

La nouvelle élite pro-occidentale en Russie, pays post-socialiste avec l'héritage historique spécifique, cherche à changer ses fondaments économiques et politiques et de s'intégrer dans l'économie mondiale. La conjoncture historique de la globalisation facilite, d'une part, la tâche de l'intégration grâce à la multinationalisation accélérée, mais, de l'autre part, l'intégration est devenue multidimensionnelle et, donc, plus complexe.

Ainsi, notre deuxième chapitre est consacré à l'analyse de la politique de l'Etat russe pour promouvoir cette intégration en cherchant à inciter l'engagement du capital international.

Chapitre 2

L'incapacité de l'Etat russe d'assurer l'implication sérieuse du capital international

Après avoir formulé le cadre théorique de la recherche nous allons passer à la question centrale de la recherche, notamment, l'implantation du capital international en Russie et les facteurs qui favorisent ou empêchent son implantation qui doit assurer l'intégration du pays dans l'économie mondiale. Ainsi, le deuxième chapitre analysera les tentatives de l'Etat russe, responsable de la régulation d'une économie ayant des avantages comparatifs capables d'attirer le capital international, d'assurer les conditions propices pour l'investissement étranger. Nous allons voir que par contre l'Etat, sous les contraintes, parmi lesquelles l'instabilité politique est celle majeure, s'avère incapable de créer tout seul, sans assistance extérieure, le climat adéquat pour le capital international.

Dans cette analyse nous allons brièvement exposer les avantages comparatifs de la Russie pour apprécier l'attraction de la Russie pour les investisseurs étrangers et constater que le problème de l'investissement étranger en Russie est plutôt celui de la mise en place d'un cadre politique stable. Ensuite, nous allons établir que la dynamique de l'investissement reste faible en dépit des tentatives du gouvernement russe de libéraliser son économie. L'analyse de la politique de l'Etat russe amènera la conclusion que le facteur qui freine le processus de

l'investissement est l'instabilité politique. Cette constatation permettra de conclure que l'Etat russe a besoin de l'assistance extérieure.

Avant de procéder à l'analyse de la problématique de ce chapitre il semble pertinent de constater que l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale se passe dans les conditions de l'offre des capitaux diminuée sur le marché mondial des capitaux. Ainsi, la globalisation n'a aucun mécanisme automatique, la localation des investissements reste incertaine et déterminée par la conjoncture mondiale économique et politique. Selon une recherche de la Corporation financière internationale:

The days of a global capital surplus - billions of dollars looking for an investment home in financial institutions, in real estate, in gold and other precious commodities, as well as in equities and government bonds - have gone¹.

Des observateurs notent que souvent, surtout au début des transformations, dans les années 1990-92, les décideurs politiques russes ne se rendaient pas compte de cette concurrence globale pour les investissements: "The illusion is created that foreign capital is just waiting to rush into new territory²". Maintenant cet égocentrisme national commence à céder place à l'attitude plus réaliste qui démontre que les dirigeants russes

¹Nicholas PARKER, Investing in Emerging Economies, A Business Guide to Official Assistance and Finance, Londres: The Economist Intelligence Unit, 1993, p. 6.

²Elena BRAGINA, "Post-Soviet Society and the Third World: Economic Aspects", Problems of Economic Transition, mai 1993, p. 21.

commencent à tenir compte de la conjoncture mondiale, celle sur le marché des capitaux en particulier. En juin 1994 le ministre des finances Doubinin a reconnu:

We are not accustomed to seeing ourselves in the world...but now we have to compete with other former Soviet states, and with more successful countries like Poland, Hungary and the Czech Republic. Investment has a wide choice³.

1. Les avantages comparatifs de la Russie

Dans le chapitre précédent, analysant l'argumentation de Michalet au sujet de l'économie mondiale, nous avons conclu que la multinationalisation qui correspond à la création de la valeur et, donc, à la mobilité des facteurs de production, néanmoins, n'implique pas l'abandon des variables des avantages comparatifs. Il en reste des facteurs de production immobiles qui se traduisent dans les stratégies des FMN comme les avantages de location et sont exploités et reproduits par les FMN. C'est surtout pertinent pour les pays de l'Est qui présentent de nouveaux terrains d'activité pour les FMN et leurs avantages de location influencent les décisions des FMN de s'implanter dans ces pays. En Russie on identifie cinq avantages dont le pays dispose:

- ressources naturelles;
- la main d'oeuvre qualifiée à bon marché;

³ Cité par John LLOYD, "Aux Armes Capitalistes", Financial Times, le 30 juin 1994, p. 17.

- la capacité scientifique et technologique;
- le vaste marché potentiel⁴;

Le cinquième avantage, ajouté récemment, est venu avec la privatisation massive - les actions à bon marché⁵.

Les ressources naturelles, premièrement le pétrole et le gaz, présentent actuellement le plus grand avantage du pays. Le pétrole et le gaz étaient les produits principaux d'exportation soviétique et une source majeure de la devise convertible. Avec la dissolution de CMEA et de l'URSS, ils sont devenus presque les seuls produits exportables russes ce qui oriente l'exploitation des ressources naturelles principalement vers l'exportation⁶. Une bonne partie des investissements étrangers vont dans le secteur pétrolier: le pourcentage varie entre 60% et 80%. Les recherches géologiques effectuées par les compagnies occidentales ont révélé que les réserves du pétrole (trouvées jusqu'à date) mettent la Russie sur le même rang avec les plus larges

⁴Voir: Richard LAYARD, "Russia - Not the Country You Expect", Financial Times, le 6 juin 1994, p. 15; Standing Committee on External Affairs and International Trade Strategic Choices: Canadian Policy Towards the New Republics of the Former Soviet Union, Ottawa, 1992, p. 15.

⁵Richard LAYARD, op. cit; "Sale of the Century", The Economist, le 14 mai 1994, p. 67.

⁶La partie du pétrole exportée à l'Ouest s'accroît constamment. La raison est l'insolvabilité des acheteurs en Russie et dans les républiques ex-soviétiques. Voir Robert CORZINE, John LLOYD, "When Oil and Politics Don't Mixt", Financial Times, le 19 août 1994, p. 15; The Economist Intelligence unit, country report, Russia, nr 3, 1993, p. 10.

pays-exportateurs arabes⁷. Selon la revue Foreign Affairs:

Foreign companies are anxious to participate, viewing the geological opportunities to be among the best available in the years ahead. They recognize the many risks and obstacles, and discover more along the way, but they have concluded that the biggest risk would be in not participating⁸.

Toutes les grandes compagnies pétrolières occidentales sont présentes en Russie. Selon le sondage fait en 1992 par une compagnie anglaise Simon-Robertson parmi 58 compagnies, le secteur pétrolier russe occupait la deuxième place dans la liste des secteurs pétroliers des autres pays les plus lucratifs⁹. Selon les experts russes cet intérêt particulier s'explique par l'état de dépression de l'industrie pétrolière mondiale. Pendant la dernière décennie elle a souffert certaine réduction de l'activité: les ressources de l'Europe et de l'Amérique du Nord s'épuisent, de gros projets sont absents. Un nombre des compagnies pétrolières telles comme Gulf Oil, Dome Petroleum, Superior Oil ont disparu¹⁰. La Russie reste un des seuls pays au monde avec de vastes ressources pétrolières à peine exploitées

⁷Joseph STANISLAW, Daniel YERGIN, "Oil: Reopening the Door", Foreign Affairs, vol. 72, nr. 4, septembre-octobre 1993, p. 86.

⁸Joseph STANISLAW, Daniel YERGIN, "Oil: Reopening the Door", Foreign Affairs, vol. 72, nr. 4, septembre-octobre 1993, p. 84.

⁹Cité par Andrey, KONOPLIANNIK, "Les investissements étrangers: les espérances non-réalisées des parties" (traduction de l'auteur), Finansovye Izvestia, le 17-23 décembre 1993, p. IV.

¹⁰"Nous sommes tous sur le carrefour ou encore une fois sur les investissements étrangers" (traduction de l'auteur), Ekonomika i jizn, nr 17, avril 1994, p. 5.

et "non-partagées" où les mégaprojets sont encore possibles¹¹.

Dans l'industrie un ouvrier qualifié "coûte" \$35-100 dollars US par mois, un ingénieur, même de la haute qualification, - \$35-50. Le prix de la main d'oeuvre contraste avec le niveau de l'éducation de la population. Le sondage fait par UNESCO en 1990 a démontré que d'après le niveau des connaissances mathématiques les jeunes soviétiques étaient en quatrième place (partagée avec les hongrois) dans le monde, tandis que les américains - en douzième¹². Le haut niveau de l'éducation a été noté par plusieurs observateurs. Selon Mervy Mathews, professeur de l'Université de Surrey "education has for a long time been one of the most positive facets of Soviet reality, and one which has grown strongly¹³". Professeur John Dunstan de l'Université de Birmingham, en étudiant l'expérience des écoles secondaires avancées¹⁴ créées dans les années 60-70s pour les enfants doués, se réfère à "traditional Russian veneration of science and learning probably an influential and indefinable constant¹⁵".

¹¹"Nous sommes tous sur le carrefour ou encore une fois sur les investissements étrangers" (traduction de l'auteur), Ekonomika i izn, nr 17, avril 1994, p. 5

¹²Cité par Eduard Yevtikhov, "Nos étudiants montrent de bons résultats" (traduction de l'auteur), Izvestia, le 23 novembre 1993, p. 6.

¹³Mervy MATTHEWS, Education in the Soviet Union, Londres: George Allen & Unwin, 1982, p. 200.

¹⁴Les enfants qui sortaient de ces écoles avaient des connaissances en science au niveau de troisième année du programme universitaire.

¹⁵John DUNSTAN, Path to Excellency and the Soviet School,

Evidemment, l'implantation des nouvelles technologies exige l'entraînement approprié, mais l'expérience démontre que cela se passe assez vite.

Le haut potentiel scientifique rend possible le transfert des secteurs de la haute technologie et de la recherche. La conversion du secteur militaire, où presque tout ce potentiel était concentré, ouvre devant les compagnies occidentales des portes des instituts de recherche qui, auparavant, étaient complètement fermés et qui, dans certains domaines de la science, sont plus avancés que des établissements pareils à l'Ouest. L'infrastructure et les traditions scientifiques qui se cultivaient soigneusement pendant plus qu'un siècle sont capables d'assurer la reproduction du potentiel scientifique même dans les conditions de coupures drastiques budgétaires et de l'exodus des jeunes spécialistes de la science dans le commerce ou à l'étranger¹⁶.

Le marché vaste est plutôt une perspective que réalité. Avec des salaires mensuels moyens \$50-100 dollars US par mois il n'y a pas question de la production de masse pour le marché interne. EIU Business Report conseille des investisseurs étrangers d'avoir

NFER Publishing Company, 1978, p. 138.

¹⁶Le nombre des spécialistes occupés dans la science a diminué de 950 000 en 1990 jusqu'à 650 000 en 1992. La fuite d'encre 300 000 est anticipée. Les dépenses budgétaires pour la science ont chuté de 7.3% en 1990 à 3.4% en 1992. Voir Yevgueny VACILTCHUK, "La science devient la victime de la crise économique" (traduction de l'auteur), Finansovye Izvestsa, le 1 octobre 1993, p. 1.

une idée claire du marché potentiel pour leurs produits¹⁷. Cependant, il existe plusieurs niches perspectives pour les producteurs occidentaux. Par exemple, les russes sont les plus grands consommateurs de l'alcool et du tabac. Présentement presque toutes les entreprises de tabac ont une participation étrangère. Le nombre croissant des nouveaux riches crée la demande dans les produits de consommation de bonne qualité. L'expansion rapide de l'activité économique privée dans telles régions comme Moscou, St. Pétersbourg, Extrême Orient élargit le marché pour l'équipement et les technologies dans l'industrie (surtout dans le traitement des aliments, matériaux de construction, vêtements...), consulting, hôtellerie, commerce, communications, services financiers etc.¹⁸. La taille du marché russe est déjà comparable avec celle de Brésil¹⁹.

Le cinquième avantage a été créé par la privatisation. Selon

The Economist:

Most compelling reason to invest in Russia is that its assets are cheap...Mass privatisation was not driven... by the government's desire to raise revenue by selling state firms; rather by the desire to move as many firms as possible into private hands before politics could reverse the process. For the sake of speed the book value of the 14000 privatised enterprises was calculated in January 1992, and has not been changed since, even though Russian prices have risen by 10500%

¹⁷The Economist Intelligence Unit, business report, Russia, nr. 4, 1993, p. 96.

¹⁸Voir John LLOYD, "Aux Armes Capitalistes", Financial Times, le 30 juin 1994, p. 17.

¹⁹Peter COOK, "Russia Not Yet Worthy of G7 Inclusion", Globe & Mail, le 11 juillet 1994, p. B7.

in the intervening period...It implies a market capitalization for Russia's 14000 largest companies of around \$12 billion - only a touch more than Kellogg, an American cereal company²⁰.

La privatisation a donné naissance au marché des actions vaste et très dynamique. On a vu l'apparition en grand nombre de toute sorte d'établissement financier. 630 fonds d'investissements luttent pour les roubles de la population. Les affaires comme celle de MMM²¹ sont inévitables dans le marché en formation. En 1991-92 elles étaient capables de compromettre sérieusement l'idée même des réformes mais en 1993-94 le mécontentement des "actionnaires" est adressé contre le gouvernement, qui bloque, selon eux, le développement du capitalisme populaire²². Le marché des actions commence à

²⁰"Sale of the Century", The Economist, le 14 mai 1994, p. 67. Voir aussi "Russia's Crumbling Financial Pyramid", The Economist, le 30 juillet 1994, p. 67.

²¹Un fonds d'investissement qui, ayant promis des dividendes fabuleux et ayant organisé une campagne publicitaire, vendait ses "actions" en échelle extraordinaire: en juillet 1994 MMM avait environ 15 millions des "actionnaires". Les prix des "actions" se fixaient par MMM et ils se multipliaient vite. Le secret consistait en structure dit "pyramidale". Le profit résultait de la différence entre le volume des ventes des "actions, qui, grâce à la publicité, était énorme, et celui des achats (MMM rachetait ses "actions") qui était modeste. Lorsque la pyramide s'est effondrée, des millions des gens sont restés avec les papiers qui ne valaient rien. MMM a accusé l'Etat de l'avoir ruiné pour prévenir le bien-être du peuple. Voir "Russia's Crumbling Financial Pyramid", The Economist, le 30 juillet 1994, pp. 67-68.

²²"Increasingly Russia's new heroes are capitalists", Chrystia FREELAND, "Russia Revels in the Order of the Nouveaux Riches", Financial Times, le 8 août 1994, p. 1. Voir aussi Chrystia FREELAND, "Fund President Arrested in Moscow Raid", Financial Times, le 5 août 1994, p. 1; John LLOYD "Market Pioneers Fear Fall-Out", Financial Times le 2 août 1994,

attirer les investisseurs étrangers qui démontrent moins de méfiance envers les investissements de portfolio en Russie²³. Ce marché est le mécanisme clé d'accumulation et d'investissement des capitaux privés nationaux et étrangers dans les conditions où les banques russes ne créditent que des opérations commerciales²⁴ et l'investissement d'Etat se trouve au niveau de 20% par rapport à 1989²⁵.

Ainsi, cette brève analyse des avantages comparatifs de la Russie nous permet de conclure que le capital international a certainement un intérêt économique d'investir dans le pays. Maintenant nous passons à une étude de la dynamique de l'investissement étranger pour voir si ce potentiel se réalise.

2. La dynamique des investissements étrangers

Les taux des investissements étrangers servent du critère qui permet de faire une évaluation empirique du volume de l'implication du capital étranger dans le pays. Le nombre des entreprises mixtes et étrangères enregistrées s'accroissait

p. 3, John LLOYD, "Shareholders" Hit Out At Government Over Company's Fate", Financial Times, le 3 août 1994, p. 2;

²³Les statistiques portant sur les investissements de portfolio ne sont pas disponibles parce que les opérations s'effectuent normalement en privée "Russia's Crumbling Financial Pyramid", The Economist, le 30 juillet 1994, pp. 67-68.

²⁴John LLOYD, "Market Pioneers Fear MMM Fall-Out", Financial Times, le 2 août 1994, p. 3; David RUDNICK, "First Sort Out the Banks", Euromoney, mars 1994, pp. 157-160.

²⁵The Economist Intelligence Unit, country report Russia, nr. 1, 1994, pp. 26-28.

constamment et a abouti en 1993 au chiffre de 5249²⁶. Un tel nombre, en comparaison avec les autres pays en transition, plaçait la Russie entre la Pologne et l'Estonie. Prenant en considération la taille de l'économie russe c'est pratiquement insaisissable. En plus, le capital réellement investi présente une fraction seulement du capital approuvé pour un projet ou une partie de l'entreprise mixte²⁷. En totalité le volume du capital étranger investi dans l'économie russe jusqu'à 1994 varie entre 5 et 10 milliards de dollars US. En 1993 les parts étrangères dans le capital des entreprises mixtes n'ont atteint que 3.9% du volume total des investissements en Russie²⁸.

Parmi les régions Moscou attire 26-30% des investissements, 30-40% vont dans les nouvelles régions pétrolières de la Sibérie occidentale, de l'Extrême Orient et de l'Arctique²⁹.

Parmi les secteurs celui pétrolier, en toute conformité avec notre constatation que le pétrole est l'avantage majeur de la Russie, est le leader incontestable - environ 50% des

²⁶Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, Economic Bulletin for Europe, nr. 45, 1993, p. 87.

²⁷Voir Carl MCMILLAN, Foreign Investments in Russia: Soviet Legacies and Post-Soviet Prospects, Ottawa: Centre for Research on Canadian-Russian Relations, Carleton University, occasional paper, nr. 5, mars 1994, pp. 27-30.

²⁸Nina REZNIKIOVA, "Les investissements étrangers dans l'économie de la Russie" (traduction de l'auteur), Ekonomist, nr. 12, 1993, p. 76.

²⁹Léonid VARDOMSKY, "Les critères du risque", (traduction de l'auteur), Ekonomika, nr. 27, 1994, p. 7.

investissements. Il est suivi par les services et le commerce - à peu près 10-15%. Le secteur industriel attire seulement 10-12% des capitaux³⁰.

Cette statistique induit à la conclusion que le taux d'investissements reste faible, sa croissance est lente. Il semble nécessaire de noter que la structure des investissements, leur distribution sectorielle renforce la spécialisation traditionnelle du pays en tant que fournisseur des matières de base ou sous-produit (acier, cuivre...)³¹. Cette tendance provoque une inquiétude en Russie, parce que l'un des objectifs majeurs de l'invitation du capital international, officiellement annoncé, était la modernisation des secteurs manufacturés de la haute technologie³². Le flux des investissements étrangers se heurte à un nombre d'obstacles qui freinent ou, même, bloquent leur implication.

³⁰En même temps il existe une autre statistique: industrie d'équipement - 23.2%, secteur énergétique - 16.3%, commerce - 15.2%. Michail DELYAGVIN, "Les investissements étrangers vont dans les secteurs inefficaces" (traduction de l'auteur), Finansovye Izvestia, le 14 avril 1994, p. 1.

³¹Le pétrole est considéré en Russie comme le cadeau de Dieu et, en même temps, comme le malheur du pays, symbole de sa corruption, arme puissante de l'hégémonie. Voir Edward KRAPELS, "International Oil in a Changed World", International Affairs, vol. 69, nr 1, janvier 1993, pp. 172-175.

³²Nina REZNIKOVA, "Les investissements étrangers dans l'économie de la Russie" (traduction de l'auteur), Ekonomist, nr. 12, 1993, p. 77.

3. Les obstacles pour l'implication du capital international dans l'économie russe

Les avantages comparatifs de la Russie qui semblent suffisants pour attirer les investissements étrangers et en même temps la dynamique faible des investissements posent inévitablement la question quels sont les facteurs qui bloquent l'implication du capital international. En été 1992, à Moscou, les entrepreneurs occidentaux à la question "Quels sont d'après vous les obstacles majeurs pour les investissements étrangers?", posée dans le cadre du sondage sociologique, ont donné les réponses suivantes:

mauvaise législation économique	55%
situation politique instable	39%
taxes élevées	17%
bureaucratisme et corruption	16%
peur de la confiscation/nationalisation	11%
perspectives incertaines des réformes	11% ³³

Selon Jeffrey Sachs une cause universelle de tous les malheurs non seulement en Russie mais dans tout pays en transition est la faiblesse de l'Etat. Cette faiblesse à son tour est causée par la crise financière:

...new democracies which inherit a deep financial crisis are prone to potential turmoil. The difficult financial situation starts a classic vicious circle, in which financial instability exacerbates state

³³Nicolay POPOV, Raisa VOLKOVA, Vadim SAZONOV, "La vision des entrepreneurs des réformes économiques en Russie" (traduction de l'auteur), Mirovaya ekonomika i mezhdunarodnye otnosheniya, nr. 6, 1993, p. 28.

weakness, and state weakness exacerbates the financial instability³⁴.

Etant d'accord avec Sachs nous allons, cependant, éviter l'approche technocratique avec l'accent sur les finances destabilisés. Le point de vue de la recherche est que la crise financière n'est qu'une manifestation de la crise plus profonde de nature, premièrement politique qui englobe toute la société. Selon Sachs la crise politique se manifeste par l'affaiblissement du pouvoir central de l'Etat³⁵ Il nous semble, toutefois, plus pertinent au lieu du terme "faiblesse" de Sachs d'utiliser le terme "instabilité" de Carl McMillan, parce qu'il définit mieux, nous le croyons, le contexte politique russe, ce qui affecte, sans doute, l'implication du capital international. Selon McMillan:

The government is weak, however, and faces a strengthened nationalistic bloc in the new parliament. The principal threat to foreign investment lies more broadly in the current context of instability, in which political and economic interest groups are engaged in a desperate struggle for survival and rough and tumble competition for control over resources³⁶.

Dans le sens le plus général l'instabilité politique peut être

³⁴Jeffrey SACHS, Russia's Struggle With Stabilisation: Conceptual Issues and Evidence, Washington D.C.: Banque Mondiale, présenté à la conférence annuelle sur le développement économique, le 28-29 avril 1994, p. 5.

³⁵ibid., P. 7

³⁶Carl MCMILLAN, Foreign Investment in Russia: Soviet Legacies and Post-Soviet Prospects, Ottawa: Centre for Research on Canadian-Russian Relations, Carleton University, occasional paper nr. 5, mars 1994, p. 45.

identifiée comme "unexpected modifications of legal and fiscal frameworks" capables de "drastically change the economic outcome of a given investment"³⁷". Cette définition reflète bien une préoccupation majeure des FMN vis-à-vis de leur activité économique en Russie: comment les changements politiques peuvent affecter leur activité à travers des modifications légales et fiscales du régime d'investissement? Dans l'analyse de l'évolution des risques politiques en Russie nous allons identifier deux périodes: celle de 1992-93 et celle de 1993-94.

La première se caractérisait par l'opposition ouverte de différentes forces politiques au nouveau cours libéral et "atlantiste"³⁸ adopté par le gouvernement russe en octobre 1991, dont les objectifs souvent n'étaient pas suffisamment clairs et les répercussions trop douloureuses. L'opposition la plus prononcée et la plus "implacable"³⁹, bien consolidée et organisée par rapport aux courants modérés, marchant sous les drapeaux rouges ou noirs, avait pour but le renversement forcé du régime

³⁷Saul LIZONDO, "Foreign Direct Investment", dans Determinants and Systemic Consequences of International Capital Flows, Washington D.C.: FMI, occasional paper nr. 77, mars 1991, p. 77.

³⁸Pierre BINETTE, Jacques LEVESQUE, "La Russie à la recherche d'un nouveau système international et d'une nouvelle politique extérieure", Revue québécoise de science politique, nr. 24, automne 1993, p. 71.

³⁹L'alliance étrange des stalinistes, monarchistes et ultra-nationalistes.

au pouvoir, nommé "régime d'occupation"⁴⁰. Un autre régime, peu importe ses couleurs, serait définitivement hostile à toute implantation économique étrangère. En 1991-93 le danger de la chute de l'élite libérale en pouvoir était réelle. Les manifestations violentes⁴¹ de l'opposition implacable des "forces patriotiques", la lutte entre les deux branches du pouvoir pendant toute 1993, finalisée en octobre 1993, les résultats des élections en décembre 1993 qui ont donné une présence forte au parti de Girinovsky dans le nouveau parlement (le Duma) ont détourné un grand nombre d'investisseurs potentiels. La Russie figurait une des premières dans la liste des pays dangereux à investir⁴². La revue Euromoney a cité un bancaire russe qui a identifié le problème de façon claire: "There is no commercial risk. There is no market risk. There is no performance risk. There is only political risk⁴³".

⁴⁰Interprétation de l'orientation atlantiste dans la politique extérieure et de thérapie de choc à l'intérieur du gouvernement de Gaïdar-Kozyrev.

⁴¹Les manifestations le 23 février 1992 et 1993, le 1 mai 1993 étaient les plus violentes, accompagnées avec les pogromes dans les rues et bagarres avec la police.

⁴²Léonid VARDOMSKY, "Les critères du risque" (traduction de l'auteur), Ekonomika, nr. 27, 1994, p. 7; Nicolay CHMELEV, "La confiance est la catégorie économique" (traduction de l'auteur), Vek, le 27 mai 1994, p. 7; Alexandre ASTAPOVITCH, Léonid GRIGORIEV (Directeur executif adjoint de la BIRD), "Les investissements étrangers en Russie: les problèmes et les solutions" (traduction de l'auteur), Mirovaya ekonomika i mezhdounarodnye otnochenya, nr. 5, 1993, p. 18.

⁴³Craig MELLOW, "All Dressed Up and No Place to Go", Euromoney, avril 1994, p. 30.

Cependant, la peur de la chute du régime au pouvoir se dissipe graduellement. Les communistes se transforment peu à peu, comme dans les pays de l'Europe de l'Est, en partis d'orientation sociale-démocratique. Souvent ils ne s'opposent pas aux réformes mais à la façon de procéder⁴⁴. Les groupes stalinistes et ultra-nationalistes sont marginalisés. La lutte politique ne sort plus du cadre constitutionnel. En juin 1994 le président Eltsin a dit que politiquement la Russie est beaucoup plus stable qu'elle ne l'était depuis des années⁴⁵. La revue Euromoney a supposé que le "big money" est déjà devenu une force politique en Russie et cela explique la tranquillité politique du printemps-été 1994⁴⁶. Evidemment, il ne faut pas surestimer le progrès vers la stabilisation: la crise économique est loin d'être dépassée et elle devient une source potentielle majeure de l'instabilité⁴⁷.

⁴⁴"Not the Real Thing Yet", The Economist, le 12 mars 1994, p.58

⁴⁵Cité par John LLOYD, "Aux Armes Capitalistes", Financial Times, le 30 juin 1994, p. 17; Voir aussi "Who Runs Russia?", The Economist, le 25 juin 1994, p 47.

⁴⁶Jonathan HOFFMAN (directeur économiste de CS First Boston), "Russia Heads out of the Red", Euromoney, juin 1994, p. 114.

⁴⁷Voir John THORNHILL, "Russia Seeks More Time to Repay Its £51bn Debt", Financial Times, le 27-28 août 1994, p. 24; Chrystia FREELAND, "Tangled Mesh of Corporate Debt Tie Down Russia's Economy", Financial Times, le 12 août 1994, p. 2; Chrystia FREELAND, "Russia Aids Ailing Industries With Cheap £1.4bn Loan", Financial Times, le 13 août 1994, p. 1; Jonathan HOFFMAN, "Russia Heads Out of the Red", Euromoney, juin 1994, pp. 114-115; "Who Runs Russia?", The Economist, le 25 juin 1994, p. 47; Daniel YERGIN, Thane GUSTAFSON, "Let's Get Down to Business, Comrade",

L'absence de confrontation politique ouverte caractérise la deuxième période. Cependant le fait que le risque du coup d'état est pratiquement nul ne signifie pas que le consensus politique est atteint sur la plate-forme libérale. 1993-94 ont vu le glissement graduel vers le néo-mercantilisme sans aucunes perturbations politiques ouvertes. En conformité avec notre définition de l'instabilité politique nous considérons l'émergence du néo-mercantilisme russe comme le facteur déstabilisant par rapport au capital international parce qu'il signifie l'abandon du cours libéral et son remplacement par un autre, assez hostile vis-à-vis du capital international, ce qui affecte, sans doute, les conditions de son activité en Russie. Ce processus peut être expliqué par la consolidation des courants contestataires modérés, tel comme l'Union Civique de Volsky⁴⁸, qui représentent les intérêts des "industriels", ancienne bureaucratie économique, ressortissants, principalement, des secteurs militaires, en alliance étroite avec la bureaucratie d'état, nommés en Russie par le mot anglais "lobby". Selon The Economist les lobbies russes sont "spending lobbies", leur objectif et raison d'être et d'arracher du gouvernement des subventions financières et d'assurer la protection de la concurrence, de celle étrangère avant tout. La revue identifie trois groupes les plus puissants: industrie militaire, secteur

Financial Times, le 9-10 juillet 1994, p. I.

⁴⁸Voir chapitre 4.

énergétique et l'agriculture⁴⁹.

En même temps, il est incorrect d'identifier ces forces comme anti-capitalistes. Les réformes capitalistes n'ont pas éliminé la toute-puissance de la bureaucratie, soit publique, soit économique, mais au contraire l'ont renforcé: la privatisation lui a donné la possession des moyens de production qu'elle gérait auparavant⁵⁰. A la différence du modèle libéral, tenu par cette nouvelle alliance responsable pour le dérapage économique, le nationalisme économique avec un état interventionniste et, naturellement, la bureaucratie puissante était considéré par elle comme le modèle le plus approprié pour défendre ses nouveaux acquis. Cette tendance est facilitée par une tradition profonde de l'intervention étatique dans l'économie et de la réglementation rigide de l'activité économique ce qui rendait la bourgeoisie nationale dépendante de la bureaucratie d'Etat. Cette nouvelle alliance est semblable à ce que Cox identifie comme "state class" des pays de Tiers Monde⁵¹. Pour Cox ce phénomène est la réaction locale aux forces

⁴⁹ "Who Runs Russia", The Economist, le 25 juin 1994, pp. 47-48.

⁵⁰Le sondage de l'opinion publique fait en décembre 1993 a démontré que 17% des gens sont convaincus que tous les changements présentent en réalité la conservation de l'ancien régime sous l'étiquette différente. Cité par "Cruel to Be Kind", The Economist, le 11 décembre 1993, p. 23.

⁵¹"The controlling social force in these countries is, typically, what has been called a "state class", a combination of party, bureaucratic and military personnel and union leaders, mostly petty-bourgeois in origin, which controls over the state apparatus and through it attempts to gain greater control over

de la globalisation et la tentative des les contrôler⁵².

Les démarches du gouvernement, les discours officiels indiquent que le gouvernement n'est plus autant libéral et atlantiste qu'il en était sous Gaïdar en 1992, que la balance du pouvoir au sein des structures de pouvoir change en faveur de l'orientation mercantiliste⁵³. Ce changement est noté par Andreï Illarionov, économiste russe:

We could see a market emerging which is rather monopolistic with huge government intervention, massive state regulation, depressed and fragmentary market competition, highly protectionist economic policy, very efficient [??] production and high prices. We have already an example of Moscow's real estate market - heavily regulated, protected and corrupt⁵⁴

Dans une telle ambiance les investisseurs étrangers sont considérés comme une concurrence indésirable⁵⁵. Les étrangers commencent à se heurter au mur ferme de la résistance sur tous

the productive apparatus in the country". Robert COX, "Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory", dans Robert KEOHANE, éd., Neorealism and Its Critics, New York: Columbia University Press, 1986, p. 239.

⁵²ibid., p. 239.

⁵³En parlant de la politique internationale russe Pierre Binette et Jacques Levesque notent que l'orientation pro-occidentale était trop neuve pour la Russie et contredisait trop radicalement à la tradition historique pour s'implanter profondément et réussir. Pierre BINETTE, Jacques LEVESQUE, "La Russie à la recherche d'un nouveau système international et d'une nouvelle politique internationale", Revue québécoise de science politique, nr. 24, automne 1993, p. 71.

⁵⁴Cité par John LLOYD, "Russia's "Economic Calm" Set to End", Financial Times, le 22 juin 1994, p. 2.

⁵⁵"Not the Real Thing Yet", The Economist, le 12 mars 1994, p. 58

les niveaux: fédéral, régional, local, en négociant directement avec les entreprises. Voyons maintenant comment ces glissements politiques affectent les investissements étrangers.

Le secteur pétrolier, le secteur qui attire plus d'investissements que les autres, sert d'une bonne illustration à notre argumentation que la nouvelle tendance mercantiliste affecte sérieusement les investissements étrangers. La revue Foreign Affairs a noté:

They (les russes qui s'opposent à la participation étrangère) argue that they do not want to be "colonized" and that the Russian industry can modernize itself and generate its own surplus for investment. If there is Western participation, they say, it should be on Russian terms and Russian terms alone⁵⁶.

Les pétroliers occidentaux, qui sont présents en Russie en grand nombre, sont engagés dans la lutte épuisante qui traîne pendant des années. Elf Aquitaine est empêtré définitivement dans les négociations sans résultats pour faire approuver son projet à Saratov (région de Volga)⁵⁷. La région la plus riche en pétrole et avec une infrastructure la plus développée en Russie - région de Tyumen' en Sibérie occidentale - est devenue un vrai bastion:

⁵⁶Plus loin la revue souligne: "Missing however, is an awareness of the international competition for oil investments". Joseph STANISLAW, Daniel YERGIN, "Oil: Reopening the Door", Foreign Affairs, vol. 72, nr. 24, September-October 1993, p. 87.

⁵⁷"Les autorités aggravent la vie des pétroliers" (traduction de l'auteur), Finansovye Izvestia, le 22 juin 1994, p. IV; John LLOYD, "When Oil and Politics Don't Mixt", Financial Times, le 19 août 1994, p. 15; John LLOYD, "Russia Loses Confidence of Oil Majors", Financial Times, le 8 juillet 1994, p. 3.

les monopolistes locaux Surgutneftegaz et Nizneartovskneftegaz répriment toutes les tentatives des étrangers de s'y implanter. Les entreprises déjà installées ont des problèmes innombrables avec l'accès vers les oléoducs, les taxes, quotas pour l'exportation etc.⁵⁸ Désespérés de surmonter les barrières dressées sur leur voie, les pétroliers occidentaux se réorientent maintenant aux gisements vierges: le consortium de Texaco, Exxon, Amoco, Norsk Hydro planifie le développement des gisements dans l'Arctic⁵⁹; un autre consortium composé de Marathon, McDermott, Mitsui, Mitsubishi et Shell envisage l'extraction du pétrole du haut-fond pas loin de l'île Sakhalin (le Pacifique)⁶⁰. Ces projets présentent "great logistical challenge"⁶¹ mais les compagnies sont prêtes à risquer car aucune compagnie locale n'est capable d'effectuer les projets pareils ce qui est considéré comme une garantie d'avoir les mains libres.

D'une part, les plaintes des pétroliers sur la politique ambiguë russe en ce qui concerne les investissements étrangers sont justifiées⁶². Les étrangers apportent les capitaux et les

⁵⁸"Les autorités aggravent la vie des pétroliers" (traduction de l'auteur), Finansovye Izvetia, le 22 juin 1994, p. IV.

⁵⁹"Arctic Oil Development", East European Markets, le 21 mai 1994, p. 11

⁶⁰"Progress in Sakhalin", East European Markets, le 27 mai 1994, pp. 11-12.

⁶¹Robert CORZINE, "Ice Packs Form a Useful Buffer", Financial Times, le 12 avril 1994, p. 19.

⁶²Normalement on se réfère aux taxes élevées, les restrictions bureaucratiques - les quotas, l'accès aux

technologies capables de moderniser et stabiliser l'industrie⁶³ dont la survie est vitale pour le pays. Donc, cette politique de sabotage implicite est ruineuse. De l'autre part, les richesses pétrolières qui donnent des milliards de dollars des profits, dans les conditions de la redistribution de la propriété (privatisation) en échelle peu connue dans l'histoire, sont devenues l'objet des aspirations non seulement des étrangers mais aussi des nouvelles élites capitalistes russes qui souvent jouissent d'un support politique de la part de différents échelons du pouvoir étatique. Dans cette compétition aiguë seulement les grosses compagnies étrangères, surtout celles américaines, qui peuvent aussi compter sur le support de leurs gouvernements, sont capables de réussir. Une bonne partie des compagnies de petite et moyenne taille se retirent déjà de l'industrie^{64, 65} Dans les autres secteurs la situation n'est pas

oléoducs..., le crime, l'infrastructure dilapidée. John LLOYD, "Russia Loses Confidence of Oil Majors", Financial Times, le 8 juillet 1994, p. 3.

⁶³Ingénieur en chef de Surgutneftegaz révèle que chaque année la compagnie perd 2000 puits à cause de l'usage des équipements et elle n'est pas capable de les remplacer (Robert CORZINE, John LLOYD, "When Oil and Politics Don't Mixt", Financial Times, le 19 août 1994, p. 15). Pour stabiliser l'extraction du pétrole sur le niveau actuel (350 millions tonnes) il faut investir dans l'industrie avant 2000 \$50 milliards, pour sortir sur le niveau de 1990 (500 millions tonnes) il faut investir encore \$60 milliards. "Nous sommes tous sur le carrefour ou encore une fois sur les investissements étrangers" (traduction de l'auteur), Ekonomika i jizn, nr. 17, avril 1994, p. 5.

⁶⁴Carl MCMILLAN, Foreign Investment in Russia: Soviet Legacy and Post-Soviet Prospects, Ottawa: Centre for Research on

tellement dramatique, mais la résistance est apparente.

Ainsi, McMillan a raison en identifiant la bureaucratie russe, porteur du nationalisme économique, comme la plus grande barrière pour le capital international:

Despite the ostensible organizational streamlining, it is questionable whether either the size of the state bureaucracy or its penchant for intervention in the day-to-day functioning of the economy have been significantly reduced in the post-Soviet period. Bureaucratic infighting blocks the investment process. Meanwhile, a rapacious bureaucracy at all levels preys on existing enterprises⁶⁶.

Ci dessus nous avons constaté que le glissement vers le mercantilisme se passait sans changement du régime au pouvoir. Il semble pertinent de faire une analyse de la politique du gouvernement, considéré toujours libéral, par rapport au capital international pour mieux tracer cette évolution. Ainsi, nous allons analyser la formation en Russie du régime d'investissement pour le capital international. Nous allons voir comment le

Canadian-Russian Relations, Carleton University, occasional paper nr. 5, mars 1994, p. 49.

⁶⁶Hebdomadaire économique Ekonomika i jizn a noté: "chaque compagnie étrangère pour chaque projet cherche des garanties et privilèges de la part de l'Etat. Ce n'est pas possible pour tous et, donc, les compagnies de moyenne et petite taille ne sont pas capables de travailler en Russie." (traduction de l'auteur), "Nous sommes tous sur le carrefour ou encore une fois sur les investissements étrangers" (traduction de l'auteur), Ekonomika i jizn, nr. 17, avril 1994, p. 5.

⁶⁶Carl MCMILLAN, Foreign Direct Investment in Russia: Soviet Legacies and Post-Soviet Prospects, Ottawa: Centre for Research on Canadian-Russian Relations, Carleton University, occasional paper nr. 5, mars 1994, p. 45.

gouvernement⁶⁷, dans les conditions de l'instabilité politique n'a pas réussi à mettre en place un régime d'investissement qui aurait du rassurer le capital international et ainsi favoriser son implication à laquelle on s'attendait vu les avantages comparatifs.

4. Le régime d'investissement pour les investisseurs étrangers.

Dans les conditions de concurrence globale pour les capitaux des FMN une simple ouverture de l'économie n'est pas suffisante. Bien que Susan Strange affirme que "The gate may be barred, but when open, it is up to the TNCs [FMN], not the state to decide whether they should enter⁶⁸". Elle croit que le régime d'investissement ne joue pas un rôle décisif dans l'implication du capital international⁶⁹. Cependant, dans le contexte russe le régime d'investissement, que nous allons analyser, est capable de

⁶⁷Les autres branches du pouvoir d'Etat, telles comme parlement, étaient plutôt les états majeurs de l'opposition politique, tandis que le gouvernement, contrôlé depuis automne 1991 par les réformateurs pro-libéraux, vraiment essayait de créer le régime plus ou moins libéral.

⁶⁸Susan STRANGE, "Big Business and the State", dans Lorraine EDEN et Evan POTTER, Multinationals in the Global Political Economy, New York: St. Martin's Press, 1993, p. 103.

⁶⁹Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, sceptique en ce qui concerne les privilèges comme les moyens d'attirer les investissements étrangers: "The most appropriate response to weak FDI is to concentrate on the basic tasks of establishing sound macroeconomic policies and creating the essential infrastructure of the market economy, including an appropriate framework for foreign investment". La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, Economic Survey for Europe in 1993-94, p. 6.

stimuler les investissements ou au contraire de présenter une barrière d'entrée supplémentaire et détourner des investisseurs potentiels⁷⁰.

L'ouverture de la Russie à commencé a l'époque soviétique qui, avec la libéralisation économique prévoyait la formation du régime d'investissement étranger. "Les spécificités" du système soviétique qui gardait ses principes de base et, selon les projets des leaders soviétiques, allait les garder dans le futur, rendaient le régime national tout à fait inacceptable⁷¹ pour les firmes occidentales et, donc, exigeaient la formation du régime préférentiel avec une emphase sur les privilèges fiscaux, libre exportation et importation et rapatriement des profits et dividendes.

En janvier 1987 les autorités soviétiques ont formulé les premières règles pour les investisseurs étrangers qui les ont permis de créer les entreprises mixtes avec les partenaires soviétiques (en ce qui concerne la partie soviétique il ne

⁷⁰Alexandre ASTAPOVITCH, Leonid GRIGORIEV, "Les investissements étrangers dans la Russie: les problèmes et les solutions" (traduction de l'auteur), Mirovaya ekonomika i mezhdounarodnye otnochenia, nr. 5, 1993, p. 16.

⁷¹Dans les années 1987-89 certaines compagnies étrangères, toutefois, démontraient la volonté d'être incluses dans le système de la planification d'Etat pour faciliter l'accès aux matières de production nécessaires qui se distribuaient de façon centralisée, mais elles n'étaient pas nombreuses - cela signifiaient la soumission au contrôle bureaucratique supplémentaire. Alan SHERR, Ivan KOROLEV, Igor FAMINSKY, Tayana ARTEMOVA, Yevguenia YAKOVLEVA, éd., International Joint Ventures. Soviet and Western Perspectives, New York: Quorum Books, 1991, p. 34.

s'agissait que des personnes juridiques)⁷².

En décembre 1988 le Conseil des ministres a adopté le décret⁷³, qui a stipulé plusieurs privilèges pour les investisseurs étrangers:

- importation sans taxes des matériaux nécessaires pour la production;
- les exemptions de taxes de trois ans; aussi les investisseurs recevaient la réduction de taxes s'ils s'implantaient dans certaines régions (Extrême Orient, Sibérie...);
- la réduction de taxes sur le revenu provenant de la production des médicaments, produits de consommation et produits de la haute technologie;
- entreprises mixtes pouvaient payer en roubles pour le logement, les bureaux et autres services⁷⁴;
- aussi elles pouvaient établir librement les salaires pour les

⁷²Le décret du présidium du Soviet Supême de l'URSS du 13 janvier 1987 "Sur les questions liées à la formation et le fonctionnement sur le territoire soviétique des entreprises mixtes, organisations et associations internationales avec la participation soviétique et étrangère" (traduction de l'auteur), publié dans Les nouvelles du Soviet Suprême de l'URSS (traduction de l'auteur) nr. 2, 1987, pp. 30-35.

⁷³Le décret du Conseil des ministres de l'URSS nr. 1405 du 2 décembre 1988 "Sur le développement ultérieur des relations économiques internationales de l'Etat, des coopératives et autres entreprises, associations et organisations" (traduction de l'auteur), publié dans Les nouvelles du Soviet Suprême de l'URSS (traduction de l'auteur), nr. 9, 1989, p. 202.

⁷⁴C'était une concession importante parce qu'avant les étrangers étaient obligés de payer pratiquement pour tout en devise.

employés soviétiques⁷⁵;

- le décret a éliminé la limite de 49% de la participation étrangère dans les entreprises mixtes.

En mars 1989 le Conseil des ministres a adopté le décret⁷⁶ qui exigeait l'enregistrement des entreprises mixtes auprès du Ministère des relations économiques extérieures et confirmait leur droit d'exporter et d'importer directement et librement les marchandises. Les activités intermédiaires étaient sujettes à l'autorisation spéciale.

Ce décret a donné dès le 1 avril 1989 aux entreprises soviétiques le droit de sortir directement sur le marché international⁷⁷ et d'établir les contacts directs avec les partenaires étrangers. La porte n'était pas ouverte complètement, les entreprises étaient obligées de rendre 60-90% de la devise gagnée à l'Etat, mais c'était une rupture avec la doctrine soviétique du monopole étatique sur l'activité économique extérieure⁷⁸. La même décision du gouvernement a permis la

⁷⁵Dans le sens idéologique cette décision était ruineuse pour le régime: les salaires élevés que payaient les étrangers étaient la meilleure propagande du capitalisme.

⁷⁶Le décret du Conseil des ministres de l'URSS nr. 203 du 7 mars 1989 "Sur les moyens de la régulation d'Etat de l'activité économique étrangère" (traduction de l'auteur).

⁷⁷C'était un pas majeur vers la libéralisation du commerce extérieur: avant, il existait des agences intermédiaires désignées spécialement d'effectuer le commerce extérieur.

⁷⁸Carl MCMILLAN, Foreign Investment in Russia: Soviet Legacies and Post-Soviet Prospects, Ottawa, Centre for Research on Canadian-Russian Relations, Carleton University, occasional paper nr. 5, mars 1994, pp. 18-19.

réalisation des produits des entreprises mixtes pour la devise sur le marché interne soviétique, ce qui a facilité leur activité vue la non-convertibilité du rouble.

En octobre 1990 le décret spécial du président⁷⁹ a légalisé la création des entreprises avec la participation étrangère de 100% et a permis aux étrangers d'acheter les entreprises soviétiques lorsqu'elles se privatisaient.

Vers la fin de 1990 avec la désintégration rapide de l'Union l'enregistrement des entreprises mixtes et étrangères a été décentralisé: cette prérogative a été passée chez les républiques.

En juillet 1991 les parlements russe et soviétique ont adopté les lois similaires sur les investissements étrangers qui ont systématisé un vaste nombre des décrets et régulations accumulées pendant 1987-91⁸⁰. Les lois garantissaient: libre accès à l'exception des secteurs où il fallait obtenir une licence (activité bancaire, assurance, secteurs d'extraction...) ou fermés pour les étrangers (production des matières radioactives, or, diamants, armements...), libre rapatriement des profits (avec une taxe de 5-15%), libres⁸¹ exportation et

⁷⁹Le décret du président de l'URSS du 26 octobre 1990

⁸⁰La loi de l'URSS "Sur les investissements étrangers dans l'URSS" (traduction de l'auteur) adoptée le 5 juillet 1991 et la loi de la Fédération de Russie "Sur les investissements étrangers dans RSFSR" (traduction de l'auteur) adoptée le 4 juillet 1991, publiées dans Droit et l'activité économique internationale traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 1, pp. 403-420.

⁸¹Il s'agit du droit d'importer sans licence et sans payer

importation pour ses propres besoins des produits, participation dans la privatisation, privilèges fiscaux dans certains secteurs de production (alimentation, médicaments, construction...).

Ainsi, les années 1988-91 ont vu la création du régime formellement assez favorable à l'investissement étranger. En même temps, le système économique soviétique bloquait l'engagement sérieux du capital international. Ce système était incapable d'incorporer les agents économiques étrangers qui fonctionnaient d'après les lois tout à fait incompatibles au système soviétique. Une bonne partie des firmes étrangères est allée en URSS dans les années 1987-90 seulement pour profiter de la différence des prix⁸². Ces firmes faisaient face à des problèmes innombrables: la non-convertibilité du rouble, les problèmes logiciels à cause de l'allocation centralisée des ressources, l'absence du système bancaire adéquat, le bureaucratisme fabuleux, l'absence de la législation et des

tarifs douaniers (art. 24 de la loi "Sur les investissements étrangers dans RSFSR" (traduction de l'auteur) du 4 juillet 1991) des produits et l'équipement en tant qu'investissement et sans licence mais en payant les tarifs douaniers (art. 25 de la loi) dans les buts de production. Le code douanier adopté le 18 juin 1993 n'a pas inclus les entreprises mixtes et étrangères dans la liste de ce qui bénéficient de l'exemption tarifaire (art. 202-211 du code). En 1994 on a introduit la procédure de l'identification des produits importés par les entreprises mixtes et étrangères (l'Ordre du gouvernement de la Fédération de Russie nr. 757 du 30 juin 1994).

⁸²Alan SHERR, Ivan KOROLEV, Igor FAMINSKY, Tatyana ARTEMOVA, Yevguenia YAKOVLEVA, International Joint Ventures. Soviet and Western Perspectives, New York: Quorum Books, 1991, p. 25.

institutions appropriées⁸³. En somme il faut constater qu'une bonne loi n'est pas suffisante pour l'implication sérieuse du capital international. Selon McMillan:

Liberalization of the foreign investment regime is not enough; to be effective, it must be accompanied by progressive liberalization of all foreign and domestic transactions from bureaucratic controls and interventions⁸⁴.

Les résultats de cette période n'encourageaient pas. En 1988 parmi une centaine des compagnies américaines qui ont tenté de s'implanter en l'URSS seulement deux ont réussi⁸⁵. En 1989 parmi 1500 entreprises mixtes enregistrées seulement 350 fonctionnaient, les autres demeuraient comme les "boîtes postales"⁸⁶.

L'introduction d'un régime d'investissement préférentiel, la libéralisation graduelle du système économique en général étaient de plus en plus contrecarrées par une autre tendance: la crise économique et politique croissante⁸⁷. La crise

⁸³Alan SHERR, Ivan KOROLEV, Igor FAMINSKY, Tatyana ARTEMOVA, Yevguenya YAKOVLEVA, éd., International Joint Ventures, Soviet and Western Perspectives, New York: Quorum Books, 1991, pp. 26-32.

⁸⁴Carl McMillan, Foreign Investment In Russia: Soviet Legacies and Post-Soviet Prospects, Ottawa: Centre for Research on Canadian-Russian Relations, Carleton University, occasional paper nr. 3, mars 1994, p. 51.

⁸⁵Alan SHERR, Ivan KOROLEV, Igor FAMINSKY, Tatyana ARTEMOVA, Yevguenia YAKOVLEVA, éd, op. cit., p. 34.

⁸⁶ibid.

⁸⁷Wladimir ANDREFF, La crise des économies socialistes: la rupture d'un système, Grenoble: PUG, 1993, p. 346.

multidimensionnelle⁸⁸ a jeté le pays dans le chaos où aucune activité économique à long terme n'était possible à l'exception des opérations intermédiaires qui donnaient rapidement des grands profits. Les derniers gouvernements soviétiques faisaient tout leur possible pour galvaniser l'ancien système avec certaines modifications cosmétiques dont la désagrégation est devenue aussi incontrôlée, rapide et destructive qu'une avalanche. En même temps la transition politique du pays, sa démocratisation, l'implantation dans l'opinion publique des valeurs capitalistes poussaient le pays vers l'orientation capitaliste en dépit des tentatives de Gorbatchev et son entourage de limiter la transformation par le socialisme "humain". Le capital international a commencé à voir à travers du chaos de cette période une autre perspective: celle de l'implantation à long terme et celle de l'incorporation du pays dans l'économie mondiale.

La dissolution de l'URSS en décembre 1991, la doctrine de la transition accélérée vers l'économie de marché et l'intégration dans l'économie mondiale, adoptée par le nouveau gouvernement réformateur de Gaïdar en octobre 1991 et lancée en janvier 1992, a suscité l'espoir. Les investisseurs s'attendaient à des transformations économiques rapides et radicales et à la formation d'un climat d'investissement favorable accompagné par le régime approprié.

⁸⁸Le peuple a subi l'effondrement du pays, de l'économie, de l'idéologie et des positions dans le monde. Tout se passait en même temps, d'où son échelle et profondeur.

En réalité, 1992-94 ont vu une tendance contraire.

L'économie a subi une libéralisation radicale, les portes étaient ouvertes tout grand. En même temps le régime préférentiel a été remplacé par celui national beaucoup moins favorable pour les investisseurs étrangers⁸⁹; presque tous les privilèges que les étrangers ont reçus en 1988-91 ont été rapidement abolis. On a introduit les taxes sur l'exportation, ce qui a frappé premièrement le secteur pétrolier⁹⁰. En janvier 1992 le gouvernement a introduit la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 20%⁹¹. En 1992 les exemptions de taxes ont été abolies⁹². On a imposé les taxes sur le profit re-investi⁹³. Tout un éventail des taxes additionnelles au niveau fédéral et surtout régional a

⁸⁹Le régime national en Russie était vu comme la liquidation de tous les privilèges dont les investisseurs étrangers bénéficiaient avant; Alexandre ASTAPOVITCB, Léonid GRIGORIEV, "Investissements étrangers dans la Russie: les problèmes et les solutions" (traduction de l'auteur), Mirovaya ekonomika i mezhdounarodnye otnochenia, nr. 5, 1993, pp. 22-23.

⁹⁰Le décret du gouvernement de la Fédération de Russie nr. 218 du 14 mars 1993 "Sur la procédure de l'exportation du pétrole, du gaz et des produits de leur traitement" (traduction de l'auteur), publié dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 1, pp. 293-294.

⁹¹La loi de la Fédération de Russie "Sur la taxe sur la valeur ajoutée" (traduction de l'auteur) adoptée le 4 janvier 1991, publiée dans Droit et activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 1, pp. 103-113.

⁹²L'instruction du service fiscal d'Etat nr. 20 du 27 mai 1993 "Sur la taxation des profits et revenus des personnes juridiques étrangères" (traduction de l'auteur), publiée dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 2, pp. 81-103.

⁹³ibid.

été ajouté: taxes sur la publicité, chemins, immeubles, formation professionnelle du personnel etc.⁹⁴ Les personnes juridiques étrangères étaient obligées de vendre 50% de leurs devises sur le marché intérieur⁹⁵. Ainsi, l'Etat russe a introduit plusieurs modifications qui sont entrées en contradiction ouverte avec la loi "Sur les investissements étrangers dans la RSFSR" adoptée en 1991.

En essayant de démontrer, en même temps, sa fidélité aux principes libéraux, en octobre 1992 le gouvernement a publié un document "Programme de l'approfondissement des réformes socio-économiques dans la Fédération de Russie"⁹⁶ où il a déclaré, parmi les autres, l'intention d'améliorer le régime d'investissement. Le programme a fixé les buts suivants pour 1992-93:

- finaliser les questions du droit de la propriété sur la terre;
- mettre en pratique la loi sur les faillites;
- éliminer les restrictions sur le rapatriement des profits et du

⁹⁴ la loi de la Fédération de Russie "Sur les principes de base du système fiscal dans la Fédération de Russie" (traduction de l'auteur) adoptée le 27 décembre 1991, publiée dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 1, pp. 3-18.

⁹⁵Le décret du président de la Fédération de Russie nr. 629 du 14 juin 1992 "Sur la modification de l'ordre de la vente obligatoire de la partie des revenus en devise et le paiement des droits de douane" (traduction de l'auteur), publié dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 1, pp. 314-317.

⁹⁶Voproczy ekonomiki, nr. 8, 1992, pp. 122-132.

capital;

- assurer la convertibilité du rouble;
- ratifier les conventions internationales sur la défense des investissements;
- réduire le taux de taxe sur le revenu jusqu'à 30%
- créer 5-6 zones économiques libres.

Le programme a confirmé le régime national pour les entreprises mixtes et étrangères, qui a été qualifié de non-discriminatoire. Cependant, le gouvernement était prêt à accorder les privilèges pour les investisseurs étrangers dans les secteurs définis comme prioritaires: secteurs énergétique et alimentaire, substitution de l'importation, conversion de l'industrie militaire.

En septembre 1993 le président, essayant d'améliorer son image de réformateur dans sa confrontation avec le parlement, a donné aux investisseurs étrangers ce qu'ils exigeaient depuis longtemps - la clause dite de "grand père" - l'immunité de trois ans contre tout changement défavorable de la législation⁹⁷. Le décret cherchait aussi de protéger les étrangers contre les actions arbitraires des autorités locales: seulement le président et le parlement pouvaient introduire des changements restrictifs. Cependant, ce décret a eu un impact limité. L'impact était presque nul dans le domaine fiscal puisque le service

⁹⁷le décret du président de la Fédération de Russie nr. 1466 du 27 septembre 1993 "Sur l'amélioration du travail avec les investissements étrangers" (traduction de l'auteur), publié dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 1, pp. 425-427.

fiscal fédéral a refusé d'accepter cet ordre. En 1992 le vieux parlement russe a décrété que chaque modification du système de taxation devrait être obligatoirement approuvée par le parlement⁹⁸.

La politique de la pression fiscale, donc, s'est poursuivie. Evidemment, elle ne visait pas exclusivement les étrangers: sous le régime national les étrangers se trouvaient dans la même situation défavorable que leurs collègues locaux. En décembre 1993 le président a augmenté le taux de la taxe sur le revenu de 32%⁹⁹ jusqu'à 35-38%¹⁰⁰. En janvier 1994 on a introduit les tarifs d'importation sur un large nombre de marchandises qui variaient de 10% jusqu'à 400%¹⁰¹. On a augmenté le taux maximum de la taxe

⁹⁸En même temps lorsque les autres institutions du pouvoir d'Etat introduisaient de nouvelles taxes le service fiscal n'objectait pas. Selon Nicolay Vardoul: "Les investisseurs sont tombés dans un trou noir de la législation russe" (traduction de l'auteur); Nicolay VARDOUL, "Est-ce qu'il est facile d'être un investisseur étranger dans la Russie?" (traduction de l'auteur), Ekonomika i izn, nr. 24, 1994, p. 14.

⁹⁹ La loi de la Fédération de Russie "Sur les principes de base du système fiscal de la Fédération de Russie" (traduction de l'auteur) adoptée le 27 décembre 1991, publiée dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 1, pp. 3-18.

¹⁰⁰Le décret du président de la Fédération de Russie nr. 2270 du 22 décembre 1993 "Sur la modification de la taxation et les relations entre les budgets des niveaux différents" (traduction de l'auteur), publié dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 2, pp. 188-198. Ce décret réservait pour le budget fédéral 13% tandis que les autorités locales recevaient le droit d'imposer les taxes jusqu'à 25% sur les entreprises et organisations et 30% sur les banques et compagnies d'assurance.

¹⁰¹Le décret du Conseil des ministres - gouvernement de la Fédération de Russie nr. 1185 du 19 novembre 1993 "Sur le

sur le revenu personnel de 30% jusqu'à 35-40% et la TVA - de 20% jusqu'à 27%¹⁰².

Dès 1994 le gouvernement, critiqué constamment de sa politique ambiguë vis-à-vis de l'investissement étranger, a donné plusieurs promesses d'améliorer le traitement des investisseurs étrangers en Russie. En mai-juin 1994 le président a publié une série des ordres enlevant quelques restrictions dans les secteurs bancaires et pétroliers mais leur réalisation, comme cela arrivait souvent, a été ajournée ou, même annulée¹⁰³. Il semble juste de supposer que ces démarches portaient le caractère plutôt politique: le président allait signer l'accord de l'association avec la CEE qui était conditionné par l'élimination de la discrimination vis-à-vis des compagnies et

changement des taux de taxe sur certains produits importés sur le territoire de la Fédération de Russie" (traduction de l'auteur), publié dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 2, pp. 601-603.

¹⁰²Le décret du président de la Fédération de Russie nr. 2270 du 22 décembre 1993 "Sur la modification de la taxation et des relations entre les budgets des différents niveaux" (traduction de l'auteur), publié dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 2, pp. 188-198.

¹⁰³L'ordre du 10 juin 1994 sur l'élimination des restrictions (le statut d'off-shore, imposé en novembre 1993) sur les banques étrangères s'est avéré semi-mythique: il n'était pas publié, en Kremlin on disait que cet ordre n'a jamais existé. Voir Serguey MITIN, "La discussion sur les banques étrangères freine l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale" (traduction de l'auteur), Finansovye Izvestia, le 9-15 juin 1994, p. 1.

surtout des banques européennes en Russie¹⁰⁴.

5. Conclusion.

Ainsi, après avoir analysé la dynamique d'investissement étranger en Russie, l'évolution de la situation politique et du régime d'investissement sous l'angle de la formation des conditions propices pour le capital international, nous concluons que le gouvernement n'a pas réussi à encourager le flux significatif des capitaux étrangers dans le pays. Malgré des transformations économiques révolutionnaires, la dynamique de l'implication du capital international reste modeste à cause de l'incapacité de l'Etat russe de poursuivre une politique de réformes susceptible de gérer la crise économique et politique. Actuellement le gouvernement est assiégé par des pétitionnaires innombrables¹⁰⁵ auxquelles il ne peut pas toujours résister.

L'aggravation drastique du régime d'investissement, qui avait surtout découragé des investisseurs étrangers, a été causée par les raisons objectives: la crise économique et politique croissante. Dans les conditions de la chute de la production, de l'évasion de taxe en masse, de la fuite des capitaux, des contraintes budgétaires et du fardeau de la dette extérieure le gouvernement était obligé de chercher constamment des revenus supplémentaires ce qui amenait à l'abolition des

¹⁰⁴Leyla BOULTON, "Yeltsin Decree Lifts Curb on Foreign Banks", Financial Times, le 11-12 juin 1994, p. 2.

¹⁰⁵ En 1993 le gouvernement a adopté 48 000 résolutions. "Who Runs Russia?", The Economist, le 25 juin 1994, p. 48.

privilèges fiscaux promis auparavant aux FMN. Financial Times a cité un manager américain en Russie: "One arm of the government is trying to enhance tax revenues any way it can and the other is promising reductions to get investments"¹⁰⁶. Dans les conditions de la pression en faveur du mercantilisme, causée premièrement par les difficultés de la transition économique et l'incapacité du gouvernement de les gérer, la politique du gouvernement évolue vers le nationalisme économique assez hostile par rapport au capital international. La constatation de l'échec du gouvernement d'assurer l'implication sérieuse du capital international nous amène à être d'accord avec Sachs qui est convaincu qu'une assistance extérieure est nécessaire afin que le gouvernement soit capable de gérer la crise:

...the ability to succeed in reform has two critical components. One is the capacity of the country itself to reform...Equally important is the role of the outside world in helping the country to overcome the crisis...No matter how valiant, brilliant, and lucky are Russia's reformers, they won't make it [réformes réussies] without large-scale external assistance¹⁰⁷.

Le chapitre suivant analysera l'aptitude de l'assistance internationale de palier aux carences de l'Etat russe.

¹⁰⁶John LLOYD, "Russia Loses Confidence of Oil Majors", Financial Times, le 8 juillet 1994, p. 3.

¹⁰⁷Jeffrey SACHS, "Life in the Economic Emergency Room", dans John WILLIAMSON, éd., The Political Economy of Policy Reform, Washington D.C.: Institute for International Economics, 1994, p. 504.

Chapitre 3

Les faiblesses de l'assistance économique des pays du G7

Le troisième chapitre porte sur l'assistance internationale accordée par les pays industrialisés à la Russie. Le chapitre précédent a postulé que devant l'incapacité de l'Etat russe de gérer un régime d'investissement libéral dans les conditions de crise l'aide extérieure est nécessaire pour réduire le risque, surtout celui politique, et contribuer à l'entrée dans le pays des investissements privés étrangers. Cette analyse démontrera que l'assistance des pays industrialisés, centrée sur les crédits à l'exportation et motivée par les considérations politiques, s'est avérée peu adaptée aux besoins de la Russie en pleine transition et insuffisante pour pouvoir éliminer la peur de risque politique.

L'assistance internationale conçue en 1991-92 et mise en vigueur en 1992-93 consiste en deux grands "paquets", formés par les pays de G7 qui étaient en tête de l'assistance de la communauté mondiale à la Russie: le premier paquet de \$24 milliards US, proposé en 1992; le second - \$43 milliards US, avancé en 1993 et qui, présentement, connaît son évolution. L'évaluation de l'ampleur de cette assistance n'est pas facile. Chez plusieurs sources figurent environ les mêmes chiffres¹, en tout cas comparables, mais l'évaluation varie énormément. Ce que

¹Une bonne partie entre eux se réfèrent à l'absence de la statistique précise, différentes sources - FMI, OCDE, Bruxelles - varient dans leurs statistiques

les uns identifient comme lent, insuffisant et inefficace², les autres caractérisent comme rapide, considérable et vitalement important³: il semble juste de supposer que les critiques de l'assistance fondent leurs évaluations sur les besoins réels de la Russie, tandis que les apologistes les fondent sur les capacités financières de l'Occident et ses intérêts politiques et économiques. Le point de vue de cette recherche est proche de celle critique surtout lorsqu'il s'agit des paramètres qualitatifs de l'assistance.

1. Les origines de l'assistance.

Le 28 octobre 1991 président Eltsin a proclamé que la Russie s'engage sur la voie des réformes radicales et qu'elle va devenir "un pays civilisé comme tous les autres"⁴. Pour les russes c'était le signal de courir dans les magasins et d'acheter tout ce qu'il y restait en anticipation de la multiplication des prix, pour les leaders de l'Ouest cela posait une question: comment aider aux réformes radicales en Russie⁵.

²Jeffrey SACHS, "Life in the Economic Emergency Room", dans John WILLIAMSON, éd., The Political Economy of Policy Reform, Washington D.C.: Institute for International Economics, 1994, pp. 516-520.

³"Camdessus Describes IMF's Support For Russia", IMF Survey, le 7 février 1994, p. 46.

⁴La déclaration du président de la Fédération de Russie, Izvestia, le 29 octobre 1991, p. 1

⁵Nous ne touchons pas la question des gains que l'Occident peut obtenir en aidant aux réformes en Russie. Nous constatons que les gains éventuels sont de caractère économique, politique,

Toutefois, le fait noté par Jeffrey Sachs, économiste de Harvard, consultant renommé de Balcerowicz et Gaïdar⁶ la déclaration de Eltsin a passé sans aucune attention de la part des médias à l'Ouest. En observant avec inquiétude la désintégration de plus en plus incontrôlée de l'Union soviétique, l'Ouest était préoccupé par deux problèmes: l'arme nucléaire et la dette extérieure de l'Union soviétique⁷.

Une délégation du G7 est arrivée à Moscou en octobre 1991 pour discuter la question de la dette uniquement. La formule de l'accord signé le 28 octobre 1991 - responsabilité collective ("joint-and-several") - était avantageuse surtout pour les créanciers. Le communiqué signé le 21 novembre confirmait que les débiteurs ex-soviétiques "will adopt necessary measures aimed

géostratégique. Les buts de l'assistance peuvent se varier de la neutralisation de la Russie - elle ne présente plus le danger pour l'Occident - jusqu'à l'intégration économique et politique de la Russie dans la communauté mondiale - la Russie est partenaire de l'Occident et dans le futur membre du club des pays démocratiques industrialisés. Nicolay KOÇOLAPOV, "La nouvelle Russie et la stratégie de l'Occident" (traduction de l'auteur), Mirovaya ekonomika i mezhdounarodnye otnoçhenia, nr. 3, 1994, pp. 42-51.

⁶Jeffrey SACHS, "Life in the Economic Emergency Room", dans John WILLIAMSON, The Political Economy of Policy Reform Washington D.C.: Institute for International Economics, 1994, pp. 516-51.

⁷Selon The Economist: "The last government of the Soviet Union, run by Michail Gorbachev, spent all the country's foreign reserves, allowed its exports (especially oil) to decline, and covered its mistakes with foreign borrowings. By 1992, the former Soviet Union's foreign debt has climbed to \$75 billion. Worse still, the incompetents who misruled the economy under Mr. Gorbachev borrowed much of this at similar maturities. The loans are now falling together". "Burdensome", The Economist, le 3 avril 1993, p. 49.

at mobilizing additional foreign exchange⁸". Les mesures consistaient en politique monétaire rigoureuse. Les débiteurs s'obligeaient de révéler toute information financière et économique⁹. L'accord prévoyait une assistance financière pour prévenir la déchéance complète des débiteurs en forme des crédits officiels à court terme pour maintenir les importations critiques, aussi les ventes de l'or, différés des paiements sur les dettes officielles contractées avant le 1 janvier 1991. L'assistance a été conditionnée par "satisfactory progress... concerning the measures..[dans] the mobilization of foreign exchange¹⁰". Tout ça ressemblait à la procédure légale de la faillite. En dépit de la situation catastrophique, la Russie a continué à servir la dette extérieure soviétique ainsi que sa propre dette qui s'accumulait assez vite¹¹.

L'accord a été critiqué, surtout par Jeffrey Sachs. Il a accusé le G7 d'avoir refusé de prendre en considération l'état des choses pénible en URSS ce temps-là, et d'avoir imposé

⁸"G-7 Ministers Finalize Debt Agreement With Soviet Union and Republics", IMF Survey, le 2 décembre 1991, p. 363

⁹"G7 Finalize Debt Agreement With the USSR and the Republics", IMF Survey, le 3 décembre 1991, p. 364.

¹⁰ibid., p. 363.

¹¹Les autres républiques ex-soviétiques ont aussi signé cet accord mais il était clair dès le début que c'est exclusivement la Russie qui va payer et sera seule tenue responsable pour la dette soviétique. Vers octobre 1992, quand la formule de la responsabilité collective a été remplacée par l'option zéro - la Russie s'est chargée des tous les actifs et passifs de l'URSS - aucune autre république n'a pas honoré ses obligations. Voir Beatriz ARMENDARIZ, The G7 Joint-and-Several Blunder, Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1993.

l'accord sur la dette qui a épuisé les dernières réserves de la Russie¹². Beatriz Armendariz, économiste de Princeton, a expliqué le choix de la formule "joint and several" par les tentatives de G7 de prévenir la désintégration de l'URSS en imposant la responsabilité collective, ce qui était totalement irréaliste vers octobre 1991¹³. The Economist a donné ses commentaires à ce sujet:

Advisers from the G7 group of leading economies meanwhile seemed simply to ignore the astonishing shift in Russian economic policy, and focused on Soviet debt, insisting that the new government should hand over its last kopeck's worth of foreign exchange in debt service. No one seriously discussed economic stabilisation¹⁴.

L'article avait raison, les leaders de l'Ouest n'ont pas distingué dans le chaos de derniers jours de l'URSS le changement radical de l'environnement politique en Russie. Ils étaient toujours capturés par les conclusions de l'étude de l'économie soviétique effectuée par une équipe des experts de différentes organisations multilatérales économiques en automne 1990.

En 1990 il est devenu clair que les réformes économiques en

¹²Jeffrey SACHS, "Life in the Economic Emergency Room", dans John WILLIAMSON, éd, The Political Economy of Policy Reform, Washington D.C.: Institute for International Economics, 1994, p. 517.

¹³Beatriz ARMENDARIZ, The G-7 Joint-and-Several Blunder, Princeton N.J.: Princeton University Press, 1993, pp. 15.

¹⁴"The Road to Ruin", The Economist, le 29 janvier 1994, p. 24.

URSS exigeraient une assistance occidentale à grande échelle. Ne disposant pas de l'information adéquate sur l'état de l'économie soviétique, la nature et le volume de l'assistance requise et possible, les leaders du G7, réunis à Houston en juillet 1990, ont chargé les institutions de Bretton Woods et OCDE¹⁵ d'entreprendre l'étude approfondie de l'économie soviétique sous l'angle de l'apport que l'Ouest pourrait faire à la transformation économique de l'URSS.

Le rapport a été préparé vers octobre 1990 et publié en février 1991. Parmi les autres sujets le rapport a élaboré deux variants éventuels du développement de l'URSS: celui graduel et celui radical. Le rapport constatait que le gouvernement de Gorbatchev poursuivait le variant graduel. Dans ce cas, disait le rapport, l'Ouest pouvait faire peu de chose aux réformes en URSS, son assistance aurait l'effet presque nul et, donc, elle serait le gaspillage des ressources financières de l'Ouest. Une seule contribution adéquate pourrait être l'assistance technique et humanitaire¹⁶.

La première démarche de l'Occident pour effectuer une assistance de grande échelle à la Russie et aux autres républiques ex-soviétiques qui, toutefois, en toute conformité

¹⁵La Banque Européenne de Reconstruction et Développement - la BERD - s'est jointe à cette équipe en 1991.

¹⁶International Monetary Fund, The World Bank, Organisation for Economic Co-operation and Development, European Bank for Reconstruction and Development, A Study of the Soviet Economy, Paris: OCDE, février 1991, vol. 3, pp. 343-370.

avec les conclusions de l'étude de l'économie soviétique, était exclusivement humanitaire, était la conférence internationale tenue à Washington le 22-24 janvier 1992 à l'initiative de l'administration américaine. Dans l'ordre du jour de la conférence il ne s'agissait pas de l'aide financière quelconque. Le secrétaire d'Etat américain Baker, "playing down the expectations that the conference somehow will come up with new sum of money for Russia and other republics¹⁷", a déclaré que le but de la conférence est de "get together and at least to compare the notes about preparations to confront...major difficulties there as reformers and democrats in the former Soviet Union try to continue their fight to embrace democracy¹⁸". Aucun représentant de la Russie ou des autres républiques ex-soviétiques n'était invité parce que leurs demandes d'assistance financière pouvaient faire rater le "show"¹⁹. Cette prise de position a permis à Sachs de ridiculiser les efforts américains: "A cynic might suggest that one goal was to orchestrate the landing of a C5A transport with food and medicine, with Baker

¹⁷Thomas FRIEDMAN, "US Critized On Aid to Russia", New York Times, le 22 janvier 1992, p. A7.

¹⁸Thomas FRIEDMAN, "US Critized On Aid to Russia", New York Times, le 22 janvier 1992, p. A7

¹⁹Baker a justifié cette décision par les préoccupations que les représentants ex-soviétiques allaient se concurrencer pendant la conférence pour l'aide. Thomas FRIEDMAN "US Is Critized On Aid to Russia", New York Times, le 22 janvier 1992, p. A7.

and CCN in Moscow to greet it²⁰". Les médias ont noté aussi cet élément propagandiste de la conférence²¹. Les européens, les donateurs les plus grands, ont contesté le rôle prétendu de leader des Etats Unis qui ne s'accompagnait pas jusqu'à date avec la générosité comparable à celle européenne²².

En dépit de toutes ces critiques, la conférence a créé le précédent de la coordination non seulement de l'aide à l'ex-URSS comme telle mais aussi de l'élaboration d'une stratégie commune avec un large nombre des pays engagés - la pratique suivie régulièrement et de façon efficace à partir de cette conférence par les pays industrialisés. Selon Daniel Pineye, économiste français!

L'éclatement de l'URSS, en décembre 1991, les avait, toutefois amenés à réviser leur façon de penser. Il leur fallait agir vite et fort pour éviter que les convulsions de l'empire éclaté ne se transforment en danger pour leur sécurité²³.

2. Le paquet d'assistance de 1992.

L'engagement plus sérieux de l'Occident dans l'assistance à

²⁰Jeffrey SACHS, "Life in the Economic Emergency Room", dans John WILLIAMSON, éd, The Political Economy of Policy Reform, Washington D.C.: Institute for International Economics, 1994, p. 517.

²¹The Economist dans son édition du 25 janvier 1992 a placé sur la première page un collage caustique: président Eltsin, expression idiote sur le visage, avec des têtes de choux entre les mains. Le texte disait: "Don't send cabbages".

²²Alain FRANCHON, "Les Etats Unis tentent d'orchestrer l'aide internationale à la CEI", Le Monde, le 23 janvier 1992, p. 1 et "L'aide internationale à la CEI", p 19.

²³Daniel PINEYE, "L'aide à la Russie", Economie Internationale, nr. 54, 1993, p. 178.

la Russie plus significative que les cargos avec du lait sec a été précédé par les débats pendant les premiers mois de 1992. L'Occident, après avoir écouté pendant des années la rhétorique de Gorbatchev, cette fois-ci voulait voir des preuves que les intentions réformatrices de la nouvelle élite dirigeante étaient sérieuses et que leurs positions politiques étaient suffisamment fortes avant de verser des milliards de dollars en Russie. Deux facteurs ont servi de preuve pour les décideurs à l'Ouest: le mémorandum du gouvernement russe, adopté le 27 février 1992, désigné par Gaïdar avec une participation active du FMI; et sa mise en pratique rigoureuse par le cabinet de Gaïdar en hiver-printemps 1992, notamment la libéralisation des prix et des échanges extérieurs, la réduction dramatique du déficit budgétaire de 25% du PIB à 7%²⁴, la désétatisation de l'économie, la privatisation²⁵.²⁶

Le premier paquet de l'aide massive aux réformes en Russie, le "integrated programme to support the struggle for freedom"²⁷, a été annoncé le 1 avril 1992 par le président Bush et le chancelier Kohl à l'occasion de la visite de ce dernier aux Etats-Unis.

²⁴"In Praise of Gaidar", The Economist, le 4 avril 1992, p. 61.

²⁵"La Russie entre transition et désorganisation", Ramses 94, pp. 212-213.

²⁶Le mémorandum de février 1992 ainsi que la mise en pratique sont analysées de façon détaillée dans le chapitre 4.

²⁷"Excerpts From Bush's Remarks on Aid Plan: "Today We Must Win the Peace", New York Times, le 2 avril 1992, p. All.

Le paquet consistait de trois éléments clés: crédits officiels à l'exportation; crédits des organisations économiques internationales - le FMI, la BIRD et la BERD; rééchelonnement de la dette officielle²⁸. L'élément le plus "lourd" était les crédits officiels: \$11 milliards en comptant les crédits de la Communauté européenne (Bruxelles). Il s'agissait de crédits et de garanties de crédits à l'exportation. Les dons qui montaient jusqu'à \$500 millions dans la forme des livraisons de la nourriture ont été aussi inclus²⁹.

Le deuxième point essentiel portait sur la contribution des organisations multilatérales. Le FMI³⁰, la BIRD et la BERD se sont engagés ensemble de contribuer \$10.650 milliards: \$4 milliards du FMI - deux crédits stand-by; \$650 millions de la part de la Banque Mondiale et la BERD; \$6 milliards pour le fonds de stabilisation du rouble³¹. Le fonds de stabilisation du rouble, financé à travers des facilités spéciales du Fonds, était destiné à restituer la confiance du public dans cette monnaie nationale et à faciliter

²⁸United Nations Economic Commission for Europe, Economic Bulletin for Europe, nr. 45, p. 92.

²⁹Daniel PINEYE, "L'aide à la Russie", Economie Internationale, nr. 54, 1993, pp. 178-179.

³⁰Ce chapitre touche seulement les variables quantitatives de l'assistance des organisations multilatérales économiques notamment le Fonds monétaire international comme des éléments des paquets d'assistance. L'argumentation analytique de son rôle sera le sujet du chapitre suivant.

³¹United Nations Economic Commission for Europe, Economic Bulletin for Europe, nr. 45, 1993, p. 92.

sa convertibilité. Si le versement de tout le paquet était désigné pour 1992, les termes du déboursement du fonds de stabilisation n'étaient pas spécifiés mais conditionnés par une certaine stabilisation monétaire, autrement dit, selon le jargon du FMI, par "the readiness of the Government to adopt very strong monetary measures³²".

Les créanciers publics de l'ex-URSS se sont convenus à la fin de mars de 1992 de prolonger le différé de remboursement de la dette officielle à moyen et long terme. Ce report des échéances avait initialement fait l'objet d'un accord en janvier 1992, mais il était convenu que sa prolongation au delà du premier trimestre serait conditionnée par la mise en place d'un programme de stabilisation. Toutefois, l'accord sur la dette conservait une optique de court terme, parce qu'il s'agissait d'un simple différé des échéances immédiates et non d'un rééchelonnement. La Russie n'a reçu aucun rééchelonnement de sa dette officielle en 1992.

La réalisation du paquet, d'après les chiffres des ressources approuvées et versées, était plus ou moins satisfaisante. Au lieu de \$11 milliards des crédits bilatéraux la Russie a reçu \$12.5 milliards sans compter \$1.1 milliard avancé par l'Allemagne pour le relogement des officiers rapatriés de l'Allemagne de l'Est³³.

³²"International Monetary Fund Launches New Temporary Facility", IMF Survey, le 3 mai 1993, p. 134.

³³Daniel PINEYE, "L'aide à la Russie", Economie Internationale, nr. 54, 1993, p. 180.

Le montant réel des reports d'échéance de dettes à de très loin dépassé celui qui a été programmé. Au lieu de \$2.5 milliards il a atteint environ \$7 milliards. Le fonds de stabilisation du rouble n'était pas activisé en 1992 et il n'est pas encore clair quand il serait mis en disposition de la Russie.

Malgré ces chiffres plus ou moins encourageants, le paquet a provoqué une réaction contradictoire. Presque tous les observateurs sont d'accord que le programme n'a pas réussi dans le degré que l'on espérait. La statistique³⁴ de la réalisation du premier paquet démontre une faiblesse des versements des organisations multilatérales. Le FMI a versé la première tranche du crédit stand by de \$1 milliard et rien de plus. La BIRD et la BERD ont débloqué ensemble seulement \$8 millions ce qui, pratiquement, a réduit leur participation à zéro. Les uns tiennent responsables pour l'échec partiel du programme, notamment pour la faible participation du FMI, de la BIRD et la BERD, la partie des donateurs, les autres celle des receveurs qui ont échoué de mettre en place les objectifs fixés³⁵. Sachs, avocat des pays en transition, a critiqué fortement le programme d'assistance de 1992 et a déposé la responsabilité pour son échec sur les donateurs:

³⁴La statistique concernant les deux paquets de l'aide financière est prise dans Economic Bulletin for Europe, nr. 45, 1993, publié par Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, p. 92.

³⁵Voir chapitre 4.

...no programme and no concept. The \$24 billion figure was based on a loose estimate of what various countries might or might not contribute, through their export credit agencies, in short-term credits. In the end, what materialized was dreadful, unconditional, corrosive of the political process in Russia, and thoroughly lacking in meaningful support of the reforms³⁶.

Nous n'allons qu'ajouter quelques remarques qui s'inscrivent dans l'argumentation critique de Sachs. Il n'y avait pas d'organisme pour veiller à la réalisation et la coordination du programme³⁷. Le fait que le paquet d'assistance a été annoncé ne signifiait pas automatiquement le versement des sommes promises: la Russie était obligée de négocier avec chaque donateur séparément, soit les Etats Unis, soit le Fonds Monétaire, soit la Banque Mondiale.

L'analyse du contenu des crédits à l'exportation montre que parmi \$11 milliards \$8 milliards figuraient déjà dans les accords précédents conclus avec Gorbatchev en 1990-91 et, donc, ils ne présentent pas de nouveaux engagements³⁸. La partie des dons était petite: \$500 millions. Environ \$10 milliards étaient en forme des crédits à court terme et aux taux d'intérêt du

³⁶Jeffrey SACHS, "Life in the Economic Emergency Room", dans John WILLIAMSON, éd, The Political Economy of Policy Reform, Washington D.C.: Institute for International Economics, 1994, pp. 518-519.

³⁷Le bureau de G7 à Moscou pour superviser et coordonner l'assistance de G7 à la Russie a été ouvert en avril 1994. "Camdessus Expresses Confidence in Russia Economic Reform", IMF Survey, le 4 avril 1994, p. 99.

³⁸Daniel PINEYE, "L'aide à la Russie", Economie Internationale, nr. 54, 1993, p. 178.

marché dont \$2.5 milliards avec une échéance en 1993³⁹. Seulement \$1 milliard était prévu pour les projets d'investissement⁴⁰.

Le mécanisme de l'utilisation des crédits à l'exportation par les russes était vicieux. L'Etat acceptait les crédits, achetait des produits indiqués dans l'accord, et, devenant le garant des crédits, passait les produits aux compagnies russes privées ou non pour les prix souvent symboliques. Les compagnies les vendaient sur le marché interne et empochaient les profits. Sachs a attaqué les donateurs occidentaux de ne pas avoir insisté sur le démontage de ce système frauduleux.

This kind of import subsidization was highly inefficient and fraught with corruption. It could and should have been stopped by the Western partners alone. Instead, it became the preferred method of "aid" in 1992: low cost, without budgetary consequences for Western governments, and promoting goods exports⁴¹.

Constatant que les crédits extérieurs sont le mal inévitable dans la situation actuelle, un des programmes économiques de stabilisation, formulé par le gouvernement en septembre 1992, a proposé de pratiquer la participation directe de l'Etat dans les

³⁹Jeffrey SACHS, "Life in the Economic Emergency Room", dans John WILLIAMSON, éd, The Political Economy of Policy Reform, Washington D.C.: Institute for International Economics, 1994, p. 519.

⁴⁰Ce qui est important à noter est que le gouvernement ne garantit pas les crédits d'investissement, c'est une compagnie bénéficiaire qui porte la responsabilité.

⁴¹Jeffrey SACHS, Russia's Struggle With Stabilisation: Conceptual Issues and Evidence, Washington D.C.: Banque Mondiale, présenté à la conférence annuelle le 28-29 avril 1994, pp. 32-34.

ventes des produits achetés pour des crédits des agences des pays exportateurs avec une utilisation ultérieure des roubles pour le financement du déficit budgétaire^{42,43}

Le déboursement des finances a atteint en 1992 \$13.5 milliards⁴⁴, où pratiquement rien n'a pas contribué à la stabilisation macroéconomique, aux réformes structurelles et institutionnelles, au financement du déficit budgétaire. Les crédits à l'exportation stimulaient les exportations américaines ou japonaises. \$1 milliard du crédit stand-by du FMI a été gardé, selon les termes stipulés par le FMI, comme la réserve sans pouvoir la dépenser⁴⁵.

Le contenu économique des crédits à l'exportation est assez discutable. La question ici est qui est le bénéficiaire? Un des

⁴²"Le programme du gouvernement de la Fédération de Russie de l'approfondissement des réformes économiques" (traduction de l'auteur), Voprocj Ekonomiki, nr. 8, 1992, pp. 124-125.

⁴³Ce système quand l'Etat est le garant des crédits reçus est toujours en vigueur. La partie russe cherche de le rénégocier mais le progrès est lent. Voir Alexandre CHOKIN, vice premier ministre de la Russie, "La prise de position de la Russie cause l'optimisme des requins financiers de l'Occident" (traduction de l'auteur), Izvestia, le 28 avril 1994, p. 8.

⁴⁴\$12.5 milliards - créditeurs bilatéraux, \$1 milliard - le FMI. Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, Economic Bulletin for Europe, nr. 45, p. 92. World Economic Outlook publié par le FMI en mai 1994 (p. 78) donne une autre statistique: \$14 milliards - créditeurs bilatéraux et l'Union européenne sans compter \$3 milliards donnés par l'Allemagne pour le rélogement des troupes russes.

⁴⁵Jeffrey SACHS, "Life in the Economic Emergency Room", dans John WILLIAMSON, éd., The Political Economy of Policy Reform, Washington D.C.: Institute for International Economics, 1994, p. 519.

arguments du président Bush en faveur du plan d'aide annoncé le 1 avril 1992 était qu'il allait garder des emplois aux Etats Unis⁴⁶. Le 2 avril 1993 à Vancouver président Clinton a annoncé un paquet d'aide américaine additionnelle à la Russie de \$1.6 milliard. The Economist a ironisé à ce sujet:

One of the main aims of Mr. Clinton's Vancouver offer was to help the private sector. But whose? The \$700m promised to finance grain sales to Russia on concessional terms will help American farmers maintain access to their largest export market. It is less clear how flooding Russia with cheap grain...will help Russian agriculture⁴⁷.

Quelques mois plus tard le président Eltsin a dit que "pendant ces dernières années nous étions passionnés avec les crédits liés qui créent des emplois dans les pays créditeurs mais pas en Russie⁴⁸". Selon Sachs les crédits à l'exportation étaient "good for Iowa farmers and extremely costly for the Russian budget⁴⁹". Marie Lavigne, politicologue française, en analysant l'assistance de l'Ouest aux pays en transition a questionné l'applicabilité du terme "aide" aux crédits à l'exportation:

Les dons proprement dits font 15% des engagements. Le

⁴⁶"Excerpts on Bush's Remarks on Aid Plan: "Today We Must win the Peace", New York Times, le 2 avril 1992, p. A11.

⁴⁷"Quiet Flows the Aid", The Economist, le 10 avril 1993, p.52

⁴⁸Septième congrès des députés de la Fédération de Russie. Le discours du président Yeltsin, Moscou, le 1 décembre 1992, p. 11, (traduction de l'auteur).

⁴⁹Jeffrey SACHS, "Life in the Economic Emergency Room", dans John WILLIAMSON, éd, The Political Economy of Policy Reform, Washington D.C.: Institute for International Economics, 1994, p. 519.

reste est constitué de crédits qui pour la plupart sont accordés aux taux du marché. Peut-on en ce cas parler d'aide? Les organisations et pays donateurs répondent positivement: les pays de l'Est, étant de mauvais risques pour les banques, n'auraient pas obtenu ces crédits par les voies normales...Les pays bénéficiaires ne partagent pas ce point de vue et soulignent que l'assistance profite aux donateurs. Il en va ainsi pour presque toute l'aide bilatérale qui est liée....⁵⁰

3. Le paquet d'assistance de 1993

Le deuxième paquet de l'aide à la Russie a été annoncé le 14 avril 1993 à l'occasion de la rencontre à Tokyo des ministres des affaires étrangères et des finances des pays du G7. Le moment de l'annonce de l'aide était aussi occasionné par l'aggravation de la crise politique à Moscou: Eltsin et ses rivaux se préparaient vers le règlement de compte au référendum fixé pour le 25 avril 1993. En justifiant le support occidental aux réformes en Russie et à Eltsin personnellement, dont l'annonce du paquet de l'aide devrait servir de preuve, le secrétaire d'Etat américain Christopher a dit que "the world will be considerably dangerous if Mr. Yeltsin does not prevail"⁵¹ et, rendant compte que l'aide occidentale est le "touchy issue" en Russie et qu'elle, grâce à l'opposition, pourrait se tourner contre Eltsin, il a ajouté: "The US effort to aid reform in

⁵⁰Marie LAVIGNE, L'Europe de l'Est: du plan au marché, Paris: Liris, 1992, p. 166.

⁵¹"7 Nations Pledge \$28 billion for Russia", New York Times, le 16 avril 1993, p. A10

Russia is no way a programme of charity, in no way a handout⁵²".

Le communiqué publié à l'issue de la rencontre disait:

Nous voulons voir une Russie démocratique, stable, et économiquement forte, bien intégrée dans la communauté des Etats démocratiques et dans l'économie mondiale... Notre assistance sera pragmatique, visible, tangible et efficace à la mesure de la capacité d'absorption de la Russie et en phase avec le progrès de la réforme⁵³.

Le montant du paquet était beaucoup plus impressionnant que celui de 1992: \$43.4 milliards US. Ce paquet était structuré en quatre éléments d'après les besoins magistraux des réformes russes: soutien initial à la stabilisation de \$4.1 milliards, programme de stabilisation de \$10.1 milliards, crédits pour les réformes structurelles et les importations essentielles de \$14.2 milliards et le rééchelonnement des dettes publiques de \$15 milliards⁵⁴. Les donateurs, pays industrialisés et organisations multilatérales, contribuaient de manière différente à chaque de ces éléments.

Les engagements prévus des organisations multilatérales étaient beaucoup plus forts, le volume montait vers \$15 milliards. Pour une bonne partie c'était les engagements inclus dans le paquet de 1992 mais qui n'étaient pas versés: le fonds de stabilisation du rouble de \$6 milliards, le crédit upper

⁵²"7 Nations Pledge \$28 billion for Russia", New York Times, le 16 avril 1993, p. A10

⁵³"Cité par "Les Sept annoncent une nouvelle aide massive à la Russie", Le Monde, le 16 avril 1993, p. 17.

⁵⁴Voir la description détaillée dans le tableau 1, p. 178.

tranche stand by de \$4.1 milliards et les engagements de \$600 millions de la Banque Mondiale. Le nouvel élément comprenait les crédits pour les réformes structurelles de la part de la BIRD et la BERD dont le montant était environ \$3.5 milliards⁵⁵.

Dans le volume des crédits bilatéraux à l'exportation les pays donateurs ont inclu plus de garanties aux crédits et aux investissements que c'était en 1992 où ils étaient presque inexistantes.

Un élément très important du paquet était le rééchelonnement de \$15 milliards de la dette officielle de la Russie. Il a été inclu dans le programme au dernier moment, parce que seulement le 2 avril 1993, après 18 mois des délibérations, les membres du Club de Paris ont consenti de rééchelonner \$15 milliards sur dix ans avec cinq ans de différé la majeure partie du montant de \$17 milliards arrivant à échéance en 1993⁵⁶.

Un paquet additionnel de \$3 milliards, qui, cependant, était inclu dans le montant de \$43 milliards, a été annoncé le 9 juillet 1993 par les leaders des pays du G7, réunis à Tokyo: \$1 milliard était destiné pour l'assistance technique, où \$500 millions venaient des pays du G7 pour le fonds de privatisation, \$500 millions de la part de la Banque Mondiale pour les programmes sociaux liés à la privatisation⁵⁷; \$2 milliards en forme des

⁵⁵Voir tableau 1, p. 178.

⁵⁶Daniel PINEYE, "L'aide à la Russie", Economie Internationale, nr. 54, 1993, p. 181.

⁵⁷"La création des réseaux de la sécurité sociale dans les endroits où des grandes entreprises auparavant en étaient

crédits à l'exportation⁵⁸.

Les Américains ont avancé une idée de créer le fonds spécial de privatisation de \$4 milliards. Cette initiative a été détournée par les alliés des E.U. qui se sont référés aux difficultés budgétaires. Selon New York Times la raison principale était que ce fonds consistait des dons, tandis que les donateurs industriels voudraient limiter leur contribution autant que c'était possible par des crédits à l'exportation⁵⁹. Les japonais ont rejeté ce projet comme une "preposterous suggestion⁶⁰". La version finale de ce fonds pour la privatisation a été limitée par \$500 millions.

Une autre initiative américaine rejetée par ses partenaires européennes était l'idée d'ouvrir à Moscou un bureau du G7 pour mieux coordonner les efforts des pays donateurs. Selon un officiel américain cité par New York Times:

While the monetary fund provides advice on general economic policy, and the World bank gives aid and advice for specific industries, no one is coordinating the billions of dollars in country-to-country aid the

responsables et qui allaient abandonner cette fonction sociale avec la privatisation. Voir James STERNOLD, "Yeltsin Arrives in Tokyo As Aid Plan Is Prepared", New York Times, le 9 juillet 1993, p. A7; Robert CORZINE, John LLOYD, "Aux Armes Capitalistes", Financial Times, le 8 août 1994, p. 15.

⁵⁸James STERNOLD, "Yeltsin Arrives in Tokyo As Aid Plan Is Prepared", New York Times, le 9 juillet 1993, p. A7

⁵⁹Thomas FRIEDMAN, "Fund For Business In Russia to Be Cut", New York Times, le 24 juin 1993, p. A9.

⁶⁰James STERNOLD, "Japan Scorns Fund For Russia", New York Times, le 23 juin 1993, p. A8.

seven leading industrialized nations are providing⁶¹.

Cette idée raisonnable n'a pas trouvé l'appui des partenaires européens. Les français ne voulaient pas initier le processus de l'institutionnalisation du G7, ils voulaient garder le mécanisme de coordination existant. Aussi, selon New York Times, les français soupçonnaient que ce bureau tomberait sous le contrôle américain. Les anglais sont restés unconvaincus que le bureau du G7 améliorerait la distribution de l'aide. Sachs s'est prononcé en faveur de cette idée. En justifiant les soupçons français, Sachs a vu dans cette initiative la voie d'institutionnaliser le leadership américain dans la distribution et la coordination de l'aide: "...maybe the United States has become the leader. But then it needs a different coordinating mechanism⁶²"

Le paquet de 1993, comme celui de 1992, était désigné pour être déboursé dans le courant de l'année. Il n'y a pas de l'unanimité parmi les sources différentes en ce qui concerne les données sur le déboursement, mais avec une certaine approximation on peut exposer les chiffres suivants⁶³:

Crédits bilatéraux - \$6 milliards

⁶¹Steven GREENHOUSE, "Call for Moscow Aid Office Splits Wealthy Nations", New York Times, le 20 juin 1993, p. 14.

⁶²ibid.

⁶³Malheureusement, ces sources, notamment Economic Bulletin for Europe nr. 45, 1993 et IMF Survey, le 7 février 1994, présentent la statistique peu détaillée, selon les sources du financement et non selon les objectifs du programme tel qu'il a été formulé à Tokyo. Cette différence structurelle empêche une comparaison plus claire de ce qui a été promis et ce qui a été versé.

FMI - \$1.5 milliard;
 BIRD, BERD - \$0.5 milliard;
 Rééchelonnement de la dette officielle - \$15 milliards⁶⁴.

Si l'on ajoute des données de l'année 1992, on constate que les programmes des crédits bilatéraux et du rééchelonnement de la dette sont effectués presque complètement, la participation des organisations multilatérales dans le sens des sommes versées est très faible. En ce qui concerne la BIRD et la BERD, on se réfère à la procédure du déboursement extrêmement compliquée⁶⁵. Le versement bloqué des crédits du FMI - la deuxième tranche de FTS, les crédits de stand by, le fonds de stabilisation du rouble⁶⁶ - se justifiait, normalement, par l'habitude de Moscou de ne pas se tenir à ses promesses⁶⁷.

Le versement de l'assistance à la Russie était conditionné

⁶⁴Un autre rééchelonnement de la dette extérieure, qui n'était pas inclus dans le paquet de 1993, a eu lieu le 6 juin 1994: le Club de Paris a rééchelonné \$7 milliards pour 15 ans de \$20.5 milliards que la Russie doit payer en 1993 (\$14.5 milliards des crédits en échéance plus \$6 milliards des intérêts). Voir Leyla BOULTON, "Russia Wins Deal On Debt Rescheduling", Financial Times, le 6 juin 1994, p. 2.

⁶⁵Rosemary BENETT, "Plenty of Money But Few Deals", Euromoney, avril 1993, p. 88; "The Scramble for Russia", Euromoney, septembre 1993, p. 86.

⁶⁶En septembre le FMI a suspendu jusqu'au moins le début de 1994 son financement de la Russie vu l'abandon de la politique de la stabilisation. Peter NORMAN "IMF Chief Urges West to Give Financial Support", Financial Times, le 24 septembre 1993, p. 19.

⁶⁷"Camdessus Describes IMF's Support for Russia", IMF Survey, le 7 février 1994, p. 46.

par le progrès des réformes⁶⁸. Cependant, la conditionalité politique des pays du G7 ne s'appliquait pas toujours de manière adéquate.

Le second paquet d'assistance a été annoncé en avril 1993 dans les buts, parmi d'autres, de démontrer l'appui de l'Ouest au président Eltsin juste à la veille du référendum. En septembre-octobre 1993, quand la situation politique à Moscou est devenue critique, l'assistance a été pratiquement suspendue à cause de la faillite du gouvernement de poursuivre la politique de stabilisation, tandis que les taux d'inflation en avril et en septembre étaient pratiquement les mêmes⁶⁹. Les ministres des finances des pays de G7 ainsi que les chefs du FMI et de la BIRD, réunis à Washington, ont indiqué, selon New York Times, que "they support President Boris Yeltsin in his showdown with Parliament, but they want him to move faster to reduce inflation and reform its economy⁷⁰". Ainsi, les batailles à Moscou ont été traitées de préalable qui devrait être mise "into concrete actions, specifically cutting Russia's budget deficit and reducing inflation⁷¹". Le ministre des finances Fyodorov est arrivé à Washington à l'occasion de cette rencontre et a

⁶⁸Voir la citation du communiqué du G7 signé à l'issue du sommet à Tokyo le 15 avril 1993.

⁶⁹Economist Intelligence Unit, country report, Russia, nr. 1, 1994, p. 29.

⁷⁰Steven GREENHOUSE, "IMF Meeting Backs Yeltsin, With a Caveat", New York Times, le 27 septembre 1993, p. A11.

⁷¹ibid.

présenté un paquet des mesures stabilisatrices pour rassurer les ministres du G7. Les mesures ont été caractérisées comme considérables mais insuffisantes⁷² et le communiqué final "expressed their very strong hope" que le développement politique de la dernière semaine "will help Russia achieve a decisive breakthrough on the path of market reform⁷³".

Le paquet de 1993 était jusqu'à date le dernier paquet de ce genre formé par le G7. En Russie on croit maintenant que l'étape de l'assistance telle qu'elle était avant est déjà passée et que le pays a besoin de "l'entrée réelle dans l'économie mondiale"⁷⁴.⁷⁵

L'analyse de l'assistance extérieure organisée par le G7 à la Russie pendant 1992-93 nous permet de conclure qu'en dépit du certain rôle positif, cette sorte de l'assistance - organisée, dirigée et distribuée selon les intérêts politiques des grandes puissances où les crédits à l'exportation jouaient un rôle majeur s'avère peu adaptée à la tâche de la stabilisation politique, une

⁷²Voir chapitre 4.

⁷³Peter NORMAN, "Russia Hopes to Stabilise Budget Soon", Financial Times, le 27 septembre 1993, p. 2.

⁷⁴Alexandre POLYANSKY, "La Russie n'a pas besoin du rôle du six dans le sept mais de l'intégration réelle dans l'économie mondiale" (traduction de l'auteur), Izvestia, le 6 juillet 1994, p. 1 ["six" en jargon russe signifie une sorte de valet qui travaille pour son patron pour rien, le contenu émotionnel est bien négatif et humiliant].

⁷⁵Pas tout le monde en Russie est d'accord que le pays n'a plus besoin ni de l'aide bilatérale, ni de celle humanitaire. Voir Vyatcheslav BASKOV, "Et voila une caravane des poulets humanitaires" (traduction de l'auteur), Literatournaya gazeta, le 24 août 1994, p. 10.

condition préalable pour le flux des capitaux privés étrangers en Russie.

4. Conclusion

Puisque le risque politique constitue la pierre d'achoppement à l'investissement étranger, un appui extérieur à l'Etat russe semble tout à fait nécessaire. Sachs est convaincu que l'assistance adéquate comprend l'engagement plus profond des donateurs occidentaux dans le processus des réformes en Russie. Selon lui l'objectif de l'assistance extérieure est d'aider à temps un "bon" gouvernement de survivre et de poursuivre les réformes⁷⁶. Ainsi, les donateurs doivent être sensibles et réagir vite aux changements de la conjoncture politique sans, néanmoins, l'intervention directe dans les affaires politiques internes du pays, tandis que l'assistance financière doit être orientée vers les besoins des réformes économiques⁷⁷.

De ce point de vue l'assistance des pays de G7 n'était pas toujours politiquement sensible, suffisamment coordonnée au sein du G7, et, donc, sa contribution aux réformes économiques était faible. Vue l'inadéquation de cette aide aux impératifs politiques, l'Etat russe ne s'est pas tiré de l'instabilité. Son intégration dans l'économie monde avait, donc, à passer par un autre processus. C'est dans cette optique que nous tournons vers

⁷⁶Jeffrey SACHS, Russia's Struggle With Stabilisation: Conceptual Issues and Evidence, Washington D.C.: Banque Mondiale, présenté à la conférence annuelle le 28-29 avril 1994, pp. 32-34.

⁷⁷ibid., pp. 32-34

les organisations multilatérales, notamment le FMI.

Chapitre 4

L'impact des programmes du FMI sur la stabilisation politique en
Russie

Le quatrième chapitre porte sur le rôle du Fonds monétaire international dans l'aide à l'Etat russe et son aptitude à dépasser la crise afin d'assurer la stabilité politique vitale pour l'implication du capital international. Suivant la logique de troisième sous-hypothèse nous allons aborder la question de l'assistance du Fonds monétaire international à la Russie en tant qu' alternative à l'assistance des pays du G7. Déjà avoir mentionné le FMI dans le troisième chapitre comme une organisation dont les contributions financières faisaient partie des paquets d'aide occidentale, nous allons analyser le rôle du FMI, institution internationale, dans le processus des réformes en Russie en tant que superviseur. Ce rôle est "pivotal as far as setting terms of reference for other IFIs and for private capital¹".

L'engagement du Fonds dans la transition en Russie va bien au delà des versements de l'argent: elle est premièrement de nature politique et idéologique. L'objectif majeur du Fonds, institution privilégiée de la globalisation, tel que nous le voyons, se réalise premièrement par la participation active du

¹Jeanne Kirk LAUX, Post Cold War Political Economy: Back to Bretton Woods, présenté à la rencontre annuelle de l'association canadienne de la science politique à l'Université de Calgary, le 11-14 juin 1994, p. 29.

FMI dans l'élaboration et l'implication de la politique libérale, autrement dit, les programmes de stabilisation macroéconomique, qui, selon la philosophie globalisante du FMI, en réduisant le niveau des risques politiques pour le capital international, prépare de la meilleure façon le chemin à la multinationalisation et, ainsi, assure l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale.

1. Préface à l'implication du Fonds.

L'Union soviétique était parmi les participants de la conférence de Bretton Woods en 1944 et les fondateurs du FMI et de la BIRD mais au dernier moment les dirigeants soviétiques ont changé d'avis et l'URSS ne s'est pas jointe à ces institutions. En dénonçant le FMI comme un instrument des pays occidentaux, premièrement des Etats Unis, l'URSS conditionnait son adhésion avec trois exigences: éliminer le rôle exclusif du dollar américain comme la monnaie universelle, changer le système de distribution des quotas dans le FMI et, après 1971, se retourner vers les taux de change fixé². Vers la fin des années 80s Gorbatchev et son entourage ont compris que les réformes économiques qu'ils voulaient entreprendre, exigeraient une assistance extérieure à grande échelle et pour y avoir l'accès il était nécessaire de se joindre aux institutions de Bretton Woods. En janvier 1989 Gorbatchev a formulé pour la première

²Alexander HEWETT, Clifford GADDY, Open for Business: Russia's Return to the Global Economy, Washington D.C.: Brookings Institution, 1992, p. 43.

fois cette intention sans aucune condition préalable de part de l'URSS³. En octobre 1990 le programme du gouvernement de Ryzkov a formulé la convergence avec les FMI comme l'objectif prioritaire⁴.

Vu que le rapport sur l'économie soviétique et les modalités de l'assistance occidentale éventuelle, fait par une équipe des experts du FMI, BIRD, BERD et OCDE, a conseillé les pays du G7 de se restreindre de l'assistance financière à l'Union soviétique à cause de l'absence des réformes radicales, considérées nécessaires, et de se limiter à l'assistance technique⁵, les pays du G7 étaient lents à laisser l'URSS entrer au Fond⁶.

Pour institutionnaliser l'assistance technique en décembre 1990⁷ le président Bush a avancé une initiative que le Fonds

³ibid., p. 44.

⁴Alexander HEWETT, Clifford GADDY, Open for Business: Russia's Return to the Global Economy, Washington D.C.: Brookings Institution, 1992, p. 46.

⁵International Monetary Fund, the World Bank, Organisation for Economic Co-operation and Development, European Bank for Reconstruction and Development, A Study of the Soviet Economy, Paris: OCDE, 1991, vol. 3, pp. 370-373.

⁶Dmitry SMYSLOV, Le Fonds monétaire international: les tendances contemporaines et nos intérêts, Moscou: Financy i statistika, 1993, pp. 171-173.

⁷C'était la période de la contre-offensive de droite en URSS: la crise économique est devenue évidente pour tous, Gorbatchev était accusé de démolition de l'Union, Chevardnadze a décalé que la dictature arrivait et a quitté son poste en claquant la porte, Krutchkov, chef de KGB, a déclaré que les investissements étrangers servent de couverture pour l'espionnage et la propagande des valeurs capitalistes. Voir Bill KELLER, "Gorbachev is Upset", New York Times, le 21 décembre 1990, p.1; Jerry HOUGH, "Shevardnadze and 3 Scenarios", New York Times, le 21 décembre 1990, p. A39; Bill KELLER, "Moscow Gossips About

signe avec l'URSS un accord spécial de membership associé qui donnerait à l'URSS l'accès à l'assistance technique du Fonds⁸. En juillet 1991 Gorbatchev, invité au sommet du G7 à Londres, a placé la demande devant les leaders du G7 de l'adhésion de l'URSS au FMI mais il n'a reçu que l'offre de membership spécial⁹. Le coup d'août 1991 et la décomposition accélérée de l'URSS ont fait activer les négociations et le 5 octobre le FMI et l'URSS ont signé l'accord de membership spécial. L'accord légitimisait une sorte de supervision des réformes en URSS de la part du FMI¹⁰.

Avec la décomposition rapide de l'URSS juste après de la signature de l'accord, l'objectif de la supervision du Fonds a été déplacé à la mobilisation par les républiques successeurs de l'URSS de leurs réserves monétaires pour servir les dettes de l'URSS¹¹. Ainsi, il ne s'agissait pas d'un engagement profond du

Dictatorship", le 22 décembre 1990, p. A8; Bill KELLER, "KGB Chief Warns Against West's Aid to Soviet Economy", New York Times, le 23 décembre 1990, pp. 1, A8.

⁸"Bush Remarks on Aid to Kremlin and Plans for Summit", New York Times, le 12 décembre 1990, p. A22. Cette sorte de membership n'est pas prévue par le Statut du Fonds.

⁹The Economist a noté: "He had come away from the G7 meeting with little more than promises of technical help for his collapsing economy and seven encouraging pats on the shoulder". "Cinderella Gorbatchev", The Economist, le 20 juillet 1991, p. 47.

¹⁰"Camdessus Explains Special Association Agreement Between IMF and USSR", "USSR and the IMF Agree on Special Association Terms", IMF Survey, le 14 octobre 1991, pp. 293-295.

¹¹"G-7 Ministers Finalize Debt Agreement With Soviet Union and Republics", IMF Survey, le 2 décembre 1991, p. 363.

Fonds dans le processus des réformes en URSS ou, ensuite, en Russie. Pendant cette période le FMI était plutôt le "watchdog" des créanciers occidentaux.

2. Les premiers engagements du Fonds.

L'arrivée au pouvoir en Russie en automne 1991 de la nouvelle élite politique libérale et pro-occidentale¹², la proclamation par cette élite de la transition rapide vers le capitalisme libéral en tant que son officiel officiel et l'adoption de la stratégie des réformes radicales, déjà connue comme "thérapie de choc", qui devrait assurer cette transition, ont changé de manière dramatique le climat politique en Russie. Le discours de Eltsin de 28 octobre 1991 était aussi un appel à l'Ouest d'aider aux réformes¹³. Dans ces conditions il n'y avait plus des raisons de freiner l'entrée de la Russie dans les institutions de Bretton Woods. La Russie a demandé officiellement le membership complet au FMI (et la BIRD aussi) le 2 janvier 1992. L'administration américaine a approuvé cette démarche le 3 janvier¹⁴.

Même si le FMI déclarait que l'admission n'était pas

¹²Nommée aussi "atlantiste". Pierre BINETTE, Jacques LEVESQUE, "La Russie à la recherche d'un nouveau système international et d'une nouvelle politique extérieure", Revue quebécoise de science politique, nr. 24, automne 1993, p. 71.

¹³Voir Izvestia, le 29 octobre 1991, p. 1.

¹⁴Barbara CROSSETTE, "6 ex-Soviet States Gain US Support for Tie to Lenders", New York Times, le 4 janvier 1992, pp. 1, 4.

conditionnée par aucun programme économique¹⁵ la Russie a préparé en coordination avec le FMI le programme des réformes économiques à court terme qui devrait devenir son billet d'entrée au Fonds et qui devrait aussi convaincre définitivement l'Ouest des intentions sérieuses des réformateurs russes. Le 27 février 1992 le gouvernement de Gaïdar a approuvé "le mémorandum sur la politique économique du gouvernement"¹⁶. Ce plan visait une série des objectifs stratégiques pour 1992. En ce qui concerne la stabilisation macroéconomique il prévoyait l'élimination du déficit budgétaire vers la fin de l'année et la réduction de l'inflation mensuelle jusqu'à 2-3%. Les réformes structurelles comprenaient la libéralisation des échanges extérieurs, la convertibilité interne du rouble, la privatisation massive, la désétatisation de l'économie¹⁷. Ainsi, c'était le plan de thérapie de choc, fondé sur l'orthodoxie monétariste. Ce plan prévoyait la transformation de la Russie en pays capitaliste en une année! Après un mois des négociations intensives, le 30 mars 1992, le FMI a approuvé le plan¹⁸.

En approuvant le plan des transformations radicales

¹⁵Stephen GREENHOUSE, "World Monetary System Would Gain Leverage on Moscow Policy", New York Times, le 1 avril 1992, p. A8.

¹⁶Voir Egor GAIDAR and Grigory MATUKHIN, "Memorandum on the Economic Policy of the Russian Federation", Problem of Economic Transition, novembre 1992, pp. 6-24.

¹⁷ibid.

¹⁸Steven GREENHOUSE, "Russia's Economic Plan Backed by International Monetary Fund", New York Times, le 1 avril 1992, p.4

capitalistes le Fonds se rangeait du côté des réformateurs libéraux et, donc, se trouvait engagé dans la confrontation aigüe entre les groupes politiques en Russie qui se différaient radicalement dans leurs plate-formes. Le libéralisme du FMI - l'absolutisation du secteur privé dans l'économie et le scepticisme envers l'intervention quelconque de l'Etat dans l'économie faisait le FMI un allié et l'autorité des références idéologiques du champ libéral et un ennemi des partisans du modèle gradualiste et introverti¹⁹.

Le mémorandum était non seulement le programme économique du gouvernement mais aussi une manifeste politique de la nouvelle élite. Il proclamait la thérapie de choc comme une politique du gouvernement, comptait sur l'appui de l'Ouest, prévoyait l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale²⁰.

Le mémorandum a suscité en Russie une réaction assez complexe. Gaïdar dénonçait rigoureusement toutes les allusions que le programme a été dicté par les fonctionnaires du Fonds et que, donc, lui, il était le chef du "régime d'occupation":

Nous poursuivons notre propre politique, nous la poursuivons non parce qu'elle nous est dictée, mais parce que nous croyons qu'elle est juste. En général, elle coïncide avec la politique du FMI et trouve un appui dans la communauté financière internationale

¹⁹La terminologie politique russe identifie les libéraux comme les démocrates radicaux et les gradualistes comme les partisans de la "troisième voie".

²⁰L'intégration a été identifiée dans le document comme l'adaptation aux exigences de l'économie mondiale. Yegor GAIDAR, Grigory MATIUKHIN, "Memorandum on the Economic Policy of the Russian Federation", Problems of Economic Transition, novembre 1992, p. 8.

(traduction de l'auteur)²¹.

Le FMI de son côté ne réclamait pas les droits de l'auteur de mémorandum de février:

The staff of the IMF has assisted the Russian authorities in preparing this memorandum. But allow me to insist on one point. It is their program. They will make the credit for success and the blame for the failure²².

Ces justifications n'ont pas convaincu l'opinion publique russe, qui, pour une bonne partie, a accepté l'accord avec une certaine méfiance. Selon un hebdomadaire des milieux d'affaires et respectable Kommersant le gouvernement, rêvant d'être accepté au FMI était prêt à écrire n'importe quoi pour plaire au Fonds²³.

Ayant une bénédiction du FMI, le gouvernement a entrepris en février-mars une série de mesures radicales qui incluaient la libéralisation absolue des échanges extérieurs²⁴, la coupure drastique des dépenses budgétaires, la privatisation. En résultat, l'inflation de 400% en janvier a chuté jusqu'à 250% en

²¹La conférence de presse de E. Gaïdar, Izvestia, le 29 avril 1992, p. 1.

²²"IMF Supports a Bold and Credible Program in Russia, Says Camdessus", IMF Survey, le 6 juillet 1992, p. 220.

²³"Quelques commentaires sur le dernier programme de Gaïdar" (traduction de l'auteur), Kommersant, nr. 9, 1992, p. 2.

²⁴En mars 1992 toutes les restrictions sur l'importation, les taxes y compris, ont été éliminées. L'exportation a été aussi libéralisée fortement.

février et jusqu'à 15% en avril 1992²⁵. La chute de la production, des investissements, du niveau de vie était aussi impressionnante.

Cette répercussion douloureuse de thérapie de choc a créé une forte opposition au gouvernement qui se gravitait graduellement autour du parlement dirigé par son speaker Khazboulatov²⁶. Au sixième congrès des députés du peuple²⁷ en avril 1992, la politique du gouvernement a été farouchement critiquée. Le parlement a assoupli la contrainte budgétaire en passant quelques résolutions²⁸ qui devraient augmenter le déficit budgétaire de 6% en avril jusqu'à 23%²⁹. Ces mesures signifiaient l'assouplissement considérable de la politique d'austérité financière.

Sous le feu de critique le gouvernement a commencé à céder et il a accepté quelques modifications dans son cours qu'il

²⁵"The Road to Ruin", The Economist, le 29 janvier 1994, p. 23

²⁶Dans l'opposition de Khazboulatov à Gaïdar et à Eltsin il n'y avait que les ambitions politiques personnelles et sa plateforme anti-libérale n'était en réalité qu'une façade.

²⁷La structure introduite en 1989, abolie en 1993: le "grand" parlement, congrès des députés du peuple, comptant environ 1100 députés, tenait des sessions deux fois par année sans compter des sessions extraordinaires, tandis qu'il y avait le "petit" parlement, le Soviet Suprême, comptant 450 députés, qui fonctionnait de façon permanente.

²⁸Il s'agissait des subventions au secteur agricole, militaire, de la revalorisation des salaires dans les secteurs budgétisés et des pensions. La hausse des prix du pétrole a été repoussée.

²⁹"Battling On", The Economist, le 18 avril 1992, p. 46.

poursuivait depuis janvier en faveur d'une plus grande souplesse. Gaïdar a accepté des subventions à l'industrie ordonnées par le parlement et a promis au parlement d'introduire des "industriels" au gouvernement³⁰. Toutefois les objectifs stratégiques ont été préservés.

Ces événements ont suscité l'alarme à l'Ouest qui venait d'approuver le paquet de \$24 milliards pour la Russie. Les négociations sur l'adhésion de la Russie au FMI étaient déjà presque terminées. Pour assurer le G7 et le FMI que le gouvernement n'abandonne pas les réformes, Gaïdar est parti le 2 avril à Washington à la rencontre des ministres des finances et des directeurs des banques centrales des pays du G7. "We are doing enough"³¹, il a dit devant les ministres du G7, qui insistaient sur la poursuite de la politique de la stabilisation formulée dans le mémorandum de février et pressaient de finaliser les négociations avec le FMI comme des conditions de leur aide³². Pour démonter le support politique de Gaïdar le ministre des finances américain Brady est arrivé à Moscou le 14

³⁰En justifiant cette concession Gaïdar, dans son interview à la revue The Economist, a dit: "We need stronger ties with Russian business. We would like to have in government some people who are well respected in those circles, but who also understand the market economy". The Economist, "From the Hot Seat", le 25 avril 1992, p. 17.

³¹Steven GREENHOUSE, "Wrapping Up Big Russian Aid Plan", New York Times, le 27 avril 1992, p. A9.

³²"World Lenders Offer Entry to Ex-Soviets", New York Times, le 28 avril 1992, p. A6; Steven GREENHOUSE, "Wrapping Up Big Russian Aid Package", New York Times, le 27 avril 1992, p. A9.

avril 1992 et a dénoncé la politique du parlement³³.

Rassurés, le 27 avril 1992 le FMI et la Banque Mondiale ont offert officiellement le membership à la Russie. En mai les autorités russes discutaient les propositions du FMI et en même temps les deux parties se sont engagées dans les négociations sur le contenu de la lettre d'intention qui devrait précéder la première tranche de crédit de stand by.

Les négociations étaient dures et longues. Le FMI insistait sur les objectifs fixés dans le mémorandum de février 1992 comme les conditions du crédit de stand by. Vers avril - mai il est devenu évident, surtout pour les russes, que les objectifs de ce programme étaient irréalisables. Les objectifs se fondaient sur les suppositions optimistes, tandis que la situation se détériorait tous les jours. L'impact des facteurs négatifs, tels que l'inflation, la chute de production, s'est avéré fortement sousestimé. Pour éviter l'effondrement économique, l'explosion sociale et, comme une résultante, la chute de son régime et la continuité des réformes libérales, Gaïdar s'est vu obliger d'introduire doucement au mois de mai, ce qui faisait parti du compromis avec l'opposition regroupée dans le parlement, les subventions supplémentaires à l'industrie, révaloriser les salaires et les pensions et, ce qui rendait les experts du FMI furieux, freiner la libéralisation des prix du pétrole. En général, le gouvernement de Gaïdar, ayant lancé les réformes

³³Serge SCHEMANN, "Cabinet in Russia Won't Step Down", New York Times, le 15 avril 1992, p., 1, A8.

radicales en janvier 1992, ne recevant ni du G7 ni du FMI que des promesses et des recommandations de continuer de même manière, n'était plus capable de soutenir la pression politique pour accepter l'approche plus graduelle, moins douloureuse³⁴.

Selon la revue East European Markets:

Russian government ministers, who hold more and higher level academic qualifications in economics than their IMF interlocutors, do not dispute the theory. But they are no longer able to withstand the political pressure for an alternative programme of production stabilisation³⁵.

Le programme du FMI (le programme russe de février 1992) était accepté avec une hostilité par plusieurs groupes politiques en Russie: les industriels en voyaient la destruction de l'industrie³⁶, les syndicats le trouvaient ouvertement anti-

³⁴Le mémorandum de février 1992 disait: "The economic program described in this memorandum was formulated in a highly uncertain atmosphere. The Russian government is counting on the IMF's continued assistance in the adaptation and correction of this program...It is also uncertain whether we will receive foreign financial aid in support of the economic program. The basic parameters of this program will be revised depending on the level of foreign financing". Egor GAIDAR, Grigory MATIUKHIN, "Memorandum on the Economic Policy of the Russian Federation", Problems of Economic Transition, novembre 1992, p. 23.

³⁵"IMF Talks With Russia Break Down", East European Markets, le 29 mai 1992, p. 8.

³⁶Economiste anglais Georges Ross, jusqu'à certain degré l'allié des industriels russes, accuse le FMI d'envisager les plans de déindustrialisation de la Russie. En référant à l'étude de l'économie soviétique de 1990, il postule que le FMI ne prévoit en Russie que le développement des secteurs énergétique et agricole orientés vers l'exportation. Voir Georges ROSS "La solution nationale ou internationale des problèmes de la Russie" (publié en russe, traduction de l'auteur), Ekonomist, avril 1993, pp. 82-85.

social³⁷. De son côté le Fonds se sentait trompé et soupçonnait les russes d'avoir présenté en février 1992 le plan des réformes économique qui correspondait au bout de la lettre à la philosophie monétariste du FMI sans intentions sérieuses de le mettre en pratique, juste pour adhérer au Fonds et ensuite le mettre devant le fait accompli de la politique monétaire laxiste³⁸.

Finalement, le 22 mai 1992, en dépit de la situation politique explosive, le Soviet Suprême de la Russie a ratifié l'adhésion du pays aux institutions de Bretton Woods. Les négociations sur le crédit de stand-by se sont activées. La Russie a reçu le délai de deux mois - avril et mai - aussi pour régler trois questions: le taux du rouble unifié, la coordination de la politique monétaire avec les républiques de CEI³⁹ et la libéralisation des prix du pétrole.

³⁷Les leaders de quelques syndicats ont inclu cette clause - la résistance à l'implication du programme du FMI - dans leurs agendas d'action. Voir "Russian Unions Versus IMF?", East European Markets, le 29 mai 1992, p. 9.

³⁸"IMF Talks With Russia Break Down". East European Markets, le 29 mai 1992, p. 7.

³⁹Après la dissolution de l'URSS le rouble soviétique est resté une monnaie pour plusieurs républiques ex-soviétiques. Il y avait, donc, une douzaine des banques centrales qui, en suivant les politiques inflationnistes de leurs gouvernements, imprimaient les roubles dans les volumes énormes et sans aucune coordination avec les autres. Les masses des roubles imprimés ailleurs inondaient la Russie qui, sans compter les pays Baltes, était la première où les prix étaient libéralisés. Cet afflux réduisait considérablement l'effet positif de la politique monétariste dure. Ainsi, il y avait une nécessité urgente de coordonner la politique monétaire dans la zone de rouble sur laquelle insistait le Fonds, qui, ce temps-là, était contre la liquidation de la zone de rouble.

Le 21-22 mai, due à la pression russe les banques centrales républicaines ont consenti à suivre les limites d'émission monétaire négociées avec la Banque Centrale russe⁴⁰. Le 1 juillet le taux unifié flottant du rouble a été introduit. En ce qui concerne les prix du pétrole le gouvernement, tenant compte des conséquences éventuelles ruineuses, a refusé catégoriquement de les libéraliser complètement comme il était requis par le FMI⁴¹. Le 4 juillet 1992 le président Eltsin a attaqué le FMI en disant que la libéralisation des prix du pétrole hausserait les prix sur toutes les marchandises en dix fois et que le peuple ne le supporterait pas et que si le Fonds restait ferme la Russie se débrouillerait sans les milliards occidentaux⁴².

De sa part, le FMI, dans les expressions plus délicates de son directeur exécutif Michel Camdessus, faisait comprendre qu'il approuverait seulement "viable and credible program" qui impliquait la libéralisation de tous les prix, ceux énergétiques y compris. Camdessus argumentait qu'autrement l'ajustement serait plus long et, donc, exigerait plus de financement. Camdessus se posait des questions rhétoriques:

⁴⁰Ce mécanisme n'a jamais bien fonctionné: les banques centrales républicaines ignoraient ces limites et cela créait une pression inflationniste considérable sur l'économie russe. Voir Vladimir POPOV, The Russian Economy in 1993: the Failure of Shock Therapy and the Threat of Hyperinflation, Toronto: C.D. Howe Institute, 1993, p. 19.

⁴¹Celestine BOHLEM, "Economic Furor Growing in Russia", New York Times, le 3 juin 1992, p. A11; "Top Bankers Quit in Rate Dispute", New York Times, le 2 juin 1992, p. A8.

⁴²La conférence de presse, Izvestia, le 5 juillet 1992, p.1.

...how would it be financed?...Which countries are ready to contribute more external assistance on top of the significant amounts that have already been announced? If such added financing is not available, then it would be most unhelpful to suggest that additional financing take the form of printing more rubles⁴³.

Vue l'impasse dans les négociations et le recul graduel des réformateurs en Russie sous le poids de la crise économique, des attaques de l'opposition nombreuse, laissés sans une assistance quelconque de la part de l'Ouest à cause de l'absence de l'accord avec le FMI, l'administration américaine a exercé une pression sur le Fonds pour le faire plus "flexible". Selon un officiel de l'administration américaine:

Le FMI ne peut pas appliquer dans la Russie les mêmes méthodes que dans Pérou ou dans un autre pays du Tiers Monde parce que nous faisons face à un autre organisme⁴⁴

Les américains voulaient voir le Fonds se focaliser plutôt sur la création du secteur privé dans l'économie russe et assouplir un peu ses critères macroéconomiques⁴⁵.

La pression américaine a produit les résultats positifs et le 5 juillet 1992 le FMI et le gouvernement russe ont finalisé "le programme de la seconde étape des réformes économiques", document à l'optique à moyen terme qui se centrait sur la

⁴³"IMF Will Support a Bold and Credible Program in Russia, Says Camdessus", IMF Survey, le 6 juillet 1992, p. 223.

⁴⁴Cité par Dmitry SMYSLOV, Fonds monétaire international: les tendances contemporaines et nos intérêts (traduction de l'auteur), Moscou: Finansy i statistika, p. 212.

⁴⁵ibid, pp. 212-213.

formation du secteur privé⁴⁶. Les objectifs macroéconomiques, un peu plus souples que ceux stipulés en février, consistaient dans une réduction des dépenses budgétaires et de l'émission monétaire par la Banque Centrale, ce qui devrait aboutir vers la fin de l'année à l'inflation mensuelle au niveau de 10% et le déficit - 5% du PIB avec les prix du pétrole, gaz, charbon multipliés mais toujours subventionnés et gardés au-dessous des prix internationaux. Ainsi, c'était le compromis: la Russie se tenait à la stabilisation macroéconomique en poursuivant la politique déflationniste, tandis que le FMI acceptait les prix sur l'énergie subventionnés et certaine laxitude monétaire. Cependant, ayant accepté sous la pression ses modifications, le FMI a coupé sévèrement le montant de la première tranche que la Russie pourrait emprunter: au lieu de \$4 milliards dans l'accord figurait un chiffre de \$1 milliard⁴⁷ que le gouvernement russe devrait garder comme réserve sans pouvoir la dépenser⁴⁸.

La réaction à l'accord était complexe. Pour le G7 l'accord, même s'il était le compromis entre l'orthodoxie libérale et "les particularités russes", enlevait un obstacle principal pour l'injection en Russie de l'aide promise en avril à Washington. Les leaders du G7 réunis à Munich ont donné immédiatement leur

⁴⁶Louis UCHITELLE, "IMF and Russia Reach Accord On Loan Aid and Spending Limits", New York Times, le 6 juillet 1992, pp. 1, A6.

⁴⁷Louis UCHITELLE, "IMF and Russia Reach Accord On Loan Aid and Spending Limits", New York Times, le 6 juillet 1992, pp. 1, A6.

⁴⁸ibid.

bénédiction à cet accord⁴⁹.

Pour Eltsin c'était une victoire. Selon lui le FMI a accepté que la Russie était un cas spécial⁵⁰. La Russie, évitant les mesures trop douloureuses, politiquement et socialement inacceptables, établissait un dialogue avec le FMI et recevait l'accès à l'assistance occidentale promise mais bloquée depuis longtemps et sur laquelle les réformateurs comptaient beaucoup en tant que facteur économique et politique. La normalisation des rapports avec le FMI aussi envoyait un message que, selon la terminologie officielle russe, le pays entrait la famille des peuples civilisés⁵¹. La réaction de l'opposition était négative. Le parlement était mécontent que le gouvernement a promis des coupures budgétaires qui exigeaient son approbation sans le consulter et même sans l'informer⁵². Le nouveau chef de la Banque Centrale V. Gueratchenko, qui venait d'envoyer à Camdessus une lettre où il avait promis de suivre les

⁴⁹"G-7 Leaders Urge Strong IMF-Supported Policies in States of Former USSR", IMF Survey, le 20 juillet 1992, pp. 225-226.

⁵⁰Voir Louis UCHITELLE, "IMF and Russia Reach Accord On Loan Aid and Spending Limits", New York Times, le 6 juillet 1992, p. A6.

⁵¹Dmitry SMYSLOV, Le Fonds monétaire international: les tendances contemporaines et nos intérêts, (traduction de l'auteur), Moscou, Financy i Statistika, 1993, p. 213.

⁵²La Russie a déjà plongé dans "la guerre civile froide" qui a pris une forme de la confrontation mortelle entre le gouvernement et le parlement. Donc, le fait que le gouvernement a mis le parlement devant le fait accompli de l'accord signé pesait plus que le contenu de l'accord. Voir "Russian Opposition to IMF Accord", East European Markets, le 4 septembre 1992, p. 8.

obligations assumées par son prédécesseur, a caractérisé l'accord comme stupide⁵³.

En mai-juillet 1992 le FMI a élaboré pour la Russie une stratégie de trois phases: la première phase de stabilisation avec la première tranche de \$1 milliard, ensuite la deuxième phase avec l'accord de stand-by de \$3-4 milliards et, finalement, la troisième qui prévoyait l'activation du fonds de stabilisation du rouble de \$6 milliards qui devrait être formé par les souscriptions des pays du G11 dans le cadre de la facilité de l'accord général des emprunts⁵⁴. L'objectif final du plan de stabilisation envisageait d'assurer les flux des capitaux privés suffisants pour la relance économique:

The central element of our strategy is that at the very beginning of the process support must come from multilateral sources. But as time passes the effort must become significant, and private sector must get involved. I do believe that at the end of the process you will have nothing from multilateral sources and a very strong flow of resources from private agents, non debt-creating flows from the private sources⁵⁵.

L'accord de juillet a mis en marche ce plan. Le 5 août 1992 le Conseil des Gouverneurs du Fonds a approuvé la première tranche de \$1.04 milliard pour la durée de cinq mois. La mise en

⁵³"Russian opposition to IMF Accord", East European Markets, le 4 septembre 1992, p. 9.

⁵⁴"IMF Approves Billion-Dollar Credit for Russian Federation", IMF Survey, le 17 août 1992, pp. 257, 267; "International Monetary Fund Launches New Temporary Facility", IMF Survey, le 3 mai 1993, pp. 129-135.

⁵⁵"International Monetary Fund Launches New Temporary Facility", IMF Survey, le 3 mai 1993, p. 135.

pratique avec du succès du plan négocié était une condition pour le passage vers la deuxième phase de la stabilisation⁵⁶.

Les événements d'août-septembre 1992 en Russie nous induisent à conclure que l'accord avec le FMI était mort-né. Le gouvernement de Gaïdar, ne pouvant plus ni résister à l'opposition qui se consolidait graduellement ni ignorer le dérapage économique et social, a presque abandonné la politique de stabilisation. En juin 1992 les prix sur les produits de consommation étaient 10-15 fois supérieurs à ceux de décembre 1991, le commerce de détail a chuté de 42%, les salariés ne recevaient pas pendant des mois leurs salaires, la privatisation se faisait lentement et les monopoles d'Etat résistaient⁵⁷. Le champ des réformateurs se rétrécissait, les anciens alliés de Eltsin partaient en opposition, le bloc "Russie démocratique"⁵⁸ se décomposait, les jours de Gaïdar étaient comptés et il se sentait suspendu dans le vide politique⁵⁹. En décembre 1992 au septième congrès des députés du peuple Eltsin, pour apaiser l'opposition, a sacrifié Gaïdar en faveur de Victor Tchernomyrdin, ancien chef de Gazprom, monopole d'Etat.

En dressant le bilan de l'année 1992 on peut conclure que la

⁵⁶"Russia: Stand-By Arrangement", IMF Survey, le 17 août 1992, p. 267.

⁵⁷"La Russie entre transition et désorganisation", Ramses 94, pp. 221-222.

⁵⁸Le mouvement populaire anti-communiste semblable à Solidarité polonaise.

⁵⁹"La Russie entre transition et désorganisation", Ramses 94, p. 222.

politique de la transition intrépide imposée directement ou indirectement par le Fonds a échoué. Le facteur qui a déterminé l'échec n'était pas la stabilisation comme telle mais son optique à court terme. La libéralisation et stabilisation macroéconomique immédiate proposées (ou imposées) par le FMI ont produit un impact tellement déstabilisant sur toute la société, que la poursuite du cours pareil est devenue pour le gouvernement de Gaïdar un suicide politique. Le gouvernement ne mettait pas en question la nécessité de la stabilisation macroéconomique comme une préalable de l'investissement privé soit national, soit étranger, et de la formation rapide du secteur privé dans l'économie nationale, mais la réalisation de ces programmes a révélé que leur prix était, en effet, la destruction de l'économie, la misère extrême de la population et, par conséquence, l'instabilité politique⁶⁰. Les concessions de Eltsin peuvent être interprétées comme les manoeuvres politiques pour assurer la perspective des réformes à long terme.

Le FMI a refusé, évidemment, d'accepter la responsabilité. Selon un officiel du FMI c'étaient les politiciens russes qui ont créé "the illusion that Russia could easily step over to a market economy through an immediate and full liberalisation of prices and imports⁶¹". Sans doute, la réputation du Fonds, de la

⁶⁰Nicolay PETRAKOV, "La crise de la réforme économique en Russie" (traduction de l'auteur), Voprocj ekonomiki, nr. 2, 1993, pp. 66-68.

⁶¹"IMF Official Critises Russia", East European Markets, le 25 juin 1993, p. 7.

nouvelle élite pro-occidentale, et de tout le modèle de réformes rapides libérales avec l'appui sur l'assistance occidentale en forme des crédits et des investissements privés a souffert fortement⁶².

Evidemment, nous n'allons pas peindre l'image totalement négative. Les efforts de 1992, assistés par le FMI, ont fait démarrer les réformes, les ont même rendu irréversibles. Les programmes de 1992 étaient les premiers en Russie qu'on a sérieusement essayé de mettre en pratique⁶³. Le FMI a contribué largement à la mise en place des bases économiques, institutionnelles et, ce qui est très important, conceptuelles - des modalités libérales globalisantes qui étaient pratiquement absentes avant 1992.

3. La réévaluation des approches.

L'accord de juillet 1992 prévoyait entamer les négociations sur le crédit de stand by de \$3-4 milliards en septembre 1992, mais vu la faillite du gouvernement de suivre le cours négocié tout le processus était en suspension. En février 1993 Camdessus

⁶²Dmitry SMYSLOV, Le Fonds monétaire international: les tendances contemporaines et nos intérêts, (traduction de l'auteur), Moscou: Financy i statistika, 1993, p. 217.

⁶³Récemment Fyodorov, en répondant à la critique des réformes de la part de Gorbatchev, a écrit dans un article que Gaïdar et Eltsin étaient les premiers qui ont eu du courage d'entreprendre des réformes réelles tandis que Gorbatchev et son entourage à l'époque 1987-91 souffraient de l'impuissance sévère de la volonté politique. Boris FYODOROV, "En écoutant Gorbatchev rappelons son septennat" (traduction de l'auteur), Izvestia, le 30 août 1994, p. 2.

a refusé de fixer une date pour les négociations⁶⁴. En effet, le climat politique en janvier - mars était trop dégradé avec la tenue de deux congrès extraordinaires en mars qui ont essayé d'envoyer Eltsin en retraite. La résolution a manqué une dizaine des votes pour passer. Tous les actes, tous les discours de cette période sont entamés d'intentions électorales en vue du référendum du 25 avril 1993. Pendant cette période le gouvernement n'était pas en position de resserrer effectivement le contrôle sur les crédits et revenus afin que le plan anticrise formulé par Fyodorov et adopté par le gouvernement le 25 mars puisse être appliqué.

Le FMI était au courant de ce programme et le trouvait acceptable⁶⁵. Le Fonds se rendait aussi compte que dans la situation politique à Moscou l'implication appropriée de ce programme de stabilisation n'était pas possible. Les données statistiques montraient le déficit lourd du budget et l'inflation mensuelle au-dessus de 25% ce qui, selon les critères du Fonds, ne permettait pas le déblocage du crédit de stand by et du fonds de stabilisation du rouble. Ainsi, la Russie, ayant formellement passée la première phase de stabilisation, ne pouvait pas se qualifier pour les phases suivantes.

C'est dans cette période que les pays du G7 formaient un autre paquet de l'assistance à la Russie et, donc, en conformité

⁶⁴"Russia's Hyperinflation Must be Prevented, Says Camdessus", IMF Survey, le 22 février 1993, pp. 50-51.

⁶⁵"International Monetary Fund Launches New Temporary Facility", IMF Survey, le 3 mai 1993, p. 131.

avec une procédure établie par les pays du G7, sa mise en place était conditionnée par l'accord avec le FMI. Ainsi, tout comme en 1992, le FMI s'est trouvé sous la pression politique des pays du G7. La question majeure pour le FMI était, selon Camdessus, la suivante:

Should we wait until they are ready to start a new, full-fledged program, or should we try to invent something more relevant to the situation and pave the way to a regular arrangement?⁶⁶

La solution a été trouvée dans l'introduction de la nouvelle facilité du Fonds, nommée Facilité de Transformation Systémique (FTS), désignée pour continuer les efforts stabilisateurs en Russie et la préparer, selon la stratégie de trois phases élaborée par le FMI, pour le crédit de stand by. L'introduction de la nouvelle facilité a été annoncée par Camdessus le 19 avril 1993⁶⁷. Officiellement FTS a été désignée dans les buts suivants:

to help member countries facing balance of payments difficulties arising from severe disruptions of their traditional trade and payments arrangements owing to a shift from significant reliance on trading at nonmarket prices to multilateral, market-based trade⁶⁸

Le financement, limité par 50% de quota, se partageait en deux tranches égales. La procédure du déblocage de la première

⁶⁶"International Monetary Fund Launches New Temporary Facility", IMF Survey, le 3 mai 1993, p. 131.

⁶⁷La date n'était qu'une formalité parce que cette facilité de \$4 milliards a été déjà incluse dans le paquet de \$43 milliards annoncé le 15 avril par les leaders de G7 à Tokyo.

⁶⁸"International Monetary Fund Launches New Temporary Facility", IMF Survey, le 3 mai 1993, p. 129.

ressemblait à celle de la première tranche de crédit stand by: le pays devait juste démontrer ces intentions de poursuivre la politique de la stabilisation. Le déboursement de la seconde tranche, environ dans six mois, était conditionné par les résultats de monitoring du FMI.

En avril les négociations avec le FMI ont été renouvelées visant la qualification de la Russie pour la nouvelle facilité. Le programme de Fyododrov de mars 1993 a été accepté comme une plate-forme qui devrait stipuler la politique et fixer les objectifs acceptables pour le Fond. Un facteur important qui a renforcé la position de Moscou était que, finalement, le gouvernement a réussi à s'entendre avec la Banque Centrale et à persuader Gueratchenko, son chef, de limiter l'émission de crédit.

Le 22 mai le gouvernement russe et le FMI ont signé l'accord préliminaire sur la FTS. Le 30 juin le Conseil des Gouverneurs a approuvé la première tranche de \$1.5 milliard⁶⁹. Camdessus a justifié le délai de l'approbation de ce crédit par l'incertitude politique en Russie: "We waited to make sure Russia is committed to taking steps to slow inflation and control its budget deficit⁷⁰". Le déboursement de la seconde tranche a été conditionné par le progrès qui "continues to be made in

⁶⁹"IMF Board Approves Russian Loan", IMF Survey, le 12 juillet 1993, p. 209.

⁷⁰Cité par "Russia to Get \$1.5 Billion Loan", New York Times, le 1 juillet 1993, p. A6.

implementation of the policy program⁷¹".

La réaction en Russie, tout comme en 1992, variait mais la critique cette fois-ci était plus modérée. L'opposition se rendait compte de la nécessité de la stabilisation mais différents groupes d'opposition avançaient leurs propres plans de stabilisation "non-monétariste"⁷². Le chef de la Banque Centrale a dénoncé immédiatement les clauses de l'accord concernant l'émission de crédit⁷³.

Vue la situation politique explosive, surtout à partir de l'été 1993, la crédibilité du programme a été mise en danger immédiatement après le versement de l'argent. En juillet - août

⁷¹ibid.

⁷²Le groupe le plus puissant des "non-monétaristes" est l'"Union Civique" d'Arkady Volsky. L'Union représente les intérêts de l'industrie nationale, surtout du secteur militaire. Elle s'oppose à la politique de stabilisation macroéconomique du gouvernement et favorise "la transition contrôlée et graduelle". Le modèle chinois y sert d'exemple. Selon Volsky le gouvernement doit "se tourner vers la réalité" - absolument stabiliser la production même au prix de l'hyperinflation, qui sera contrecarrée par la relance économique. Le suspens de l'aide de l'Ouest est le moindre mal par rapport à la déindustrialisation et le chômage épidémiques. Volsky luttera pour le poste présidentiel en 1996. Voir Eric LOHR, "Arkadii Volsky's Political Base", Europe-Asia Studies, vol. 45, nr. 5, 1993, pp. 821- 825; "La Russie entre transition et désorganisation", Ramses 94, p. 222.

⁷³La doctrine de Volsky se réalisait dans la politique du chef de la Banque Centrale Victor Gueratchenko, qui depuis 1992 essayait de stabiliser la production par l'émission massive de crédits en brisant les accords du gouvernement avec le FMI sur la stabilisation macroéconomique. Sachs l'a nommé "the worst central banker in the world". John LLOYD, "New Guise for Russia's Great Survivor", Financial Times, le 28 mars 1994, p. 2; "La Russie entre transition et désorganisation", Ramses 94, p. 222.

le gouvernement et la Banque Centrale ont émis d'énormes crédits, pour la plupart à l'agriculture dont l'influence dans les couloirs du pouvoir s'est accrue fortement. Le 23-24 juillet la Banque Centrale, dans les traditions soviétiques des réformes monétaires confiscatives, a annulé les billets émis avant 1993 en liquidant sans avertir personne la zone de rouble. Cette mesure a provoqué un tollé général en Russie et dans les républiques de la zone de rouble⁷⁴. En août le parlement a adopté le budget qui, en cas de sa mise en pratique, définitivement, aurait poussé la Russie dans l'hyperinflation⁷⁵.

L'accord de juillet fixait la date du début des négociations sur le déboursement de la seconde tranche au 1 octobre 1993 mais le 23 septembre, en pleine crise à Moscou, Camdessus a annoncé que l'argent ne viendra pas avant 1994⁷⁶. Le gouvernement russe, espérant d'éviter un autre suspens du déboursement semblable à celle de 1992, a resserré dès septembre sa politique monétaire en profitant de la dissolution forcée du parlement qui, sans doute, l'aurait bloqué. Le gouvernement a entrepris une série de mesures sévères pour réduire l'inflation et le déficit aux chiffres fixés par le FMI: il a éliminé des subventions pour le pain et les importations, des crédits à faible intérêt à

⁷⁴"La Russie entre transition et désorganisation". Ramses 94. p. 226.

⁷⁵"Russia Turns Its Back on Parliament", The Economist, le 25 novembre 1993, p. 57.

⁷⁶Peter NORMAN, "IMF Chief Urges West to Give Financial Support", Financial Times, le 24 septembre 1993, p. 2.

l'industrie et les quotas et taxes sur l'exportation à l'exception de l'énergie⁷⁷. Cependant, le FMI ne se sentait pas rassuré. Camdessus était diplomatique:

In spite of the tremendous political turmoil in which this great country finds itself, the Russian authorities have been quite active in assembling a significant package of policies. I say "significant"; I do not say "sufficient"⁷⁸.

Le FMI voulait d'abord que ces mesures s'effectuent au complet et leur effet en forme de la réduction de l'inflation et du déficit se manifeste. Cela signifierait que les réformes en Russie se poursuivent et "a good prelude to our negotiation on the disbursement of the second tranche"⁷⁹. Ainsi, l'assistance à la Russie a été suspendue de nouveau comme en 1992.

Sans aller dans l'analyse des variables économiques, ce qui n'est pas l'objectif de notre recherche, nous pouvons constater que les accords avec le FMI en 1993 ainsi qu'en 1992 avaient pour la Russie une signification plutôt politique qu'économique. Ils débloquaient des paquets d'assistance occidentale, où le rééchelonnement de la dette officielle était un des points centraux et dont la procédure exigeait absolument l'accord avec le FMI. Les accords aussi envoyaient les messages à la

⁷⁷Peter NORMAN, "Russia Hopes to Stabilize Budget Soon", Financial Times, le 27 septembre 1993, p. 2; "Camdessus Welcomes Growing Consensus on Growth-Oriented Strategy", IMF Survey, le 11 octobre 1993, p. 306.

⁷⁸"Camdessus Welcomes Growing Consensus on Growth-Oriented Strategy", IMF Survey, le 11 octobre 1993, p. 306.

⁷⁹ibid.

communauté économique mondiale, les investisseurs y compris, que le pays était sur la bonne voie. Naturellement, la suspension des programmes d'assistance du Fonds, quoi qu'il en soit les raisons, était au grand détriment de la Russie.

4. 1994: la stabilisation?

En octobre 1993 - janvier 1994 le FMI attendait avec patience les résultats de la politique de stabilisation en Russie que le Fonds pourrait considérer comme suffisants. Grâce aux coupures des dépenses budgétaires la Russie a terminé 1993 avec l'inflation et le déficit relativement bas mais le FMI n'était pas impressionné⁸⁰. La victoire remportée par Eltsin en octobre 1993 a suscité les espoirs que les réformateurs aient consolidés leur pouvoir et que, enfin, ils soient en plein contrôle du processus des réformes. Toutefois, les élections de décembre 1993 avec la montée inattendue de Girinovsky, l'ultra-nationaliste, le départ du gouvernement de Gaïdar et Fyodorov en janvier 1994, la sortie du prison en fanfare des leaders de la révolte d'octobre⁸¹ en février ont dissipé ses espoirs.

L'Ouest se débatait si les réformes en Russie étaient déjà mortes et s'il fallait parler plus ferme avec Moscou en ce qui concerne la conditionalité politique. Zbigniew Brzezinski, ancien

⁸⁰En décembre 1993 l'inflation mensuelle était réduite de 20-25% en été jusqu'à 12%, mais le FMI voulait voir 8%. "Camdessus Describes IMF's Support for Russia", IMF Survey, le 7 février 1994, pp. 47.

⁸¹Voir Leyla BOULTON "Yeltsin Weakened by Rebels' Pardon", Financial Times, le 28 février 1994, p. 2.

conseiller de Reagan sur la sécurité nationale, a constaté que "Russian political culture is still far from accepting the principle of compromise as the basis for political discourse"⁸² et a qualifié la politique américaine dans la région ex-soviétique centrée sur la Russie de "historical amnesia"⁸³. Cependant les leaders du G7 se sentaient obligés de donner son appui politique a Eltsin en forme de l'assistance économique et, en même temps, ils cherchaient une assurance préalable que le gouvernement se tient toujours au cours des réformes. L'accord avec le FMI devrait servir de cette assurance. A ce sujet nous pouvons noter que le fait que les pays du G7 intervenaient souvent dans les négociations entre le FMI et la Russie pour les faire sortir de l'impasse signifie que la focalisation du Fonds sur la conditionalité économique le rendait parfois sourd aux réalités politiques du pays. Les accusations de Sachs que le FMI manquait le leadership nécessaire semblent, jusqu'à certain degré, être justifiées⁸⁴.

En février le gouvernement russe a reçu le message de la

⁸²Zbigniew BRZEZINSKI, "Premature Partnership", Foreign Affairs, mars-avril 1994, pp. 71-72. Voir aussi Yuri AFANASIEV, "Russian Reform is Dead", Foreign Affairs, mars-avril 1994, pp. 21-28; Stephen SESTANOVITCH, "Russia Turns the Corner", Foreign Affairs, janvier-février 1994, pp. 83-99 .

⁸³Zbigniew BRZEZINSKI, "Premature Partnership", Foreign Affairs, mars-avril 1994, p. 75.

⁸⁴Jeffrey SACHS, "Life in the Economic Emergency Room", dans John WILLIAMSON, éd., The Political Economy of Polics Reform, Washington D.C.: Institute for International Economics, 1994, p. 504.

part du G7 que le nouveau rééchelonnement⁸⁵ serait négocié seulement avec l'accord signé avec le FMI⁸⁶. Aussi en février le gouvernement russe a invité à Moscou une équipe des experts du Fonds pour les négociations sur le programme acceptable pour eux qui permettrait le déboursement de la seconde tranche de FTS. Le Fonds, étant aussi sous la pression du G7⁸⁷, a promis que sa mission serait "open minded in economic policy talks with the government" mais a prévenu que les négociations seraient difficiles⁸⁸.

Le point central des négociations n'était plus comme en 1992 et 1993 les chiffres: l'inflation, déficit, émission de crédits etc., mais la capacité politique du gouvernement de mettre en

⁸⁵L'accord précédent de 1993 s'expirait en avril 1994. En 1994 la Russie devait payer aux crédateurs officiels \$20.5 milliards tandis que la Russie a pu trouver seulement \$4.1 milliards pour servir la dette et cela sans compter \$26 milliards pour les crédateurs privés l'accord avec qui la Russie négocie depuis 1992. Voir Leyla BOULTON, "Russia Wins Deal on Debt Rescheduling", Financial Times, le 5 juin 1994, p. 2.

⁸⁶Selon Financial Times "The G7 ministers were clearly keen to give strong political support to the reform process, and expressed some reassurance over those commitments. But many remained profoundly sceptical about the Russian government's ability to meet its targets. That is why they are insisting so firmly on an early IMF agreement". Quentin PEEL, Christopher PARKER, Emma TUCKER, "G7 Ties Russian Debt to Accord With IMF", Financial Times, le 28 février 1994, p. 2. Voir aussi Leyla BOULTON, "Embattled Yeltsin Faces G7 Pressure", Financial Times, le 28 février 1994, p. 1.

⁸⁷John LLOYD, "IMF Chief Steps Into Russia's Gathering Economic Storm", Financial Times, le 17 mars 1994, p. 2; "Now for Turning Water into Wine", The Economist, le 26 mars 1994, p. 61.

⁸⁸George GRAHAM, "IMF Warns of Difficulties Over Future Russian Loan", Financial Times, le 2 février 1994, p. 2.

place le programme en question⁸⁹. Le gouvernement russe a présenté le budget pour 1994 avec les dépenses 180 trillions de roubles et les revenus 120 trillions ce qui devrait permettre vers la fin de l'année de sortir sur le taux d'inflation mensuelle de 5-7%⁹⁰. Cela imposait sur le gouvernement une tâche politique qui, prenant en considération l'expérience de deux dernières années, semblait gigantesque: assurer les recettes fiscales augmentées, résister à la pression des lobbies énergétique, militaire et agraire qui ont souffert de grosses coupures dans le nouveau budget, et faire passer ce budget dans le parlement⁹¹.

Le 18 mars Camdessus est arrivé à Moscou pour finaliser l'accord, qui a été signé après cinq jours des négociations difficiles. Selon The Economist:

Its seal of approval could help to stem the flight of capital from Russia and open the way for more money to flow into the country - starting with a stand by credit

⁸⁹Selon Izvestia : "Le FMI, en principe, peut accepter les chiffres de l'inflation vers la fin de l'année de 7-8% au lieu de 3-5% sur lesquels le Fonds normalement insiste, et avec le déficit du budget de 10.2%. Le Fonds trouve aussi acceptable le volume de crédit de la Banque Centrale pour couvrir le déficit budgétaire - 5% du PIB. Tout cela témoigne que les milieux financiers internationaux sont prêts à tenir compte des spécificités russes. Mais la question majeure pour le G7 et le FMI reste ouverte: comment les autorités russes vont aboutir à ces objectifs" Alexcey PORTANSKY, "Les négociations entre la Russie et le FMI sont dans l'impasse, tandis que le crédit espéré est déjà inclu dans le budget" (traduction de l'auteur), Izvestia, le 19 mars 1994, p 2.

⁹⁰John LLOYD, "Camdessus Gambles on Russia's Unlikly Reformist", Financial Times, le 24 mars 1994, p. 2.

⁹¹John LLOYD, "Russia and IMF Unable to Agree on \$1 Sbn Loan", Financial Times, le 21 mars 1994, p. 1.

of up to \$4 billion from the Fnd itself, and leading perhaps to the stream of private capital that would be the surest sign that Russia is really on the right path⁹².

L'accord a été perçu par certains observateurs, sceptiques en ce qui concerne les intentions réformistes de Tchernomyrdin, largement considéré à l'Ouest comme anti-réformateur, comme "gambling"⁹³. L'ex-ministre des finances Fyodorov a brusquement critiqué le Fonds de mauvais choix du moment pour la signature de l'accord:

When Yegor Gaidar's government was pushing forward in 1992, the West was deliberating. When progress was being made in 1993, we discussed stabilisation targets. But now Vladimir Zhirinovsky, the extreme nationalist is elected to parliament, the West talks of disbursement⁹⁴.

Le cours des événements du printemps-été 1994 a démontré que l'accord a coûté cher à la Russie⁹⁵. En avril - mai, quand la

⁹²"Now for Turning Water into Wine", The Economist, le 26 mars 1994, p. 61.

⁹³Financial Times a cité un officiel américain: "Camdessus was between two cliffs. At the foot of one is written: You lost Russia. At the foot of the other: You are fool for believing Chernomyrdin. He preferred to take the risk of looking like a fool". John LLOYD, "Camdessus Gambles on Russia's Unlikely Reformist", Financial Times, le 24 mars 1994, p. 2.

⁹⁴Boris FYODOROV, "Dangers of Western Gullibility", Financial Times, le 28 mars 1994, p. 10.

⁹⁵voir: "Bleak Statistics, Bleak Politics", The Economist, le 14 mai 1994, pp. 52-53; John LLOYD, "Russia is in Deep Crises as Output Plunges by 25%", Financial Times, le 9 mai 1994, p. 2; John LLOYD, "Russia's Economic Calm Set to End", Financial Times, le 22 juin 1994, p. 4.

chute de production⁹⁶ et le non-paiement des salaires sont devenus dangereux, le gouvernement a demandé le FMI d'assouplir les termes de l'accord mais cette fois-ci, après avoir reçu le refus de la part du FMI et des pays de G7⁹⁷ il n'y avait pas des corrections introduites unilatéralement dans l'accord négocié⁹⁸.

En dépit de ces problèmes l'été 1994 a témoigné l'afflux assez inattendu des investissements étrangers. Selon les différentes estimations le volume de l'investissement pendant six mois de 1994 seulement atteint environ \$1-3 milliards où une bonne partie est des investissements de portfolio⁹⁹. Une rare tranquillité politique et le progrès lent mais assez sûr vers la stabilisation macroéconomique, accompagnées par la privatisation massive en cours sont les facteurs majeurs qui expliquent ce phénomène.

En constatant la croissance de l'afflux des capitaux étrangers en Russie il semble pertinent de se questionner est-ce que c'est véritablement une stabilisation qui est arrivée? Selon notre définition l'instabilité politique est une possibilité de

⁹⁶25% par rapport à 1993. Voir John LLOYD, "Russia in Deep Crisis as Output Plunges by 25%", Financial Times, le 9 mai 1994, p. 1.

⁹⁷Peter NORMAN, "G7 Warns Russia to Keep Economy on a Tight Rein", Financial Times, le 25 avril 1994, p. 1.

⁹⁸John LLOYD, "Yeltsin Aide wants Pledges to the IMF Relaxed", Financial Times, le 4 mai 1994, p. 2.

⁹⁹C'est beaucoup parce que le volume total des investissements étrangers pendant 1987-93 était environ \$5-10 milliards. Voir John LLOYD, "Foreign Investment Pours in", Financial Times, le 9 septembre 1994, p. 2.

modification des politiques gouvernementales qui sont capables d'affecter (normalement de façon négative) les résultats de l'activité des compagnies étrangères. Nous avons aussi constaté que la domination des approches mercantilistes dans la politique du gouvernement est le facteur destabilisant pour les FMN parce qu'elle signifie l'aggravation des conditions de l'activité de ces compagnies en Russie. Ainsi, compte tenu des facteurs qui expliquent la croissance des investissements étrangers, nous pouvons conclure que présentement nous n'avons pas en Russie une stabilisation politique dans le sens que nous la comprenons - les conditions favorables et stables pour l'activité des investisseurs étrangers - mais les préalables pour une telle stabilisation.

Il y a un nombre des indicateurs de cette préalable pour la stabilisation. La privatisation, le plus grand succès politique des réformateurs, en transférant 70% du potentiel économique du pays dans les mains privées, a créé une économie de marché large et bien diversifiée. La stabilisation macroéconomique a créé les conditions propices pour l'activité économique privée. La consolidation politique du régime de Eltsin a permis au gouvernement de poursuivre un cours politique plus indépendant. Le fait que le gouvernement a réussi à résister la pression des industriels, ceux militaires avant tout, en printemps 1994 quand il coupait les dépenses budgétaires en conformité avec le programme adopté par le FMI est significatif. Tout cela crée une base pour que le gouvernement améliore radicalement le régime

pour les investisseurs étrangers. Certains facteurs indiquent que le gouvernement envisage déjà ce scénario: en mai 1994 le président a passé au parlement le projet de la loi sur les ressources naturelles désignée de faciliter la participation étrangère¹⁰⁰; en juillet quelques projets des modifications fiscales qui donneraient aux entreprises étrangères (au moins 30% de la participation étrangère) l'exemption de la taxe sur le revenu pendant deux années¹⁰¹ et qui vont aussi exempter l'équipement importé, acheté pour les crédits étrangers, de la TVA¹⁰²; l'abolition des restrictions sur l'activité des banques étrangères en Russie est une question des mois; probablement dès le 1 janvier l'exportation du pétrole deviendra libre des restrictions; en juillet le premier ministre a rencontré les représentants du capital étranger et a promis que les rencontres seraient régulières.

Evidemment, le progrès est très volatile. Le boom d'investissement encourageant se déroule, néanmoins, sur le fond de la chute de production, des salaires non-payés, les villes

¹⁰⁰John LLOYD, "Yeltsin Dismisses Draft Law to Build up Oil Investment", Financial Times, le 5 août 1994, p. 2; "Les autorités aggravent la vie des pétroliers" (traduction de l'auteur), Finansovye izvestia, le 16-22 juin 1994, p. IV.

¹⁰¹The Economist Intelligence Unit, business report, Russia, nr. 2, 1994, p. 18.

¹⁰²En avril 1994 le service fiscal a essayé d'imposer une taxe de 23% sur les crédits donnés par les gouvernements étrangers et organisations multilatérales au secteur pétrolier russe. Voir "Le chaos fiscal bloque l'afflux des investissements" (traduction de l'auteur), Finansovye izvestia, le 16-22 juin 1994, p. IV.

Arctiques privées des subventions pour l'hiver, des coupures sociales douloureuses et de la dette inter-entreprise croissant. La revue East European Markets, en analysant les méthodes du gouvernement de la réduction des dépenses budgétaires pour assurer la mise en place des objectifs stipulés dans l'accord avec le Fonds - pour la plupart le non-paiement aux entreprises, les arriérées des salaires dans les secteurs budgétisés et l'élimination des investissements considérés essentiels - a constaté que c'est une "time bomb which will eventually explode in the hands of Yeltsin and his government¹⁰³". Cette façon de couper les dépenses inquiète plusieurs, les experts du FMI y compris¹⁰⁴. The Economist Intelligence Unit prédit:

If economic conditions worsen over the coming quarter, the present period of relative political stability could end. Although the government is trying to put together an economic programme, there is still no consensus about the reform in the Duma. Meanwhile, over 40% of the Russian population is living below the official poverty line¹⁰⁵

Ainsi, vue la situation volatile la question la plus importante est toujours la suivante : est-ce que la bombe va exploser, et si oui, quand?¹⁰⁶

¹⁰³"IMF Compromise - or Bad Deal?", East European Markets, le 1 avril 1994, p. 8.

¹⁰⁴John LLOYD, "Russia Glimpses Heaven Through Hell", Financial Times, le 9 septembre 1994, p. 2.

¹⁰⁵The Economist Intelligence Unit, country report, Russia, nr. 2, 1994, p. 3.

¹⁰⁶ibid.

5. Conclusion.

Après avoir analysé en détail les rapports entre le gouvernement russe et le FMI pendant 1992-94 et la dynamique de la réalisation des programmes formulés en concordance avec l'orthodoxie monétariste du Fonds et bénis par le G7 nous pouvons conclure que le FMI a contribué beaucoup à la réduction des risques politiques en Russie. Les ressources financières du FMI ont joué leur rôle mais ce n'était pas le facteur central¹⁰⁷. Commentant l'accord avec le FMI en mars 1994 sur le déblocage de la seconde tranche de FTS, l'ex-ministre des finances russe Fyodorov a noté:

The \$1.5bn is immaterial to Russia given the scale of its problems, and would be eaten up in a matter of minutes. Its importance is that it would be taken as a seal of approval on "corrections" to the policy¹⁰⁸.

Nous concluons, donc, que l'assistance du Fonds est de nature politique. Il est l'élément pivot de l'assistance économique des pays du G7 à la Russie en tant que l'institution de référence; l'engagement du Fonds dans la politique économique

¹⁰⁷En même temps \$4 milliards de FMI versés à la Russie ne sont pas négligeables. En mars 1994 Izvestia a écrit: "Bien sur, le versement de l'argent [\$1.5 milliard de la seconde tranche de FTS] a le caractère plutôt politique, c'est le critère d'en quelle mesure l'Ouest est prêt à aider aux réformes en Russie mais il ne faut pas oublier que \$1.5 milliard c'est l'argent saisissable, qu'on peut utiliser immédiatement tandis que les revenus il faut d'abord accumuler" (traduction de l'auteur), Aleksey PORTANSKY, "Les négociations avec le FMI sont dans l'impasse tandis que le crédit espéré est déjà inclu dans le budget" (traduction de l'auteur), Izvestia, le 19 mars 1994, p. 2

¹⁰⁸Boris FYODOROV, "The Dangers of Western Gullibility", Financial Times, le 28 mars 1994, p. 10.

du pays rassure le capital international. Par ses programmes de stabilisation et son appui de l'élite politique libérale et pro-occidentale le Fonds contribue à la formation en Russie du climat politique approprié pour les investissements étrangers. Les recettes du Fonds, ayant un certain impact négatif dont notre analyse de la période de 1992-93 le témoigne, contribuent grosso modo à la stabilisation politique. Les tendances positives vers la stabilisation en 1994, suivie par la croissance des investissements étrangers le confirment.

Les programmes du FMI, entamés par sa philosophie libérale, imposent sur les nouvelles élites russes "a framework of thought and guidelines for policies¹⁰⁹" orientés vers les impératives de la globalisation. Ainsi, dans le sens de Robert Cox le FMI contribue à la formation en Russie d'une "transnational managerial class" qui constitue le coeur de la nouvelle structure sociale globalisée dont l'émergence est propulsée par les nouvelles formes de l'organisation de production à l'échelle mondiale¹¹⁰.

¹⁰⁹Robert COX, "Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory", dans Robert KEOHANE, éd. Neorealism and Its Critics, New York: Columbia University Press, 1986, p. 234.

¹¹⁰Robert COX, "Structural Issues of Global Governance: Implications for Europe", dans Steven GILL, éd., Gramsci, Historical Materialism and International Relations, Cambridge: Cambridge University Press, 1993, p. 261.

Conclusion

Avec la fin de la guerre froide, la globalisation ne se présente toujours pas comme un processus inévitable. Selon notre argumentation théorique le capital international est la force de la globalisation et de l'intégration d'un pays dans l'économie monde. Nonobstant, l'acceptation des normes libérales par les pays post-socialistes n'assure pas toujours les pratiques favorables à l'implication des investissements étrangers. Nous avons vu que face à la situation instable en Russie, l'Etat s'est avéré incapable de gérer la crise et ainsi d'assurer les conditions adéquates pour l'implication sérieuse du capital international. De plus, les conditions de l'activité des investisseurs étrangers s'aggravaient constamment à cause du changement défavorable de la balance des forces au sein du régime au pouvoir, ce qui, à son tour, a été causé par la crise aiguë économique, répercussion douloureuse de la transition. Ainsi, nous avons conclu que l'assistance extérieure était nécessaire pour donner à l'Etat russe les moyens de gérer la crise et de stabiliser la situation politique afin d'assurer les conditions propices pour les investisseurs.

Notre investigation de cette aide occidentale a montré que les leaders des pays du G7 étaient assez lents dans l'organisation de l'assistance économique adéquate à cause, peut être, des stéréotypes politiques et des contraintes internes, celles budgétaires en premier lieu et n'ont pas réagi de façon adéquate à la nouvelle conjoncture politique qui s'est formée en Russie (alors

l'URSS) dès automne 1991. L'expérience des années 1992-93 de la formation des grands paquets d'assistance compréhensive, a révélé des défauts qui réduisaient leur efficacité. En dépit des chiffres impressionnants les paquets étaient faiblement coordonnés, centrés sur la conditionalité politique et contribuaient peu aux réformes ou à la stabilisation politique. Au contraire, l'aide du G7 augmentait considérablement l'endettement extérieur du pays ce qui, en totalité, endommageait les positions politiques du gouvernement formé, pour la plupart, des personnalités d'orientation politique libérale.

Par contre les engagements du Fonds monétaire international se sont avérés beaucoup plus efficaces et mieux orientés à la stabilisation politique. L'efficacité du Fonds consistait non seulement en sommes de l'argent versé qui faisait parti des paquets d'assistance formés par les pays du G7, mais en ses programmes de stabilisation macroéconomique mis en vigueur en Russie par le mécanisme de la conditionalité. Compte tenu de l'idéologie libérale du FMI, ces programmes, qui formellement avaient des objectifs purement économiques, tels les taux d'inflation vers la fin de l'année ou le montant du déficit budgétaire, envisageaient en réalité la mise en place en Russie d'un régime économique et politique libéral. Ce régime serait le plus favorable à l'activité du capital international, grâce à qui la Russie pourrait s'inscrire dans la dynamique de la globalisation. De fait nous avons constaté une croissance relative de l'afflux des capitaux en Russie suite aux modernisations des programmes du FMI en 1993 .

Ainsi, l'analyse faite nous a permis de conclure qu'à l'ère de la globalisation, où l'intégration de la Russie avec ses spécificités historiques passe par des médiations des forces extérieures, l'engagement du Fonds monétaire s'avère la plus efficace pour l'intégration de la Russie dans l'économie monde vue son aptitude à encourager l'investissement étranger.

En même temps nous avons constaté que l'imposition des programmes du Fonds monétaire de stabilisation macroéconomique et, en réalité de la transformation libérale rapide, renforce une tendance contestataire. La stabilisation macroéconomique, désignée par le FMI et qui s'effectue en Russie, est socialement douloureuse et, souvent, politiquement coûteuse pour le régime. Le mécontentement social et l'opposition politique qu'elle provoque pourraient mettre en cause la survie politique du régime réformiste et la continuité même des réformes.

En dépit de cette critique, présentement, la Russie, pour la première fois dès le début des réformes s'est approchée de la stabilisation. Selon The Economist:

Russia is now closer to establishing a stable economy and normal politics than at any time since it emerged from the rubble of the Soviet Union¹.

En Russie à présent on constate les préalables de la stabilisation: la consolidation du régime politique relativement libéral, le progrès des réformes structurelles (dont la plus remarquable est la privatisation) et le succès de la stabilisation macroéconomique.

¹"Who Runs Russia?", The Economist, le 25 juin 1994, p. 47.

Ces facteurs pris ensemble ont assuré la croissance des investissements en économie russe que nous avons constaté. Bien qu'encore fragile, la consolidation de ces facteurs nous permet de conclure qu'ils sont capables d'assurer la stabilisation dans le sens accepté dans la recherche - les conditions propices pour l'implantation du capital international, ce qui assurera, à son tour, l'intégration du pays dans l'économie monde.

Bibliography

LIVRES ET CHAPITRES

- AMIN, Samir, L'accumulation à l'échelle mondiale, Paris: Anthropos, 1969.
- ANDREFF, Wladimir, La crise des économies socialistes: la rupture d'un système, Grenoble: PUG, 1993.
- ANISIMOV, Evgueny, The Reforms of the Peter the Great: Progress Through Coercion in Russia, New York: M.E. Sharpe, 1993.
- ARMENDARIZ, Beatriz, The G7 Joint-and -Several Blunder, Princeton N.J.: Princeton University Press, 1993.
- BOGUSLAVSKY, Mark, Le statut légal des investissements étrangers (traduction de l'auteur), Moscou: Sovinteryour, 1993.
- COX, Robert, Production, Power and World Order - Social Forces in Making History, New York: Columbia University Press, 1987.
- COX, Robert, "Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory", dans Robert KEOHANE, éd, Neorealisme and Its Critics, New York: Columbia University Press, 1986, pp. 204-217.
- COX, Robert, "Structural Issues of Global Governance: Implications for Europe", dans Steven GILL, Gramsci, Historical Materialism and International Relations, Cambridge: Cambridge University Press, 1993, pp. 258-282.
- CHRISTENSEN, Bendicte Vibe, The Russian Federation in Transition. External Development, Washington D.C.: IMF, occasional paper 111, février 1994.
- DUNSTAN, John, Path to Excellence and the Soviet School, NFER Publishing Company, 1978.
- EDEN, Lorraine, Evan POTTER, Multinationals in the Global Political Economy, New York: St. Martin Press, 1993.
- HEWETT, Alexander, Clifford GADDY, Open for Business: Russia's Return to the Global Economy, Washington D.C.: Brookings Institution, 1992.
- HOOGVELT, Ankie, "The International Division of Labour", dans Robert BUSH, éd., The World Order - Socialist Perspectives, Oxford: Policy Press, 1987, pp. 65-84
- LAVIGNE, Marie, L'Europe de l'Est: du plan au marché, Paris: Liris, 1992.
- LAUX, Jeanne Kirk, "The Changing World Economy: States in

Competition", dans Robert MATTHEWS, International Conflict and Conflict Management, Scarborough, Ont: Prentice Hall, Canada, 1989, pp. 353-362.

LAUX, Jeanne Kirk, Reform, Reintegration and Regional Security. The Role of Western Assistance in Overcoming Insecurity in Central and Eastern Europe, Ottawa: Canadian Institute for International Peace and Security, working paper 37, octobre 1991.

LENIN, Vladimir, Imperialisme, the Highest Stage of Capitalism, Peiking: Foreign Language Press, 1973.

LIZONDO, Saul, "Foreign Direct Investment", dans Determinants and Systemic Consequences of International Capital Flows, Washington D.C.: IMF, occasional paper 5, mars 1994, pp. 68-82.

MATTHEWS, Mervy, Education in the Soviet Union, Londre: George Allen & Unwin, 1982.

MCMILLAN, Carl, Foreign Investments in Russia: Soviet Legacies and Post-Soviet Prospects, Ottawa: Centre for Research on Canadian-Russian Relations, Carleton University, occasional paper 5, mars 1994.

MICHALET, Charles-Albert, Le capitalisme mondial, Paris: PUF, 1985, deuxième édition.

MICHALET, Charles-Albert, "Strategic Partnership and the Changing Internationalization Process", dans Lynn Krieger MYTELKA, éd., Strategic Partnerships. States, Firms and International Competition, Rutherford, Madisson, Teaneck, Fairleigh Dickinson University Press, 1991, pp. 35-50.

OHLIN, Bertil, La politique du commerce extérieur, Paris: Dunod, 1955.

OHLIN, Bertil, "The Theory of Trade", dans Paul SAMUELSON, Heckscher - Ohlin Theory, Londre, Cambridge (USA): The MIT Press, 1991, pp. 71-214.

PAULY, Louis, "Promoting a Global Economy: The Normative Role of the International Monetary Fund", dans Richard STUBBS, Jeffrey UNDERHILL, Political Economy and the Changing Global Order, New York: St. Martin Press, McMillan Press 1994, pp. 204-215.

SACHS, Jeffrey, "Life in the Economic Emergency Room", dans John WILLIAMSON, éd., The Political Economy of Policy Reform, Washington D.C.: Institute for International Economics, 1994, pp. 504-522.

SHERR, Alan, Ivan KOROLEV, Igor FAMINSKY, Tatyana ARTEMOVA, Yevguenia YAKOVLEVA, éd, International Joint Venture. Soviet and Western Perspectives, New York: Quorum Books, 1991.

SMYSLOV, Dmitry, Le Fonds monétaire international: les tendances contemporaines et nos intérêts (traduction de l'auteur), Moscou: Financy i statistika, 1993.

STOPFORD, John, Susan STRANGE, John HENLEY, Rival States, Rival Firms. Competition for World Market Share, Cambridge: Cambridge University Press, 1991.

VERNON, Raymond, Sovereignty at Bay, New York: Basic Books, 1971.

VERNON, Raymond Louis WELLS, Manager in the International Economy, Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall, 1986.

WALLERSTEIN, Immanuel, The Modern World-System. Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteen Century, New York: Academic Press, 1976.

WALLERSTEIN, Immanuel, Système du monde, vol. 1, Capitalisme et économie monde, Paris: Flammarion, 1980.

ARTICLES

"Absurdistan", The Economist, le 21 août 1993, pp. 40-41.

AFANACIEV, Yuri, "Russian Reform is Dead", Foreign Affairs, vol. 72, nr. 2, mars-avril 1994, pp.21-28.

"A Few Dollars More", The Economist, le 10 avril 1993, pp. 51-52.

"Arctic Oil Development", East European Markets, le 21 mai 1994, p. 11.

ASLUND, Anders, "Russia's Success Story", Foreign Affairs, vol. 73, nr. 5, septembre-octobre 1994, pp. 58-71.

ASTAPOVITCH, Alexandre, "Est-ce que la Russie a besoin d'investissements étrangers?" (traduction de l'auteur), Interlink, nr. 4, 1992, pp. 112-124.

ASTAPOVITCH, Alexandre, Léonid GRIGORIEV, "Les investissements étrangers en Russie: les problèmes et les solutions" (traduction de l'auteur), Mirovaya ekonomika i mezhdunarodnye otnochenia, nr. 5, 1993, pp. 17-29.

"Battling On", The Economist, le 29 janvier 1994, p. 23.

BENETT, Rosemary, "Plenty of Money But Few Deals", Euromoney, avril 1993, pp. 86-98.

"Bleak Statistics, Bleak Politics", The Economist, le 14 mai 1994,

pp. 52-53.

BRAGINA, Elena, "Post-Soviet Society and the Third World: Economic Aspects", Problems of Economic Transition, mai 1993, pp. 18-22.

BRETTON, Gill, "Mondialisation et science politique: la fin d'un imaginaire?", Etudes internationales, vol. XXIV, nr. 3, septembre 1993, pp. 533-548.

"Bretton Woods Committee Focuses on International Assistance to Russia", IMF Survey, le 6 juillet 1992, pp. 209, 216-218.

BRZEZINSKI, Zbigniew, "Premature Partnership", Foreign Affairs, vol. 73, nr. 2, mars-avril 1994, pp. 67-82.

"Burdensome", The Economist, le 3 avril 1994, p. 49.

"Camdessus Describes IMF Support for Russia", IMF Survey, le 7 février 1994, pp. 33, 42-48.

"Camdessus Explains Special Association Agreement Between IMF and USSR", IMF Survey, le 14 octobre 1991, p. 293.

"Camdessus Expresses Confidence in Russia Economic Reform", IMF Survey, le 4 avril 1994, pp. 97-100.

"Camdessus Welcomes Growing Consensus on Growth-Oriented Strategy", IMF Survey, le 11 octobre 1993, pp. 303-306.

CHISHTI, Sumitra, "The Soviet Union and International Economic Organisations and Arrangements", International Studies, vol. 29, nr. 1, 1992, pp. 2-15.

"Cinderella Gorbachev", The Economist, le 20 juillet 1990, pp. 47-48.

Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, Economic Bulletin for Europe, nr. 45, 1993, chapitre 4, pp. 82-99.

Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, Economic Survey for Europe in 1993-94, chapitre 4, pp. 133-155.

COX, Robert, "La dialectique de l'économie monde en fin de siècle", Etudes internationales, décembre 1990, pp. 693-704.

CROCKETTE, Andrew, "The International Monetary Fund in the 1990s", Government and Opposition, vol. 27, nr. 3, été 1992, pp. 267-282.

"Cruel to Be Kind", The Economist, le 11 décembre 1993, pp. 23-25.
Jonathan HOFFMAN, "Russia Heads Out of the Road", Euromoney, juin 1994, pp. 114-115.

The Economist Intelligence Unit, country report Russia, nr. 4, 1992, nr. 3,4, 1993, nr. 1, 1994.

The Economist Intelligence Unit, business report, Russia, nr. 4, 1993

"Fiddling With the Taps", The Economist, le 16 juillet 1994, p. 58.

FRANK, Peter, "Power Struggle in Post Soviet Russia", The World Today, vol. 48, nr. 8-9, août-septembre 1992, pp. 155-158.

"From the Hot Seat", The Economist, le 25 avril 1994, pp. 17-18.

FUKUYAMA, Francis, "La fin de l'histoire?", Commentaire, nr. 47, automne 1989, pp. 457-469.

GLAZYEV, Serguey, Léonid MALKOV, "The Brain Drain and Soviet Consiousness", Problems of Economic Transition, octobre 1992, pp. 50-64.

GRIEVE, Malcolm, "International Assistance and Democracy: Assessing Efforts to Assist Post-Communist Development", Studies in Comparative International Development, vol. 27, nr. 4, hiver 1992-93, pp. 80-99.

"G7 Leaders Urge Strong IMF-Supported Policies in States of the Former USSR", IMF Survey, le 20 juillet 1992, pp. 225-226.

"G7 Ministers Finalize Debt Agreement With Soviet Union and Republics", IMF Survey, le 2 décembre 1991, pp. 363-364.

HOGGE, Robert Berton, "Russie: la nouvelle donnée politique", La documentation française, nr. 730, le 24 juin 1994.

"IMF Approves Billion-Dollar Credit for Russian Federation", IMF Survey, le 17 août 1992, pp. 257 et 267.

"IMF Official Critises Russia", East European Markets, le 25 juin 1993, pp. 7-8.

"IMF Supports a Bold and Credible Programme in Russia, Says Camdessus", IMF Survey, le 6 juillet pp. 220-224.

"IMF Talks With Russia Break Down", East European Markets, le 29 mai 1992, p. 8.

"In Praise of Gaidar", The Economist, le 4 avril 1992, p. 61.

"International Monetary Fund Launches New Temporary Facility", IMF Survey, le 3 mai 1993, pp. 129-135.

KHRONOS, Victor, "Russia Confronts a Choice", Problems of Economic

Transition, mai 1993, pp. 31-37.

KOÇOLAPOV, Nicolay, "La nouvelle Russie et la stratégie de l'Occident" (traduction de l'auteur), Mirovaya ekonomika i mezhdounarodnye otnochenia, nr. 3, 1994, pp. 42-51.

KRAPELS, Edward, "International Oil in a Changed World", International Affairs, vol. 69, nr. 1, janvier 1993, pp. 71-89.

LOGINOV, Vladimir, Klavdia GOUCEVA, Yuri SOKOLOV, "La politique d'investissement: les possibilités de la réalisation et les priorités" (traduction de l'auteur), Voprocy ekonomiki, nr. 9, 1993, pp. 74-81.

LOHR, Eric, "Arcadii Volsky's Political Base", Europe-Asia Studies, vol. 45, nr. 5, 1993, pp. 821-827.

MAKUSHKIN, Aleksey, "From Conversion to Deindustrialisation?", Problems of Economic Transition, janvier 1993, pp. 34-45.

MELLOW, Craig, "All Dressed Up and No Place to Go", Euromoney, avril 1994, pp. 30-37.

"Milestones on the Capitalism Road", Euromoney, juillet 1994, pp. 34-38.

MOMMEN, André, "Towards Peripheral Capitalism. Neo-Liberalism and the Economic Transformation of Eastern Europe", International Journal of Political Economy, vol. 23, nr. 1, printemps 1993, pp. 35-61.

"Not the Real Thing Yet", The Economist, le 12 mars 1994, pp. 58-59.

"Now for Turning Water Into Wine", The Economist, le 26 mars 1994, p. 61.

PARKER, Nicholas, Investing in Emerging Economies. A Business Guide to Official Assistance and Finance, Londres: The Economist Intelligence Unit, 1993.

PETRAKOV, Nicolay, "La crise de la réforme économique en Russie" (traduction de l'auteur), Voprocy ekonomiki, nr. 2, 1993, pp. 64-74.

PINEYE, Daniel, "L'aide à la Russie", Economie internationale, nr. 54, 1993, pp. 177-183.

POPOV, Nicolay, Raïça VOLKOVA, Vadim SAZONOV, "La vision des entrepreneurs des réformes économiques en Russie" (traduction de l'auteur), Mirovaya ekonomika i mezhdounarodnye otnochenia, nr. 6, 1993, pp.

"Progress in Sakhalin", East European Markets, le 27 mai 1994, pp. 11-12.

"Quiet Flows the Aid", The Economist, le 10 avril 1993, p. 52.

REZNIKOVA, Nina, "Les investissements étrangers dans l'économie de la Russie", Ekonomist, nr. 12, 1993, pp. 74-79.

"The Road to Ruin", The Economist, le 29 janvier 1994, pp. 24-27.

ROSS, George, "La solution nationale ou internationale des problèmes de la Russie" (publié en russe, traduction de l'auteur), Ekonomist, avril 1993, pp. 80-90.

"The Rouble Used as a Bomb", The Economist, le 31 juillet 1993, pp. 41-42.

RUDNICK, David, "First Sort Out the Banks", Euromoney, mars 1994, pp. 157-163.

"Russia Turns Its Back On Parliament", The Economist, le 25 septembre 1993, p. 57-59.

"Russia's Agenda for Business", Business Eastern Europe, le 6 décembre 1993, pp. 1-2.

"Russia's Bancruptcy Bears", The Economist, le 19 mars 1994, pp. 79-81.

"Russia's Hyperinflation Must Be Prevented, Says Camdessus", IMF Survey, le 22 février 1993, pp. 49-53.

"Russia: Stand By Agreement", IMF Survey, le 17 août 1992, p. 267.

"Russian Investment Boom", East European Markets, le 18 mars 1994, pp. 8-9.

"Russian Opposition to IMF Agreement", East European Markets, le 4 septembre 1992, pp. 8-9.

"Russian Unions Versus IMF?", East European Markets, le 29 mai 1992, p. 9-10.

"La Russie entre transition et désorganisation", Ramses 94, pp. 204-237.

"Russia's Crumbling Financial Pyramid", The Economist, le 30 juillet 1994, p. 67-68.

"Sale of the Century", The Economist, le 14 mai 1994, pp. 67-69.

"The Scramble for Russia", Euromoney, septembre 1993, pp.

SESTANOVICH, Steven, "Russia Turns the Corner", Foreign Affairs, vol. 73, nr. 1, janvier-février 1994, pp. 83-99.

"Sleeve-Rolling Time", The Economist, le 2 mai 1992, pp. 98-99.

STANISLAW, Joseph, Daniel YERGUIN, "Oil: Reopening the Door", Foreign Affaire, vol. 72, nr. 4, septembre-octobre 1993, 83-91.

STARR, Robert, "Structuring Investements in the CIS": Columbia Journal of World Business, automne 1993, pp. 12-19.

"States of the Former Soviet Union to Join IMF and World Bank", IMF Survey, le 11 mai 1992, pp. 145 et 154.

"Transformation of Former USSR Is Both Challenge and Opportunity", IMF Survey, le 27 avril 1992, pp. 129-134.

VETROV, Alexandre, Yuri TCHOURAKOV, "Comment la Russie peut-elle utiliser l'assistance extérieure?" (traduction de l'auteur), Mirovaya ekonomika i mezhdounarodnye otnochenia, nr 11, 1993, pp. 39-49.

"USSR and the IMF Agree on Special Association Terms", IMF Survey, le 14 octobre 1991, pp. 294-295.

"Weimar on the Volga", The Economist, le 18 décembre 1993, pp. 45-46

"Who Runs Russia?", The Economist, le 25 juin 1994, pp. 47-49.

"What Yetsin Must Do", Business Week, le 18 octobre 1993, pp. 22-26.

YAVLINSKY, Grigory, "Sur la nouvelle politique du gouvernement" (traduction de l'auteur), Voprocy ekonomiki, nr. 2, 1993, pp. 112-119.

RAPPORTS

CAMDESSUS, Michel, Economic Transformation in the Fifteen Republics of the Former USSR: a Challenge or an Opportunity for the World?, Washington D.C.: IMF, 1992.

The Fund for Democracy and Development, A New Strategy for United States Assistance to Russia and the Newly Independent States, Washington D.C.: le 10 janvier 1994

GAIDAR, Yegor, Grigory MATUIKHIN, "Memorandum on the Economic Policy of the Russian Federation", Problems of Economic Transition,

novembre 1992, pp. 6-24.

International Monetary Fund, The World Bank, Organisation for Economic Co-operation and Development, European Bank for Reconstruction and Development, A Study of the Soviet Economy, Paris: OCDE, février 1991.

International Monetary Fund, World Economic Outlook, mai 1994.

LAUX, Jeanne Kirk, Post Cold War Political Economy: Back to Bretton Woods, présenté à la conférence annuelle de l'association canadienne de la science politique à l'Université de Calgary, Alberta, le 11-14 juin 1994.

POPOV, Vladimir, The Russian Economy in 1993: the Failure of Shock Therapy and the Threat of Hyperinflation, Toronto: C.D. Howe Institute, 1993.

RODLAUER, Marcus, The Experience With IMF - Supported Reform Programs in Central and Eastern Europe, Varsovie: bureau du FMI en Pologne, mars 1994.

SACHS, Jeffrey, Russia's Struggle With Stabilisation: Conceptual Issues and Evidence, Washington D.C.: Banque Mondiale, présenté à la conférence annuelle sur le développement, le 28-29 avril 1994.

Septième congrès des députés du peuple de la Fédération de Russie, (traduction de l'auteur) Moscou, le 1 décembre 1992.

The Economist, Sisters in the Wood. A Survey of the IMF and the World Bank, le 12 octobre 1991.

Standing Committee on External Affairs and International Trade, Strategic Choices: Canadian Policy Towards the New Republics of the Former Soviet Union, Ottawa, 1992.

ZECCHINI, Salvatore, The Assistance of International Financial Institutions to the Transition Process, Secrétariat Général de OCDE, Paris, avril 1994.

DOCUMENTS LEGAUX

Le décret du présidium du Soviet Suprême de l'URSS du 13 janvier 1987 "Sur les questions liées à la formation et le fonctionnement sur le territoire soviétique des entreprises mixtes, organisations et associations internationales avec la participation soviétique et étrangère" (traduction de l'auteur), publié dans Les Nouvelles du Soviet Suprême de l'URSS (traduction de l'auteur), nr. 2, 1987, pp. 30-35.

Le décret du Conseil des ministres de l'URSS nr. 1405 du 2 décembre 1988 "Sur le développement ultérieur des relations économiques internationales des entreprises d'Etat, des cooperatives et d'autres entreprises, associations et organisations" (traduction de l'auteur), publié dans Les Nouvelles du Soviet Suprême de l'URSS (traduction de l'auteur), nr. 9, 1989, p. 202.

Le décret du Conseil des ministres de l'URSS nr. 203 du 7 mars 1989 "Sur les moyens de la régulation de l'activité économique étrangère" (traduction de l'auteur).

La loi de la Fédération de Russie "Sur les investissements étrangers dans la RSFSR" (traduction de l'auteur) adoptée le 4 juillet 1991, publiée dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 1, pp. 403-409.

La loi de l'URSS "Sur les investissements étrangers dans l'URSS" (traduction de l'auteur) adoptée le 4 juillet 1991, publiée dans Les Nouvelles du Soviet Suprême de l'URSS, nr. 34, 1991, pp. 970-979.

La loi de la Fédération de Russie "Sur les principes de base du système fiscal de la Fédération de Russie" (traduction de l'auteur) adoptée le 27 décembre 1991, publiée dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 1, pp. 3-18.

La loi de la Fédération de Russie "Sur la taxe sur la valeur ajoutée" (traduction de l'auteur) adoptée le 6 janvier 1992, publiée dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 1, p. 103-113.

L'instruction de service fiscal d'Etat nr. 20 du 27 mai 1993 "Sur la taxation des revenus des personnes juridiques étrangères" (traduction de l'auteur), publiée dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 2, pp. 81-103. .

Le décret du président de la Fédération de Russie nr. 629 du 14 juin 1992 "Sur la modification de l'ordre de la vente obligatoire de la partie des revenus en devise et le paiement des droits de douane" (traduction de l'auteur), publié dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 1, pp. 314-317.

"Le programme du gouvernement de la Fédération de Russie de l'approfondissement des réformes économiques" (traduction de l'auteur), publié dans Voprocj ekonomiki, nr. 8, 1992, pp. 122-132.

Le décret du gouvernement de la Fédération de Russie nr. 218 du 14 mars 1993 "Sur la procédure de l'exportation du pétrole, du gaz et des produits de leur traitement" (traduction de l'auteur), publié dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol.1, pp. 293-294.

Le code douanier de la Fédération de Russie (adopté le 18 juin 1993), publié dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 2, pp. 209-406.

L'Ordre du Comité du contrôle douanier de la Fédération de Russie nr. 332 du 26 août 1993 "Sur les marchandises produites par les entreprises avec la participation étrangère" (traduction de l'auteur), publié dans Ekonomika i jizn, nr. 26, septembre 1993, p. 16

Le décret du président de la Fédération de Russie nr. 1466 du 27 septembre 1993 "Sur l'amélioration du travail avec les investissements étrangers" (traduction de l'auteur), publié dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 1, pp. 425-427.

Le décret du Conseil des ministres - gouvernement de la Fédération de Russie nr. 1185 du 19 novembre 1993 "Sur les changements des taux de taxe sur certains produits importés sur le territoire de la Fédération de Russie" (traduction de l'auteur), publié dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, 1994, vol. 2, pp. 601-603.

Le décret du président de la Fédération de Russie nr. 2270 du 22 décembre 1993 "Sur la modification de la taxation et des relations entre les budgets des niveaux différents" (traduction de l'auteur), publié dans Droit et l'activité économique internationale (traduction de l'auteur), Moscou: Kontrakt, vol. 2, pp. 188-198.

L'ordre du gouvernement de la Fédération de Russie nr. 757 du 30 juin 1994 "Sur la procédure de l'identification des produits importés par les entreprises mixtes" (traduction de l'auteur), publié dans Ekonomika i jizn, nr. 28, juillet 1994, p. 5.

ARTICLES DES JOURNAUX

ALEXACHENKO, Serguey, "Au lieu des changements radicaux le renforcement du système fiscal" (traduction de l'auteur), Finansovye izvestia, le 27 septembre 1994, p. IV.

"Les autorités aggravent la vie des pétroliers", Finansovye izvestia, le 22 juin 1994, p. IV.

- BARBER, Lionel, "Yeltsin Signs Plan to Bring Russia Back Into Europe", Financial Times, le 25-26 juin 1994, p. 2.
- BASKOV, Vyatcheslav, "Et voila une caravane des poulets humanitaires qui arrive ou comment l'aide humanitaire s'inscrit en Russie dans le schema argent-produit-argent" (traduction de l'auteur), Literatournava gazeta, nr. 34, le 24 août 1994, p. 10.
- BOHLEM, Celestine, "Economis Furor Growing in Russia", New York Times, le 3 juin 1992, p. A11.
- BOHLEM, Celestine, "Russian Politicians Take Sides on Aid", New York Times, le 17 avril 1993, p. L5.
- BOHLEM, Celestine, "Top Bankers Quit in Rate Dispute", New York Times, le 2 juin 1992, p. A8.
- BOLMATOVA, Olga, "La discordance législative blesse l'oreille d'un investisseur étranger" (traduction de l'auteur), Finansovye izvestia, le 5 mai 1994, p. I
- BOULTON, Leyla, "Embattled Yeltsin Faces G7 Pressure", Financial Times, le 29 février 1994, p. 1.
- BOULTON, Leyla, "End of the Wild West Free-for-All", Financial Times, le 27 juin 1994, p. IV.
- BOULTON, Leyla, "From Revolution to Evolution", Financial Times, le 27 juin 1994, p. II.
- BOULTON, Leyla, "Russia Wins Deal On Debt Rescheduling", Financial Times, le 6 juin 1994, p. 2.
- BOULTON, Leyla, "Thrown in at the Deep End", Financial Times, le 27 juin 1994, p. V.
- BOULTON, Leyla, "Yeltsin Acts to Stimulate Russia's Economic Reform", Financial Times, le 24 mai 1994, p. 16.
- BOULTON, Leyla, "Yeltsin Decree Lifts Curbs on Foreign Banks", Financial Times, le 11-12 juin 1994, p. 2.
- BOULTON, Leyla, "Yeltsin Gives Reformers Cause to Hope", Financial Times, le 23 septembre 1993, p. 2.
- BOULTON, Leyla, "Yeltsin Weakened by Rebels' Pardon", Financial Times, le 28 février 1994, p. 2.
- "Bush Remarks on Aid to Kremlin and Plans for Summit", New York Times, le 12 décembre 1990, p. A22.

CHALNEV, Alexandre, "Un manque d'un milliard dans la caisse de l'assistance" (traduction de l'auteur), Izvestia, le 24 juin 1994, p. 3.

"Le chaos fiscal bloque l'afflux des crédits" (traduction de l'auteur), Finansovye izvestia, le 16-22 juin 1994, p. IV.

CHAUVIER, Jean-Marie, "Tourbillon de crises en Russie", Le monde diplomatique, octobre 1993, pp. 4-5.

CHMELEV, Nicolay, "La confiance est la catégorie économique", (traduction de l'auteur), Vek, le 27 mai 1994, p. 7.

CHOKHIN, Alexandre, "La prise de position de la Russie cause l'optimisme des requins financiers de l'Occident" (traduction de l'auteur), Izvestia, le 28 avril 1994, p. 8.

COOK, Peter, "Russia Not Yet Worthy of G7 Inclusion", Globe & Mail, le 11 juillet 1994, p. B7.

CORZINE, Robert, "Ice Packs Form a Usefull Buffer", Financial Times, le 12 avril 1994, p. 19.

CROSSETTE, Barbara, "6 ex-Soviet States Gain US Support for Tie to Lenders", New York Times, le 4 janvier 1992, p. 1 et 4.

DELYAGUIN, Mikhaïl, "Les investissements étrangers vont dans les secteurs inefficaces", (traduction de l'auteur), Finansovye Izvestia, le 14 avril 1994, p. 1.

DOUBOVSKY, Serguey, "L'Etat s'est trouvé dans le piège de l'inflation de l'après choc" (traduction de l'auteur), le 5 mai 1994, p. 2.

"Les entreprises mixtes survivront mais sans surprofits" (traduction de l'auteur), Finansovye izvestia, le 16-22 juin 1994, p. IV.

"Excerpts From Bush's Remarks on Aide Plan: "Today We Must Win the Peace", New York Times, le 2 avril 1992, p. A11.

FRANCHON, Alan, "Les Etats Unis tentent d'orchestrer l'aide internationale à la CEI", Le Monde, le 23 janvier 1992, p. 1.

FRANCHON, Alan, "L'aide international à la CEI", Le Monde, le 23 janvier 1992, p. 19.

FREELAND, Chrysria, "MMM Fund President Arrested in Moscow Raid", Financial Times, le 8 août 1994, p. 1.

FREELAND, Chrystia, "Russia Aids Ailing Industries With Cheap 1.4bn Loan", Financial Times, le 13 août 1994, p. 1.

- FREELAND, Chrystia, "Russia Revels in the Order of the Nouveaux Riches", Financial Times, le 8 août 1994, p. 1.
- FREELAND, Chrystia, "Tangled Mesh of Corporate Debt Ties Down Russia's Economy", Financial Times, le 12 août 1994, p. 2.
- FRIEDMAN, Thomas, "Fund for Business in Russia to Be Cut", New York Times, le 23 juin 1993, p. A8.
- FRIEDMAN, Thomas, "US Critised On Aid to Russia", New York, le 22 janvier 1992, p. A7.
- FYODOROV, Boris, "Dangers of Western Gullibility", Financial Times, le 28 mars 1994, p. 10.
- FYODOROV, Boris, "En écoutant Gorbatchev rappelons son septennal" (traduction de l'auteur), Izvestia, le 30 août 1994, p. 2.
- FYODOROVA, Elena, "Le capital international ne se dépêche pas en Russie" (traduction de l'auteur), Finansovye izvestia, le 9-15 juin 1994, p. II
- GRAHAM, George, "IMF Warns Over Difficulties Over Future Russian Loan", Financial Times, le 2 février 1994, p. 2.
- GRAHAM, George, "Hair-Raising Rides", Financial Times, le 24 septembre 1993, p. X.
- GREENHOUSE, Steven, "Call for Moscow Aide Office Splits Wealthy Nations", New York Times, le 20 juin 1993, p. 14.
- GREENHOUSE, Steven, "IMF Meeting Backs Yeltsin, With a Caveat", New York Times, le 27 septembre 1993, p. 2.
- GREENHOUSE, Steven, "Russia's Economic Plan Backed by International Monetary Fund", New York Times, le 1 avril 1992, p. 4.
- GREENHOUSE, Steven, "World Monetary System Would Gain Leverage on Moscow Policy", New York Times, le 1 avril 1992, p. A8.
- GREENHOUSE, Steven, "Wrapping Up Big Russian Aid Plan", New York Times, le 15 avril 1992, p. A9.
- HOUGH, Jerry, "Shevardnadze and 3 Scenarios", New York Times, le 21 décembre 1990, p. A39.
- KELLER, Bill, "Gorbatchev is Upset", New York Times, le 21 décembre 1990, p. 1.
- KELLER, Bill, "KGB Chief Warns Against West's Aid to Soviet Economy", New York Times, le 23 décembre 1990, pp. 1 et A8.

- KELLER, Bill, "Moscow Gossips About Dictatorship", New York Times, le 22 décembre 1990, p. A8.
- KONOPLIANNIK, Andrey, "les investissements étrangers: les espérances non-réalisées des parties" (traduction de l'auteur), Finansovye izvestia, le 17-23 décembre 1993, p. IV.
- LAVIGNE, Marie, "Comment aider la révolution sans utopie à l'Est". Le Monde diplomatique, février 1993, p. 12.
- LAYARD, Richard, "Russia - Not the Country You Expect", Financial Times, le 13 juin 1994, p. 15.
- LLOYD, John, "Aux Armes Capitalist", Financial Times, le 30 juin 1994, p. 17.
- LLOYD, John, "Camdessus Gambles on Russia's Unlikely Reformist", Financial Times, le 24 mars 1994, p. 2.
- LLOYD, John, "Foreign Investment Pours In", Financial Times, le 9 septembre 1994, p. 2.
- LLOYD, John, "IMF Chief Steps Into Russia's Gathering Economic Storm", Financial Times, le 17 mars 1994, p. 2.
- LLOYD, John, "Investment Surge Aids Russian Restructuring", Financial Times, le 5 avril 1994, p. 1.
- LLOYD, John, "Market Pioneers Fear MMM-Out", Financial Times, le 2 août 1994, p. 3.
- LLOYD, John, "MMM "Shareholders" Hit Out at Government Over the Company's Fate", Financial Times, le 3 août 1994, p. 2.
- LLOYD, John, "New Guise for Russia's Great Survivor", Financial Times, le 28 mars 1994, p. 2.
- LLOYD, John, "Russia and IMF Unable to Agree on \$1.5 bn Loan", Financial Times, le 21 mars 1994, p. 1.
- LLOYD, John, "Russia Glimpses Heaven Through Hell", Financial Times, le 9 septembre 1994, p. 2.
- LLOYD, John, "Russia is in Deep Crisis as Output Plunges by 25%", Financial Times, le 9 mai 1994, p. 1.
- LLOYD, John, "Russia's "Economic Calm" Set to End", Financial Times, le 22 juin 1994, p. 2.
- LLOYD, John, "Russia Loses Confidence of Oil Major", Financial Times, le 8 juillet 1994, p. 3.

LLOYD, John, "Russian Investment to Surge", Financial Times, le 5 juillet 1994, p. 2.

LLOYD, John, "Russians in Oil Export Revenue Trap", Financial Times, le 6 juin 1994, p. 2.

LLOYD, John, Robert KORZINE, "When Oil and Politics Don't Mix", Financial Times, le 19 août 1994, p. 15.

LLOYD, John, "Year of Hope and Disappointment", Financial Times, le 24 septembre 1993, p. XVI.

LLOYD, John, "Yeltsin Aide Wants Pledges to Be Relaxed", Financial Times, le 4 mai 1994, p. 2.

LLOYD, John, "Yeltsin Dismisses Draft Law to Build Up Oil Investment", Financial Times, le 5 août 1994, p. 2.

MITIN, Serguey, "La discussion sur les banques étrangères freine l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale" (traduction de l'auteur), Finansovye izvestia, le 9-15 juin 1994, p. 1.

NADEIN, Vladimir, "La Russie ne demande rien: l'Ouest se demande pourquoi?" (traduction de l'auteur), Izvestia, le 15 juillet 1994, p. 3.

NORMAN, Peter, "G7 Warns Russia to Keep Economy on a Tight Rein", Financial Times, le 25 avril 1994, p. 1.

NORMAN, Peter, "IMF Chief Urges West to Give Financial Support", Financial Times, le 24 septembre 1993, p. 19.

NORMAN, Peter, "Russia Hopes to Stabilize Budget Soon", Financial Times, le 27 septembre 1993, p. 2.

ORECHKIN, Vladimir, "Le régime d'exportation de la Fédération de Russie" (traduction de l'auteur), Ekonomika i jizn, nr. 18, mai 1993, p. 14.

"Nous sommes tous sur le carrefour ou encore une fois sur les investissements étrangers" (traduction de l'auteur), Ekonomika i jizn, nr. 17, 1994, p. 5.

PANSKOV, Vladimir, Yevgueny VASILTCHUK, "Les taxes progressives couvrent la majorité de la population" (traduction de l'auteur), Finansovye izvestia, le 27 septembre 1994, p. IV.

PEEL, Quentin, Christopher PARKES, Emma TUCKER, "G7 Ties Russian Debt to Accord With IMF", Financial Times, le 28 février 1994, p. 2.

PETROV, Boris, "Une branche d'une compagnie étrangère en Russie: l'enregistrement et les exigences de la législation fiscale" (traduction de l'auteur), Ekonomika i jizn, nr. 21, mai 1994, p. 14.

PETROVA, Galina, "La taxation des personnes juridiques étrangères: le stimulant ou l'obstacle pour les investissements étrangers", Ekonomika i jizn, nr. 14, avril 1994, p. 3.

POLYANSKY, Alexandre, "La Russie n'a pas besoin du rôle de six dans le sept mais de l'intégration réelle dans l'économie mondiale" (traduction de l'auteur), Izvestia, le 6 juillet 1994, p. 1.

PORTANSKY, Aleksey, "Les négociations entre la Russie et le FMI sont dans l'impasse, tandis que le crédit espéré est déjà inclu dans le budget" (traduction de l'auteur), Izvestia, le 19 mars 1994, p. 2.

"Les premiers crédits occidentaux au secteur pétrolier russe", (traduction de l'auteur), Ekonomitcheskaya gazeta, nr. 39, septembre 1993, p. 5.

PROKHAVILOV, Vladimir, "Les experts calculent pour le gouvernement le cours le plus adéquat" (traduction de l'auteur), Literatournaya gazeta, le 9 mars 1994, p. 10.

"Quelques commentaires sur le dernier programme de Gaïdar" (traduction de l'auteur), Kommersant, nr. 9, 1992, p. 2.

"Qu'est-ce que espèrent les investisseurs? Le climat favorable" (traduction de l'auteur), Ekonomika i jizn, nr. 6, février 1993, p. 1 et 4.

"Russia to Get \$1.5 Billion Loan", New York Times, le 1 juillet 1993, p. A6.

SAVVATEYEVA, Irina, "Trois points de vue de l'institut de Gaïdar sur les perspectives de la Russie" (traduction de l'auteur), Izvestia, le 26 mai 1994, p. 2.

SCHEMANN, Serge, "Cabinet in Russia Won't Step Down", New York Times, le 15 avril 1992, p. 1 et A8.

"Les Sept annoncent une nouvelle aide massive à la Russie", Le Monde, le 16 avril 1993, p. 17.

SHIHAB, Sophie, "Le pari capitaliste de la Russie", Le Monde, le 7 juillet 1994, p. 1.

STERNGOLD, James, "Japan Scorns Fund For Russia", New York Times, le 23 juin 1993, p. A8.

STERNGOLD, James, "Yeltsin Arrives in Tokyo As Aid Plan Is Prepared", New York Times, le 9 juillet 1993, p. A7.

TCHERNYAVSKY, Andrey, "Les investissements et le marché" (traduction de l'auteur), Ekonomika i jizn, le 20 mai 1993, p. 22.

THORNHILL, John, "Russia Seeks More Time to Repay Its 51bn Debt", Financial Times, le 27-28 août 1994, p. 24.

UCHITELLE, Louis, "IMF and Russia Reach Accord On Loan Aid and Spending Limits", New York Times, le 6 juillet 1992, pp. 1 et A6.

VARDOUL, Nicolay, "Est-ce qu'il est facile d'être un investisseur étranger en Russie?" (traduction de l'auteur), Ekonomika i jizn, nr. 24, 1994, p. 14.

VACILTCHUK, Yevgueny, "La science devient la victime de la crise économique" (traduction de l'auteur), Finansovye izvestia, le 1 octobre 1993, p. 1.

VARDOMSKY, Léonid, "Les critères du risque" (traduction de l'auteur), Ekonomika, nr. 27, 1994, p. 7.

"World Lenders Offer Entry to Ex-Soviets", New York Times, le 28 avril 1992, p. A6.

YERGIN, Daniel, Thane GUSTAFSON, "Let's Get Down to Business, Comrade", Financial Times, le 9-10 juillet 1994, p. 1.

YEVTIKHOV, Eduard, "Nos étudiants montrent de bons résultats", Izvestia, le 23 novembre 1991, p. 6.

"7 Nations Pledge \$28 billion for Russia", New York Times, le 16 avril 1993, p. A10.

"47 Nations to Aid Former Soviet Lands", New York Times, le 24 janvier 1992, pp. A1 et A8.

TABLEAU 1

Le Paquet de l'assistance de 1993 (en milliards de dollars US)

I. Soutien initial à la stabilisation	4.1
- FMI, facilité de transformation systémique	3
- BIRD, crédits de la réhabilitation des importations	1.1
II. Programme de stabilisation	10.1
- FMI, crédit stand by	4.1
- FMI, fonds de stabilisation du rouble	6
III. Crédits pour les réformes structurelles et les importations essentielles	14.2
- BIRD, crédits	3.4
- BIRD, cofinancement des prêts au secteur pétrolier	0.5
- BERD, fonds de soutien aux PME	0.3
- Crédits d'exportation et garanties de crédits de G7	10
IV. Rééchelonnement des dettes publiques	15 ¹ .

¹Source: Economist Intelligence Unit, country report, Russia, nr. 2, 1993, p. 32.